ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 6 ΜΑΡΤΙΟΥ 1968	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 46

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

Α.Ν. 292. Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν Μοντραὶ 1965 καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

153. Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Μενεμένης Θεσσαλονίκης ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».. 2

154. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἄργει Φιλανθρωπικοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου».. 3

155. Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Διατάγματος «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσυρμάτου» (ΦΕΚ 102)27.4.1955 τεῦχος Α') ὡς ἐτροποποιήθη κλπ... 4

156. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Βασιλικοῦ Διατάγματος (Φ.Ε.Κ. 201)62 τ. Α') περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959, Βασιλικοῦ Διατάγματος περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Λεσινίου (Φ.Ε.Κ. 260)τ. Α').. 5

157. Περὶ τροποποιήσεως Καταστατικοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας.. 6

158. Περὶ ἀνασυγκροτήσεως, παρατάσεως καὶ συμπληρώσεως Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς κατασκευῆς προτομῆς τοῦ Μπότη Σφακιανάκη, τέως Γενικοῦ Διοικητοῦ Κρήτης ἐν Νεαπόλει.. 7

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Σύμβασις μεταξὺ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, περὶ διαχειρίσεως τῶν πόρων τοῦ λ)σμοῦ Λαϊκῆς Στέγης.. 8

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 292

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν Μοντραὶ 1965 καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται πλήρη ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Μοντραὶ τῆς Ἑλβετίας τὴν 12 Νοεμβρίου 1965 «Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιῶν» ἐξ ἄρθρων 53 καὶ 4 Παραρτημάτων καθὼς καὶ τὰ προσηρτημένα αὐτῇ ἐν Τελικὸν Πρωτόκολλον, τέσσαρα Πρόσθετα Πρωτόκολλα καὶ ἓν Προαιρετικὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον, ὧν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ Πρωτοτύπῳ κειμένῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει, ἕπονται κατωτέρω.

Ἄρθρον 2.

1. Αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἄνω Συμβάσεως ἀναθεωρήσεις τῶν κατὰ τὰ ἄρθρα 15 καὶ 26 ταύτης προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν: α) Τηλεγραφικοῦ, β) Τηλεφωνικοῦ, γ) Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ δ) προσθέτου Ραδιοεπικοινωνιῶν κυροῦνται διὰ Β. Δ)τος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ.

Κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν κυροῦνται καὶ αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἄνω Συμβάσεως συναφθησόμεναι βάσει τῶν ἄρθρων 44 καὶ 45 Συμφωνίαι.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν, μετὰ γνώμην τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου, δημοσιευομένων εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως καθορίζονται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ Κανονισμῶν καὶ Συμφωνιῶν καὶ ρυθμίζονται τὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν προαιρετικῶν διατάξεων τούτων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΙΩΑΝ. ΡΟΔΙΝΟΣ-ΟΡΛΑΝΔΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΤΛ. ΤΟΤΟΜΗΣ, ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ, ΑΘ. Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, ΙΟΥΛ. Μ. ΕΥΛΑΜΠΙΟΣ, ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ, ΣΠΥΡ. ΛΑΜΠΙΡΗΣ, ΜΙΧ. ΣΙΔΕΡΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Φεβρουαρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PREAMBULE

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention.

2 Les pays et groupes de territoires qui deviennent parties à la présente Convention constituent l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE 1

Composition, objet et structure de l'Union

ARTICLE 1

Composition de l'Union

3 1. L'Union internationale des télécommunications comprend des Membres et des Membres associés.

4 2. Est Membre de l'Union :

a) tout pays ou groupe de territoires énuméré dans l'Annexe 1, après signature et ratification de la Convention, ou adhésion à cet Acte, par le pays ou groupe de territoires ou pour son compte;

5 b) tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19;

6 c) tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1 et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 19, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

7 3. Est Membre associé de l'Union :

a) tout pays non Membre de l'Union aux termes des numéros 4 à 6, dont la demande d'admission à l'Union en qualité de Membre associé est acceptée par la majorité des Membres de l'Union et qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 19;

8 b) tout territoire ou groupe de territoires n'ayant pas l'entière responsabilité de ses relations internationales, pour le compte duquel un Membre de l'Union a signé et ratifié la présente Convention ou y a adhéré conformément aux dispositions des articles 19 ou 20, lorsque sa demande d'admission en qualité de Membre associé, présentée par le Membre de l'Union responsable, a été approuvée par la majorité des Membres de l'Union;

9 c) tout territoire sous tutelle dont la demande d'admission en qualité de Membre associé a été présentée par les Nations Unies et au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément aux dispositions de l'article 21.

10 4. Si un territoire, ou groupe de territoires, faisant partie d'un groupe de territoires constituant un Membre de l'Union devient, ou est devenu, Membre associé de l'Union selon les dispositions du numéro 8, ses droits et obligations selon la présente Convention ne sont plus que ceux d'un Membre associé.

11 5. En application des dispositions des numéros 6, 7 et 8, si une demande d'admission en qualité de Membre ou de Membre associé est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres et des Membres associés

12 1. (1) Tous les Membres ont le droit de participer aux conférences de l'Union et sont éligibles à tous ses organismes.

13 (2) Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux auxquelles il participe et, s'il fait partie du Conseil d'administration à toutes les sessions de ce Conseil.

14 (3) Chaque Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

15 2. Les Membres associés ont les mêmes droits et obligations que les Membres de l'Union. Toutefois, ils n'ont pas le droit de vote dans les conférences ou autres organismes de l'Union, ni celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ils ne sont pas éligibles au Conseil d'administration.

ARTICLE 3

Siège de l'Union

16 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4

Objet de l'Union

17 1. L'Union a pour objet :

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes

18 b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunications, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

19 c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

20 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays :

21 b) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences ;

22 c) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante ;

23 d) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies :

24 e) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunications ;

25 f) procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des voeux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

26 L'organisation de l'Union repose sur :

1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union ;

27 2. les Conférences administratives ;

28 3. le Conseil d'administration ;

29 4. les organismes permanents désignés ci-après :

a) le Secrétariat général ;

30 b) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.) ;

31 c) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.);

32 d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

33 1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union, est composée de délégations représentant les Membres et les Membres associés.

34 2. La Conférence de plénipotentiaires ;

a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention ;

35 b) examine le rapport du Conseil d'administration relatant son activité et celle de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires ;

36 c) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires ;

37 d) fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union ;

38 e) approuve définitivement les comptes de l'Union ;

39 f) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration ;

40 g) élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions ;

41 h) revise la Convention si elle le juge nécessaire;

42 i) conclut ou revise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration, au nom de l'Union, avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable ;

43 j) traite toutes les autres questions de télécommunications jugées nécessaires.

44 3. La Conférence de plénipotentiaires se réunit normalement au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.

45 4. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :

46 a) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général ;

47 b) ou sur proposition du Conseil d'administration.

48 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 7

Conférences administratives

49 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :

a) les conférences administratives mondiales ;

50 b) les conférences administratives régionales.

51 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunications particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.

52 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter :

a) la revision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 203 ;

53 b) exceptionnellement, la revision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements;

54 c) toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.

55 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunications particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.

56 4. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.

57 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.

58 (3) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également comporter:

a) l'élection des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en application des numéros 172 à 174;

59 b) les directives à donner à ce comité touchant ses activités, et l'examen de celles-ci.

60 5. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion;

61 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente,

62 c) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général;

63 d) sur proposition du Conseil d'administration.

64 (2) Dans les cas visés aux numéros 61, 62, 63 et éventuellement 60, la date et le lieu de la con-

férence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 76.

65 6. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée:

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

66 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente;

67 c) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;

68 d) sur proposition du Conseil d'administration.

69 (2) Dans les cas visés aux numéros 66, 67, 68 et éventuellement 65, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 76.

70 7. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés:

a) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres et membres associés de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;

71 b) sur proposition du Conseil d'administration.

72 (2) Dans les cas visés aux numéros 70 et 71, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.

73 8. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion préparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.

74 (2) La convocation de cette réunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.

75 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.

76. 9. Dans les consultations visées aux numéros 56, 64, 69, 72 et 74, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation.

ARTICLE 8

Réglement intérieur des conférences et assemblées

77 Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences et assemblées appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Toutefois, chaque conférence ou assemblée peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du chapitre 9 du Règlement général, à condition que ces règles supplémentaires soient compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement général.

ARTICLE 9

Conseil d'administration

A. Organisation et fonctionnement

78 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de vingt-neuf Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu' à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

79 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

80 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

a) lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;

81 b) lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

82 2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qui, dans la mesure du possible, est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou qui est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunications.

83 3. Chaque Membre du Conseil d'administration dispose d'une voix.

84 4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

85 5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

86 6.(1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

87 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

88 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

89 7. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enrégistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs i-

nternationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

90 8. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

91 9. (1) Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

92 (2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.

93 10. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés aux numéros 30, 31 et 32.

94 11. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

B. Attributions

95 12. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres et les Membres associés, des dispositions de la Convention, des Règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.

96 (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.

97 13. En particulier, le Conseil d'administration:

a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires:

98 b) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 29 et 30. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 30 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 42;

99 c) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

100 d) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

101 e) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

102 f) examine et arrête le budget annuel de l'Union en réalisant toutes les économies possibles;

103 g) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante :

104 h) ajuste, s'il est nécessaire :

1. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun :

105 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union ;

106 3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union ;

107 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union , en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies ;

108 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse ;

109 6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies.

110 i) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 6 et 7 ;

111 j) soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles ;

112 k) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et examine leurs rapports annuels ;

113 l) procède, s'il le juge utile, à la désignation d'un intérimaire à l'emploi devenu vacant de vice-secrétaire général ;

114 m) procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des Comités consultatifs internationaux ;

115 n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ;

116 o) prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention et ses annexes, pour la solution desquels il n'est pas possible d'attendre la prochaine conférence compétente ;

117 p) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union ;

118 q) envoie aux Membres et Membres associés de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles;

119 r) favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition et, notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays nouveaux ou en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 10

Secrétariat général

120 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

121 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et son rééligibles.

122 (3) Le secrétaire général est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

123 (4) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice secrétaire général est chargé de l'intérim.

124 2. Le secrétaire général:

a) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, avec l'aide du Comité de coordination dont il est question à l'article 11;

125 b) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétatiat en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

126 c) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général

127 d) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

128 e) veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

129 f) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés, lequel travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;

130 g) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union.

131 h) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organisme permanent de l'Union; il peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;

132 i) tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

133 j) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union;

134 k) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

135 l) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences, telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;

136 m) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union:

137 1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

138 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements annexés à la Convention;

139 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;

140 n) distribue les documents publiés;

141 o) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

142 p) recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays nouveaux ou en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;

143 q) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés, concernant la mise en oeuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunications et, notamment le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

144 r) publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

145 s) prépare et soumet au Conseil d'administration un projet du budget annuel, lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d'information, à tous les Membres et Membres associés;

146 t) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

147 u) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres et Membres associés;

148 v) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union;

149 w) agit en qualité de représentant légal de l'Union

150 3. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercise de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

151 4. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister a titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 89.

ARTICLE 11

Comité de coordination

152 1. (1) Le secrétaire général est assisté par un Comité de coordination qui lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plusieus organismes permanents, aisnsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique.

153. (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

154 (3) Le Comité prête notamment son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 144, 145, 146 et 147.

155 (4) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et presente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

156 (5) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionées aux articles 29 et 30 en ce qui concerne la réprésentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

157 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secrétaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que les questions en cause présentent un caractère d'urgence. Dans ces circonstances et si le Comité le lui demande, il fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions, en des termes approuvés par tous les membres du Comité. Si, dans ces mêmes circonstances, les questions ne sont pas urgentes, mais néanmoins importantes, elles sont renvoyées à la session suivante du Conseil d'administration aux fins d'examen.

158 3. Le Comité est présidé par le secrétaire général et composé du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences.

159. 4. Le Comité se réunit sur convocation de son président, en général au moins une fois par mois.

ARTICLE 12

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

160 1. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union. Lors de leur élection, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 164 etd'une représentation géographique appropriée des régions du monde.

161 2. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d' aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s' abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

162 (2) Chaque Membre et Membre associé doit respecter le cararctère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et dupersonnel de l'Union, et ne pas chercher à les Influencer dans l'exécution de leur tâche.

163 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus, ainsi que le personnel de l' Union, ne doivent pas avoir de participation ni' d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expréssion «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs

164 3. La consideration dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer â l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 13

Comité international d'enregistrement des fréquences

165 1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les diffèrents pays, de manière à fixer, conformément à la procèdure spécifiée dans le Réglement des radiocommunications et, le cas échéant, conformèment aux décisions des confèrences compètentes de l'Union la date, le but et les caracteristiques techniques de chacune de ces assignations afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle ;

166 b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ;

167 c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences, prescrites par une conference compétente de l'Union. ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l' Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions ;

168 d) à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

169 2. (1) Le Comité international d'enregistrement des fréquences est un organisme composé de cinq membres indépendants, désignés conformément aux dispositions des numéros 172 à 180

170 (2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiès par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'a signation et d'utilisation des fréquences.

171 (3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 166, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particu lière du globe.

172 3. (1) Les cinq membres du Comité sont élus à intervalles d'au moins cinq ans par une conférence administrative mondiale chargée de traiter de questions générales intéressant les radiocommunications. Ces membres sont choisis parmi les candidats proposés par les pays. Membres de l'Union. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays. Chaque candidat doit posséder les qualifications indiquées aux numéros 170 et 171.

173 (2) La procédure pour cette élection est établie par la conference elle-même, de manière à assurer une répresentation équitable des differents régions du monde.

174 (3) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme can didat par le pays dont il est ressortissant.

175 (4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la conférence administrative mondiale qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.

176 (5) Si, dans l'intervalle qui sépare deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trente jours, ou s'il décède, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant est invité par le président du Comité à désigner aussitôt que possible un remplaçant ressortissant de ces pays.

177 (6) Si le pays Membre en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désignér une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée du mandat du Comité.

178 (7) Si, danslintervalle qui sépare deux conferences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité, un remplaçant à son tour démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trente jours, ou s'il décède, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant n'a pas le droit de désigner un autre remplaçant.

179 (8) Dans les cas prévus aux numéros 177 et 178, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région concernée a proposer des candidats pour l'election d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante.

180 (9) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité.

181 4. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

182 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

183 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

184 5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des réprésentants de leurs pays respectifs ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.

185 (2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 14.

Comités consultatifs internationaux

186 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d' effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation spécifiquement relatives aux radiocommunications.

187 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la télephonie

188 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif doit porter dûment attention à l'étude des questions età l'élaboration des avis directement liès à la création, au developpement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.

189 (4) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questionsdoit être effectuèe conformément aux dispositions du numéro 190.

190 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipontentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d' administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité intrenational d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plènière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou. dans l'intervalle des assemblées plèniéres, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres et Membres associés de l'Union au moins.

191 (2) Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou des conclusions de leurs études en cours.

192 3. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union ;

193 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.

194 4. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :

a) l'assemblée plénière, réunie normalement tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

195 b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

196 c) un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénières consécutives normalement pour six ans. Il est rééligible à chacune des assemblées plénières ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans. Si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur ;

197 d) un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur ;

198 e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

199 5. Il est institué une Commission mondiale du Plan, ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter la planification des services internationaux de telecommunications. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays nouveaux ou en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

200 6. Les assemblées plénières et les commissions d'études des Comités consultatifs internationaux observent également, au cours de leurs réunions, le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Elles peuvent aussi adopter un règlement intérieur supplementaire conformément au numero 77. Ce règlement supplementaire est publié sous forme d'une résolution dans les documents des assemblées plénières.

201 7. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la Convention

ARTICLE 15.

Règlements

202 1. Sous réserve des dispositions de l'article 8, le Règlement général qui fait l'objet de l'Annexe 4 à la présente Convention a la même portée que celle-ci et la même durée.

203 2. (1) Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants :

le Règlement télégraphique.
le Règlement téléphonique,
le Règlement des radiocommunications,
le Règlement additionel des radiocommunications.

204 (2) La ratification de la présente Convention conformément à l'article 18, ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 19, implique l'acceptation du Règlement général et des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.

205 (3) Les Membres et Membres associés doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute revision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres et Membres associés au fur et à mesure qu'il les reçoit.

206 3. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement, la Convention prévaut.

ARTICLE 16

Finances de l'Union

207 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :

a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des frequences, aux secrétariats des Comités consultatifs internationaux et aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union ;

208 b) aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales ;

209 c) à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux.

210 2. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numero 50 sont supportées par tous les Membres et Membres associés de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres et Membres associés d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.

211 3. Le Conseil d'administration examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires.

212 4. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et Membres associés, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre et Membre associé selon le tableau suivant :

classe	de 30	unités	classe	de 8	unités
»	25	»	»	5	»
»	20	»	»	4	»
»	18	»	»	3	»
»	15	»	»	2	»
»	13	»	»	1	unité
»	10	»	»	½	»

213 5. Les Membres et Membres associés choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

214 6. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaitre au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

215 (2) Cette décision est notifiée par le secrétaire général aux Membres et Membres associés.

216 (3) Les Membres et Membres associés qui n'ont pas fait connaitre leur décision avant la date spécifiée au numéro 214 conservent la classe de contribution qu'ils ont notifiée antérieurement au secrétaire général.

217 (4) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

218 (5) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément aux numéros 214 à 216, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention.

219 . 7. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributive annuelle calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration

220 8. (1) Tout nouveau Membre ou Membre associé acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.

221 (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre ou un Membre associé, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.

222 9. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an à partir du septième mois.

223 10. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales :

224 a) les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internetio naux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 621 du Règlement général ;

225 b) les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité elles n'aient été exonérées par le Conseil d' administration ;

226 c) les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numeros 224 et 225 choisissent librement dans le tableau qui figure au numero 212 la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le sécrétaire général de la classe choisie;

227 d) les exploitations privées reconnués, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant ;

228 e) aucune réduction du nombre d'unites de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention ;

229 f) en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu' au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet ;

230 g) le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux au travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 222 ;

231 h) le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conference administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 621 du Règlement général et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres et Membres associés au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intéret à partir du soixantième jour qui suit l'envoie des factures, aux taux fixés au numéro 222.

232 11. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherhces spéciales pour le compte de certains Membres ou Membres associés, groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.

233 12. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution.

ARTICLE 17

Langues

234 1. (1) L'Union a pour langues officielles : l' anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

235 (2) L'Union a pour langues de travail : l' anglais, l'espagnol et le français.

236 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

237 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et voeux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

238 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

239 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.

240 (2) Tous les autres documets dont le secrétaire général, doit conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

241 4. Tous les documents dont il est question aux numéros 237 à 240 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres ou Membres associés qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

242 5. (1) Dans les débats des conférences de l' Union, et, chaque fois que cela est nécessaire, dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, un système efficace d'interprétation réciproque dans les trois langues de travail et dans la langue russe doit être utilisé.

243 (2) Lorsque tous les participants à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux quatre langues ci-dessus.

244 6. (1) Lors des conférences de l'Union et des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 235 et 242 peuvent être employées :

245 a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres ou Membres associés qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée.

246 b) si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 242.

247 (2) Dans le cas prévu au numéro, 245, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres ou Membres associés intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

248 (3) Dans le cas prévu au numéro 246, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer, à ses propres frais, la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 242.

CHAPITRE II

Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 18

Ratification de la Convention

249 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général, qui les notifie aux Membres et Membres associés.

250 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 12 à 14, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 249.

251 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 249, n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et ceci tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

252 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformèment à l'article 53, chaque instrument de ratification prendra effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

253 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

ARTICLE 19

Adhésion à la Convention

254 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps en se conformant aux dispositions de l'article 1.

255 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. L'adhésion prend effet du jour de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et Membres associés et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

ARTICLE 20

Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations internationales sont assurées par des Membres de l'Union

256 1. Les Membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations internationales.

257 2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du numéro 256 est adressée au secrétaire général, qui la notifie aux Membres et Membres associés.

258 3. Les dispositions des numéros 256 et 257 ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'Annexe 1 à la présente Convention.

ARTICLE 21

Application de la Convention aux territoires sous tutelle des Nations Unies

259 Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 22

Exécution de la Convention et des Règlements

260 1. Les Membres et Membres associés sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 51 de la présente Convention.

261 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou qui exploitent des stations qui peuvent causer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays.

ARTICLE 23

Dénonciation de la Convention

262 1. Tout Membre ou Membre associé qui a ratifié la présente Convention, ou qui y a adhéré,

a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres et Membres associés.

263 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 24

Dénonciation de la Convention par des pays ou territoires dont les relations internationales sont assurées par des Membres de l'Union

264 1. Lorsque la présente Convention a été rendue applicable à un pays, à un territoire ou à un groupe de territoires conformément aux dispositions de l'article 20, il peut être mis fin, à tout moment, à cette situation. Si ce pays, territoire, ou groupe de territoires, est Membre associé, il perd cette qualité au même moment.

265 2. Les dénonciations prévues au paragraphe précédent sont notifiées dans les conditions fixées au numéro 262; elles prennent effet dans les conditions prévues au numéro 263.

ARTICLE 25

Abrogation de la Convention antérieure

266 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 26

Validité des Règlements administratifs en vigueur

267 Les Règlements administratifs visés au numéro 203 sont ceux qui sont en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des revisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 52, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

ARTICLE 27

Relations avec des Etats non contractants

268 1. Tous les Membres et Membres associés se réservent pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

269 2. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre ou Membre associé, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un Membre ou Membre associé, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 28

Règlement des différends

270 1. Les Membres et les Membres associés peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 15, par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

271 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre ou Membre associé, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'Annexe 3 ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 29

Relations avec les Nations Unies

272 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations.

273 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus dans cette Convention et dans les Règlements administratifs y annexés. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 30

Relations avec les organisations internationales

274 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 31

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

275 Les Membres et les Membres associés reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 32

Arrêt des télécommunications

276 1. Les Membres et les Membres associés se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

277 2. Les Membres et les Membres associés se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

ARTICLE 33

Suspension du service

278 Chaque Membre et Membre associé se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres et Membres associés par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 34

Responsabilité

279 Les Membres et les Membres associés n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunications, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 35

Secret des télécommunications

280 1. Les Membres et les Membres associés s' engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunications employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

281 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'execution des conventions internationales auxquelles ils sont parties

ARTICLE 36

Etablissement, exploitation et sauvegarde des ins stallations et des voies de télécommunication-

282 1. Les Membres et les Membres associés prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

283 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélé les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrés scientifiques et techniques.

284 3. Les Membres et les Membres associés assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

285 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres et Membres associés prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunications qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 37.

Notification des contraventions

286 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 22 de la présente Convention, les Membres et les Membres associés s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 38.

Taxes et franchise

287 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

ARTICLE 39.

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine.

288 Les services internationaux de télécommunications doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 40.

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat.

289 Sous réserve des dispositions des articles 39 et 49 de la présente Convention, les télégrammes d' Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et conversations téléphoniques, d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 41.

Langage secret.

290 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

291 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui on préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondance.

292 3. Les Membres et les Membres associés qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la présente Convention.

ARTICLE 42.

Etablissement et reddition des comptes

293 1. Les administrations des Membres et Membres associés et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunications doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

294 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 293 sont établis conformément aux dispositions des Réglements annexés à la présente Convention, à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

295. 3. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 44 de la présente Convention, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements.

ARTICLE 43.

Unité monétaire

296 L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales

et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 44.

Accords particuliers

297 Les Membres et les Membres associés se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des accords particuliers sur des questions de télécommunications qui n'intéressent pas la généralité des Membres et Membres associés. Toutefois, ces accords ne doivent pas aller à l' encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunications des autres pays.

ARTICLE 45.

Conférences régionales, accords régionaux, organisations régionales.

298 Les Membres et les Membres associés se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des accords régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunications susceptibles d' être traitées sur un plan régional. Les accords régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE V.

Dispositions spéciales aux radiocommunications

ARTICLE 46.

Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques.

299 Les Membres et les Membres associés reconnaissent souhaitable que le nombre de fréquences et l'espace du spectre utilisés soient limités au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. Il est désirable, à cette fin, que les derniers perfectionnements de la technique soient mis en application dans les moindres délais.

ARTICLE 47.

Intercommunication

300 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

301 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 300 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d' autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

302 3. Nonobstant les dispositions du numéro 300, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunications, déterminé par le but de ce service ou par d'autres cisconstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 48.

Brouillages nuisibles.

303 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunications, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Réglement des radiocommunications.

304 2. Chaque Membre ou Membre associé s' engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 303.

305. 3. De plus, les Membres et les Membres associés reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le foctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 303.

ARTICLE 49.

Appels et messages de détresse

306 Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 50.

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs.

307 Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 51.

Installations des services de défense nationale.

308 1. Les Membres et les Mebres associés conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

309 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nusibles, aisnsi que les prescriptions des Règlements concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

310 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Réglements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE VI.

Definitions

ARTICLE 52.

Définitions

311 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :

a) les termes qui sont définis dans l'Annexe ont le sens qui leur est assigné ;

312 b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 15 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII.

Disposition finale.

ARTICLE 53.

Mise en vigueur de la Convention

313 La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent soixante-sept entre les pays , territoires ou groupes de territoires pour lesquels les ratifications ou les adhésions auront été déposées avant cette date.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Pour l'Afghanistan :
M.A. GRAN S.N. ALAWI

Pour l'Algerie (République Algeriennne Democratique et Populaire) :
A. AMRANI S. DOUZIDIA M. HARBI

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :
A. ZAIDAN M. MIRDAD A.K. BASHAWRI

Pour la République Argentine :
A. LOZANO CONEJERO M. BUCICH
O. GARCÍA PINÈIRO R.A. SALVADOR F. DIACO

Pour le Commonwealth de l'Australie :
C.J. GRIFFITHS R. E. BUTLER

Pour l'Autriche :
B. SCHAGINGER K. VAVRA A . SAPIK

Pour la Belgique :
M.C.E.D. LAMBIOTTE R. ROTHSCHILD

Pour la République Socialiste Sovietique de Bielorussie:
P. AFANASSIEV

Pour l' Union de Birmanie :
MIN LWIN PE THAN

Pour la Bolivie :
Sra. M.C. SEJAS SIERRA

Pour le Bresil :
E. MACHADO DE ASSIS E. MARTINS DA SILVA
D.S. FERREIRA C. GOMES DE BARROS
J.A. MARQUES H. DOURADO

Pour la République Populaire de Bulgarie :
V. MAKARSKI

Pour la République Fédérale du Cameroun :
TCHOUTA MOUSSA H. EFFOUDOU

Pour le Canada :
F..G NIXON

Pour la République Centrafricaine :
E. N'ZENGOU L.A. MOZIALLO

Pour Ceylan :
G.E. de S. ELLAWELA

Pour le Chili :
H CALCAGNI P. E. CLAUDE F. R. HUIDOBRO

Pour la Chine :
Y. SHEN T.C. YÜ T.C. LIU T. V. MIAO

Pour la République de Chypre :
R. MICHAELIDES A.E. EMPEDOKLIS

Pour l'Etat de la Cite du Vatican :
A. STEFANIZZI P.V. GIUDICI

Pour la République de Colombie :
E. ARANGO S. QUIJANO-CABALLERO
O. ROVIRA ARANGO

Pour la République Democratique du Congo :
J. MULUMBA B. KALONJI F. TUMBA
A. MASAMBA M.G.M'BELA

Pour la République du Congo (Brazzaville) :
M. N'TSIBA J. BALIMA R. RIZET

Pour la République de Corée :
I.Y. CHUNG C.W PAK

Pour Costa Rica :
C. DI MOTTOLA BALESTRA M. BAGLI

Pour la République de Côte D'Ivoire :
S. CISSOCO T. KONDE B. SAKANOKO

Pour Cuba :
P. W. LUIS TORRES L. SOLÁ VILLA
J.A. VALLADARES TIMONEDA

Pour la République du Dahomey :
T. BOURA-I-MA

Pour le Danemark :
G. PEDERSEN P.F. ERIKSEN

Pour l' ensemble des Territoires Represented par l' Office Français des Postes et Telecommunications D'outre-Mer :
E. SKINAZI M. CHAPRON J.L.A. CONSTANTIN
G. AUNEVEUX

Pour l'Equateur :
E. PONCE y CARBO

Pour l'Espagne :
J.P. de LOJENDIO e IRURE J.A. GIMÉNEZ-ARNAU
J. GARRIDO

Pour les Etats-Unis d'Amerique :
J.C. HOLMES

Pour l'Ethiopie :
D. NEGASH D. BEYENE

Pour la Finlande :
O.J. SALOILA T.A. PUOLANNE

Pour la France :
I. CABANNE G. TERRAS R. VARGUES

Pour Republique Gabonaise :
E. MÉFANE J.A. ANGUILEY

Pour le Ghana :
J, A. BROBBEY

Pour la Gréce :
A. MARANGOUDAKIS D. BACALEXIS

Pour le Guatemala :
F. VILLELA JIMÉNEZ

Pour la République de Guinee :
S. DIARRA A.I. DIALLO M. B. CAMARA M. SAADI

Pour la République d'Haiti :
J.D. BAGUIDI

Pour la République de Haute-Volta :
A.M. KAMBIRE

Pour la République Populaire Hongroise
D. HORN

Pour la République de l'Inde
CHAMAN LAL
C.P. VASUDEVAN
G. D. GOKARN
A. ASRANI
Pour la Republique d'Indonesie
A. TAHIR

PRATOMO
T. AWUY
A. BOER

Pour l'Iran
G. SHAKIBNIA

Pour la Republique d'Iraq
W. KARAGOLI

Pour l'Irlande
L. O'BROIN
P. L. O'COLMAIN
M. O'MALEY

Pour l'Islande :
B. KRISTJANSSON

Pour l'Etat d'Israël :
E. RON
M. SHAKKÉD
M. BAVLY

Pour l'Italie :
F. BABUSCIO—RIZZO
A. BIGI

Pour la Jamaïque
H. H. HAUGHTON
G. A. GAUNTLETT

Pour le Japon :
I. HATAKEYAMA
M. TAKASHIMA
M. ITANO

Pour le Royaume Hachemité de Jordanie
Z. GOUSSOUS
K. SAMAWI

Pour la Kenya :
F. M. HINAWY

Pour l'etat de Koweït
F. HAMZEH
A. M. AL—SABEJ
F. KODSI

Pour le Royaume du Laos :
I. CABANNE

Pour le Liban :
N. KAYATA
M. GHAZAL

Pour la République du Liberia :
J. L. COOPER, Jr.

Pour la Principauté de Liechtenstein :
A. HILBE

Pour le Luxembourg :
E. RAUS
J. B. WOLFF

Pour la Malaisie :
V.T. SAMBANTHAN
K. P. CHEW
MAH SECK WAH
B.A.K. SHAMSUDDIN

Pour le Malawi :
A.W. LE FEVRE

Pour la République Malgache :
C. RAMANITRA
R. RAVELOMANATSOA—RATSIMIHAH
J. CHAUVICOURT

Pour la République du Mali :
M. SIDIBE

Pour Malte :
I. XUEREB
A. BARBARA
J.V. GALEA

Pour le Royaume du Maroc :
A. LARAQUI
A. BERRADA
M. BENABDELIAH

Pour la République Islamique de Mauritanie :
M. N'DIAYE

Pour le Mexique :
C. NÚNEZ A.
L. BARAJAS G.

Pour Monaco :
C.C. SOLAMITO
A.Y. PASSERON

Pour la République populaire de Mongolie :
D. GOTOV
S. GANDORJE
L. NATSAGDORJE

Pour le Nepal :
H.P. UPADHYAY

Pour le Nicaragua :
A.A. MULLHAUPT

Pour la République du Niger :
B. BOLHO
B. BATOURE
R. MAS

Pour la République fédérale de Nigeria :
G.C. OKOLI
E.A. ONUOHA

Pour la Norvege :
L. LARSEN
P. ÖVREGARD
N.J. SOBERG
T.L. NEBELL

Pour la Nouvelle-Zelande :
E.S. DOAK
A.W. BROCKWAY

Pour l'Ouganda :
J.W.L. AKOL
G.W. ADAMS

Pour le Pakistan :
M.S. KARI
R. AHMAD
M. ASLAM

Pour le Panama :
J.A. TACK

Pour le Paraguay :
S. GUANES
M. FERREIRA FALCON

Pour le Royaume des pays-bas :
G.H. BAST

Pour le Perou :
E. GOMEZ CORNEJO
J. BARREDA
F. SOLARI SWAYNE
A.A. GIESECKE MATTO

Pour la République des Philippines :
V.A. PACIS
A.G. GAMBOA Jr.
P.F. MARTINEZ
R.D. TANDINGAN

Pour la République populaire de Pologne :
H. BACZKO

Pour le Portugal :
J.T.C. CALVET de MAGALHÃES
M.A. VIEIRA
J. da CRUZ FILIPE
R. REZENDE RODRIGUES
M.F. da COSTA JARDIM

Pour les provinces Espagnoles d'Afrique :
J. SABAU BERGAMIN

Pour les provinces portugaises d'outre-mer :
J.T.C. CALVET de MAGALHÃES
M.A. VIEIRA
J. da CRUZ FILIPE
R. REZENDE RODRIGUES
M.F. da COSTA JARDIM

Pour la République Arabe Syrienne :
A.S. ATASSI
A.M. NAFFAKH

Pour la République Arabe Unie :
I. FOUAD
A. OSMAN
F.I. ALI

Pour la République fédérale d'Allemagne :
H. BORNEMANN

Pour la République Socialiste Sovietique de l'Ukraine :
G. SINTCHENKO

Pour la République Somalie :
S. I. ABDI

Pour la RHODESIE:
C. R. DICKENSON

Pour la République Socialiste de Roumanie :
M. GRIGORE
G. AIRINEI

Pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l' Irlande du Nord :
W.A. WOLVERSON
H.G. LILLIGRAP
C.E. LOVELL
P.W.F. FRYER
H.C. GREENWOOD

Pour la République Rwandaise:
Z. HABIYAMBERE
L. SIBOMANA

Pour la République du Senegal :
I. N'DIAYE
M. ROULET
L. DIA

Pour Sierra Leone :
C.S. DAVIES

Pour Singapour :
CHONG TONG CHAN

Pour la République du Soudan :
M.S. SULEIMAN
F.M.F. BARBARY

Pour la Suede :
H. STERKY
H. WESTERBERG
S. HULTARE

Pour la confederation Suisse :
G.A. WETTSTEIN
A. LANGENBERGER
F. LOCHER
R. RUTSCHI
G. BUTTEX

Pour la République Unie de Tanzanie :
C.G. KAHAMA

Pour la République du Tchad :
M. NGARNIM
G. GOY

Pour la République Socialiste Tchecoslovaque :
M. LAIPERT

Pour les territoires des Etats-Unis d'Amerique
F. CORNEIRO

Pour les territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-uni de la grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
A. H. SHEFFIELD
D. SIMPER

Pour la Thailande :
S. PUNYARATABANDHU
S. SUKHANETR
C. VAJRABHAYA
D. CHAROENPHOL

Pour la République Togolaise :
A. AITHNARD

Pour la Trinite et Tobago :
W.A. ROSE
T.A. WISLON

Pour la Tunisie :
Z. CHELLI
M. MILI
A. LADJIMI

Pour la Turquie :
N. TANAY
A.F. ARPACI
M.D. KARAOGLAN
Mme S. ÇUBUKÇU

Pour l'Union des Républiques Socialistes Sovietiques :
A. POUKHALSKI

Pour la République de Venezuela :
E. TOVAR COVA

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie:
P. VASILJEVIC

Pour la République de ZAMBIE
L. CHANGUFU

ANNEXE 1
(voir numéro 4)

Afganistan
Albanie (République Populaire d')
Algerie (République Algérienne Démocratique et Populaire)
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Commonwealth de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République Populaire de)
Burundi (Royaume du)

Cambodge (Royaume du)
Cameroun (République Fédéra le du)
Canada
Centrafricaine (République)
Ceylan
Chili
Chine
Chypre (République de)
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Congo (République Démocratique du)
Congo (République du) (Brazzaville)
Corée (République de)
Costa Rica
Côte d'Ivoire (République de)
Cuba
Dahomey (République du)
Danemark
Dominicaine (République)
El Salvador (République de)
Ensemble des Territoires représentes par l'Office français des postes et télécommunications d'Outre - Mer
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Gabonaise (République)
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée (République de)
Haïti (République d')
Haute-Volta (République de)
Honduras (République de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Kenya
Koweit (Etat de)
Laos (Royaume du)
Liban
Libéria (République du)
Libye (Royaume de)
Liechtenstein (Principauté de)
Luxembourg
Malaisie
Malawi
Malgache République)
Mali (République du)
Malte
Maroc (Royaume du)
Mauritanie (République Islamique de)
Mexique
Monaco
Mongolie (République Populaire de)
Népal
Nicaragua
Niger (République du)
Nigeria (République Fédérale de)
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouganda
Pakistan
Panama
Paraguay
Pays-Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Provinces espagnoles d'Afrique
Provinces portugaises d'Outre - Mer
République Arabe Syrienne
République Arabe Unie
République Fédérale d'Allemagne
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
République Somalie
Rhodésie
Roumanie (République Socialiste de)
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Rwandaise (République)
Sénégal (République du)
Sierra Leone
Singapour
Soudan (République du)
Sudafricaine (République) et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Suède
Suisse (Confédération)
Tanzanie (République Unie de)
Tchad (République du)
Tchécoslovaque (République Socialiste)
Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grand Bretagne et de l'Irlande du Nord
Thaïlande
Togolaise (République)
Trinité et Tobago
Tunisie
Turquie
Union des Républiques Socialistes Sovietiques
Uruguay (République Orientale de l')
Venezuela (République de)
Viet-Nam (République du)
Yémen
Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)
Zambie (République de)

ANNEXE 2
(voir article 52)

Définition de certains termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

401 Administration: Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés.

402 Exploitation privée: Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunications destinée à assurer un service de télécommunications international ou qui est susceptible de produire des brouillages nuisibles à un tel service.

403 Exploitation privée reconnue: Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 22 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel

est installé siège social de cette exploitation ou par le Membre ou Membre associé qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunications sur son territoire.

404 Délégué: Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

405 Représentant: Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.

406 Expert: Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.

407 Observateur: Personne envoyée par:

— les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 29 de la Convention;

— l'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence

— le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions de l'article 7 de la Convention.

408 Délégation: Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de déléguées, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.

409 Télécommunication: Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

410 Télégraphie: Système de télécommunications qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme «télégraphie» signifie, sauf avis contraire, «un sustème de télécommunications assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux».

411 Téléphonie: Système de télécommunications établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

412 Radiocommunication: Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

413 Radio: Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

414 Brouillage nuisible: Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité (1) ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunications fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.

415 Service international: Service de télécommunications entre bureaux ou stations de télécommunications de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.

416 Service mobile: Service de radiocommunications entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

417 Service de radiodiffusion: Service de radiocommunications dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision, ou d'autres genres d'émissions.

418 Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

419 Télégramme: Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

420 Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat: Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

— chef d'un Etat;

— chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;

— chef d'un territoire ou chef d'un territoire compris dans un groupe de territoires Membre ou Membre associé:

— chef d'un territoire sous tutelle ou sous mandat, soit des Nations Unies, soit d'un Membre ou Membre associé:

— commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;

— agents diplomatiques ou consulaires;

— Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;

— Cour internationale de justice de La Haye.

421 Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

422 Télégrammes de service: Télégrammes échangés entre

a) les administrations:

b) les exploitations privées reconnues;

c) les administrations et les exploitations privées reconnues:

d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part, et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

423 Télégrammes privés: Télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

ANNEXE 3

(voir article 28)

Arbitrage

501 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

502 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour

(1) On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

503 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

504 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

505 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

506 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun desdeux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 504 et 505.

507 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 503 et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

508 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

509 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

510 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

511 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elle-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

512 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

ANNEXE 4

Règlement général annexé à la Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

CHAPITRE 1

Invitation et admission aux Conferences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

601 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

602 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

603 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

604 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention.

605 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions specialisées des Nations Unies ainsi que l'Agense internationale de l'energie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative sur la base de la réciprocité.

606 5. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la compositions de la délegation.

607 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conference peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

608 7. Sont admis aux Conférences de plénipontentiaires :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numèro 408 de l'Annexe 2 à la Convention;

609 b) les observateurs des Nations Unies

610 c) les observateurs des institutions specialisées et de l'Agence internationale de l'energie atomique, conformément au numéro 605.

CHAPITRE 2

Invitation et admission aux conferences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant

611 1. (1) Les dispositions des numéros 601 à 606 sont applicables aux conférences administratives.

612 (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois si nécessaire.

613 (3) Les Membres et les Membres associés de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

614 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intéret à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.

615 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un delai de deux mois à partir de la date de la notification.

616 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

617 3. Sont admis aux conférénces administratives :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 408 de l'Annexe 2 à la Convention :

618 b) les observateurs des Nations Unies ;

619 c) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'energie atomique, conformément au numéro 605 ;

620 d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 614 à 616 ;

621 e) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le pays Membre dont elles dépendent ;

622 f) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions spécifiées au numéro 607.

CHAPITRE 3

Dispositions particulières aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

623 Lorsqu' une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des chapitres 1 et 2 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération Suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siége de l' Union.

CHAPITRE 4

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

624 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions relatives aux travaux de la conférence.

625 2. Toute proposition dont l'adoption entraine la revision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette revision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

626 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres et Membres associés au fur et à mesure de leur réception.

627 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres et Membres associés trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le Secrétariat général ni les secrétariats spécialisés ne sont habilités à présenter des propositions.

CHAPITRE 5

Pouvoirs des délégations aux conférences

628 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre ou Membre associé de l'Union doit être dûment accreditée conformément aux dispositions des numéros 629 à 636.

629 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.

630 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

631 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 629 ou 630 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office européen des Nations Unies.

632 (4) Une délégation représentant un territoire sous tutelle au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément à l'article 21, doit être accréditée par un acte signé du Secrétaire général des Nations Unies.

633 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l' une des autorités énumérées aux numéros 629 à 632 et s' ils répondent à l' un des critères suivants :

634 — conférer les pleins pouvoirs à la délégation.

635 — autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction,

636 — donner à la délégation ou à certains de ses membres le droit de signer les Actes finals.

637 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en régle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du pays Membre intéressé et à signer les Actes finals.

638 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n' a pas été remédié à cet état de choses.

639 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d' un Membre de l' Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote du Membre intéressé.

640 6. En règle générale, les Membres de l' Union doivent s' efforcer d' envoyer aux conférences de l' Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d' un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l' objet d' un acte signé par l' une des autorités citées au numéro 629 ou 630 selon le cas.

641 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d' exercer ce droit au cours d' une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d' assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

642 8. Une délégation ne peut exercer plus d' un vote par procuration en l' un des cas prévus aux numéros 640 et 641.

643 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d' information du président ou du secrétariat de la conférence, relativement à une question de pouvoirs.

CHAPITRE 6

Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres et Membres associés de l' Union ou sur proposition du Conseil d'administration

644 1. Les Membres et Membres associés de l' Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

645 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union,

transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

646 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

647 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

648 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

649 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres et Membres associés qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

650 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 3 sont applicables.

665 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

652 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvès par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76.

653 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

CHAPITRE 7

Procédure pour la convocation de conférences adimnistratives régionales à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

654 Dans le cas des conférences administraitves régionales, la procédure décrite au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres et Membres associés de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres et Membres associés de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres et Membres associés de cette région.

CHAPITRE 8

Dispositions communes à toutes les conférences Changement de la date ou du lieu d'une conférence

655 1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 76, s'est prononcée en leur faveur.

656 2. Tout Membre ou Membre associé qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres et Membres associés.

657 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 645, les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

CHAPITRE 9

Règlement intérieur des conférences

ARTICLE 1

Ordre des places

658 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés

ARTICLE 2

Inauguration de la conférence

659 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière

660 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 661 et 662.

661 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

662 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

663 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

664 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 659.

665 4. La première séance plénière procède également :

a) à l'élection des vice-présidents de la conférence ;

666 b) à la consitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs ;

667 c) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

ARTICLE 3

Prérogatives du président de la conférence

668 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

669 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

670 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

671 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

ARTICLE 4

Institution des commissions

672 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

673 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

ARTICLE 5

Commission de contrôle budgétaire

674 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la dispositions des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

675 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

676 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.

677 4. Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d' administration lors de sa prochaine session annuelle.

ARTICLE 6

Composition des commissions

678 1. Conférences de plénipotentiaires

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et Membres associés et des observateurs prévus aux numéros 609 et 610, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

679 2. Conférences administratives.

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 618 à 621, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

ARTICLE 7

Présidents et vice-présidents des sous-commissions

680 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

ARTICLE 8

Convocation aux séances

681 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu ed réunion de la conférence.

ARTICLE 9

Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

682 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent chapitre. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

ARTICLE 10

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

683 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

684 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

685 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

686 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

687 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis par écrit aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 683.

688 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

689 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 683, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

690 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute

proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

ARTICLE 11

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

691 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

692 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

ARTICLE 12

Propositions ou amendements omis ou différés

693 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

ARTICLE 13

Conduite des débats en séance plénière

694 1. Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

695 2. Ordre de discussion

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

696 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

697 3. Motions d'ordre et points d'ordre

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

698 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

699 4. Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 697 et 698 est le suivant :

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement;

700 b) suspension de la séance;

701 c) levée de la séance;

702 d) ajournement du débat sur la question en discussion;

703 e) clôture du débat sur la question en discussion;

704 f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

705 5. Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

706 6. Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre.

707 7. Motion de clôture du débat

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

708 8. Limitation des interventions

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

709 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

710 (3) Quant un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

711 9. Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

712 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

713 10. Question de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

714 11. Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

ARTICLE 14

Droit de vote

715 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2 de la Convention.

716 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerca son droit de vote dans les conditions préciséeseu-chapitre 5 du Règlement général.

ARTICLE 15

Vote

717 1. Definition de la majorité

(1) La majorité est consitituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

718 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

719 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

720 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

721 2. Non-participation au vote

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 694, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 723.

722 3. Majoritè spéciale

En ce qui concerne l'admision des Membres de l'Union. la majorité requise est fixée à l'article 1 de la *Convention.*

723 4. Plus de cinquante pour cent d'abstentions

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

724 5. Procédures de vote

(1) Sauf dans le cas prévu au numéro

727, les procédures de vote sont les suivantes :

a) à main levée, en règle générale ;

725 b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

726 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

727 6. Vote au scrutin secret

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

728 7. Interdiction d'interrompre le vote

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s' effectue le scrutin.

729 8. Explications de vote

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote posterieurement au vote lui-même.

730 9. Vote d'uneproposition par parties

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l' auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses differentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

731 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considerée comme rejetée.

732 10. Ordre de vote des propositions relatives à une même question

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l' ordre où elles ont été présentées, à moins que l' assemblée n'en décide autrement.

733 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non demettre aux voix la proposition suivante.

734 11. Amendements.

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une supression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la revision d'une partie de cette proposition.

735 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

736 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incopatible avec la proposition initiale

737 12. Vote sur les amendements

(1) Siune proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu

738 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original ; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

739 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

740 (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

ARTICLE 16

Commissions et sous-commissions. Conduite des débats et procédure de vote

741 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles devolues selon l'article 3 au président de la conference

742 2. Les dispositions fixées à l'article 13 pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

743 3. Les dispositions fixées à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions, sauf dans le cas prévu au numéro 722.

ARTICLE 17.

Réserves

744 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

745 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu' une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d' approuver la revision d'un Règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

ARTICLE 18.

Procés-verbaux des séances plènières

746 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui

s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbeaux doivent être examinés.

747 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

748 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

749 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l' annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

750 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 749, en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

ARTICLE 19

Comptes rendus et rapports des commissions et souscommissions

751 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance, dans des comptes rendus, établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l' ensemble.

752 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 749.

753 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

754 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

ARTICLE 20

Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

755 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans les cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procés-verbal ou au compte rendu.

756 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commision ou la sous-commission intéressée.

757 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.

758 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

ARTICLE 21

Commission de rédaction

759 1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.

760 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

ARTICLE 22

Numérotage

761 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute «A», «B», etc.

762 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

ARTICLE 23.

Approbation définitive

763 Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

ARTICLE 24.

Signature

764 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

ARTICLE 25.

Communiqués de presse.

765 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du president ou de l'un des vice-présidents de la conférence.

ARTICLE 26.

Franchise

766 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernés.

2e PARTIE
Comités consultatifs internationaux

CHAPITRE 10.
Dispositions générales

767 Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complètent l'article 14 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des Comités consultatifs internationaux.

CHAPITRE 11.
Conditions de participation

768 1. (1) Les membres de chaque Comité consultatif international sont :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union ;

769 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce Comité ; cette exploitation privée ne peut cependant intervenir au nom du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, que si ce dernier, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

770 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur de ce Comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé qui l'a reconnue.

771 2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

772 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général, qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demande ; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et les Membres associés et du directeur du Comité consultatif intéressé.

773 3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunications ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunications, peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

774 (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au directeur de ce Comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

775 4. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou tout organisme scientifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

CHAPITRE 12
Rôles de l'assemblée plénière

776 L'assemblée plénière :

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports ;

777 b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions du numéro 190 et, si besoin est, établit un programme d'études ;

778 c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles ;

779 d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier ;

780 e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière ;

781 f) approuve une estimation des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, estimation qui sera soumise au Conseil d'administration ;

782 g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 14 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

CHAPITRE 13
Réunions de l'assemblée plénière

783 1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

784 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.

785 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même ; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

786 4. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce Comité, avec , si cela est nécessaire, le concours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du secrétariat général.

CHAPITRE 14.
Langues et droit de vote aux assemblées plénières

787 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues à l'article 17 de la Convention.

788 (2) Les documents préparatoires des commissions d'etudes, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

789 2. Les Membres qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numé-

ros 13 et 250. Toutefois, lorsque'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 769.

CHAPITRE 15

Commissions d'études

790 1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions des numéros 771 et 772, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.

791 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 773 et 774, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

792 3. L'assemblée plénière nomme les rapporteurs principaux qui doivent présider chacune de ces commissions d'études ainsi que les vice-rapporteurs principaux. Si dans l'intervalle de deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit, au cours de sa réunion suivante, parmi ses membres, un nouveau vice-rapporteur principal. Elle élit de même un nouveau vice-rapporteur principal si, au cours de cette même période, le vice-rapporteur principal n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions.

CHAPITRE 16.

Traitement des affaires des commissions d'étud es.

793 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.

794 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réuniors de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

795 (2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

796 3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.

797 4. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent a leurs destinataires au moins un mois avant là date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée. plénière.

CHAPITRE 17.

Fonctions du directeur. Secretariat spécialisé

798 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'édudes; il est responsable de l' organisation des travaux du Comité.

799 (2) Il a la responsabilité des documents du Comité.

800 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.

801 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, laboratoires et installations techniques d'un Comité consultatif relève, du point de vue admistratif, de l'autorité du secrétaire général.

802 2. Le directeur choisit le personnel technique et adminitstratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférénce de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

803 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d' études.

804 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

805 5. Le directeur présente au Conceil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres et Membres associés de l'Union.

806 6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire générale pour être soumise au Conseil d'administration.

807 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.

808 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

CHAPITRE 18.

Propositions pour les conférences administratives

809 1. Conformément au numéro 191, les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent formuler des propositions de modification aux Règlements visés au numéro 203.

810 2. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiqués dans les conditions prévues au numéro 627.

CHAPITRE 19

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales.

811 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

812 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'étudier et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soummis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.

813 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation Internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé , en tenant compte du numéro 156, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultative.

814 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'en registrement des fréquences et le directeur de l' autre Comité consultatif, ou leurs resprésentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d' un Comité consultatif, En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif des repsésentants des tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

PROTOCOLE FINAL

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965) :

I

Pour l'Afghanistan :

La délégation du Gouvernement royal d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunications au cas où des pays Membres ou Membres associés n'observeraient pas les dipositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

II

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) :

La délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres ou Membres associés n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Monteux, 1965), ou si les reserves formulées par les Membres ou Membres associés devaient compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

III

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République d'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, l'Etat de Koweït, le Liban, le Royaume du Maroc, la République Arabe Syrienne, la République Arabe Unie, la République du Soudan et la Tunisie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

IV

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), la République Fédérale du Cameroun, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo (Brazzaville), la République de Côte d'Ivoire, la République du Dahomey, l'Ethiopie, la République Gabonaise, le Ghana, la République de Guinée, la République de Haute-Volta, le Kenya, la République du Libéria, le Malawi, la République Malgache, la République du Mali, le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, la République du Niger, la République Fédéral de Nigéria, l'Ouganda, la République Arabe Unie, la République Somalie, la République Rwandaise, la République du Sénégal, la Sierra Leone, la République du Soudan, la République Unie de Tanzanie, la République du Tchad, la République Togolaise, la Tunisie et la République de Zambie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ainsi que la ratification ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs n'impliquent en aucun cas la reconnaissance du Gouvernement actuel de la République Sudafricaine par ces Etats et ne comportent aucune obligation vis-à-vis de ce Gouvernement.

V

Pour la République Argentine :

La délégation argentine déclare :

La Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) dispose au numéro 4 qu'est Membre de l'Union tout pays ou groupe de territoires énumérés dans l'Annexe 1. Cette

Annexe 1 mentionne, à cet effet, les «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord».

Le Gouvernement précité a coutume d'inclure dans cet ensemble le territoire qu'il dénomme les «Iles Falkland et leurs dépendances» et les «Territoires antarctiques britanniques».

La délégation argentine déclare formellement que ce fait ne porte aucunement atteinte à la souveraineté de l'Argentine sur les Iles Malouines, les Iles Sandwich du Sud et les Iles de la Géorgie du Sud. Le Royaume-Uni occupe ces îles en vertu d'un acte de force que n'a jamais accepté le Gouvernement argentin, lequel réaffirme les droits imprescriptibles de la République argentine et déclare que ces territoires et les terres comprises dans le secteur antarctique argentin ne sont ni colonie, ni possession d'aucune nation et qu'elles font partie intégrante du territoire argentin.

En ce qui concerne la dénomination utilisée dans ledit document pour désigner les îles Malouines, la délégation argentine juge opportun de rappeler la décision du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples; ce Comité, ayant accepté par approbation générale le rapport du sous-comité III sur les Iles Malouines, en date du 13 novembre 1964, a décidé à la majorité des voix que le mot Malouines figurerait joint au nom de Falkland dans tous les documents du Comité spécial, la proposition ayant été faite que cette solution de compromis soit adoptée pour tous les documents des Nations-Unies.

La déclaration ci-dessus doit être considérée comme s'appliquant à toute autre citation du même ordre qui serait incluse dans la Convention ou ses annexes.

VI

Pour la République Argentine, la Bolivie, le Bresil, le Chili, la République de Colombie, Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou et la République de Venezuela :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent ne pas accepter le principe de la participation aux conférences et réunions régionales, avec droit de vote, de Membres de l'Union n'appartenant pas à la région intéressée.

Pour le Commonwealth de l'Australie, le Malawi, Malte, la Nouvelle-Zelande, le Royaunme des Pays-Bas, la République des Philippines, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et Trinité et Tobago :

Les délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de l aConvention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

VII

Pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, le Rouyaume des Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Confédération Suisse :

En ce qui concerne l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 15.

IX

Pour la Belgique :

En signant la présente Convention, la délégation du Royaume de Belgique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves qui entreneraient une augmentation de sa quotepart contributive aux dépenses de l'Union.

X

Pour la République Socialiste Sovietique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs :

1. que la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de reconnaître les pouvoirs des représentants de Tchang-Kaï-Chek de participer à la Conférence et de signer ses Actes finals au nom de la Chine est illégale, car les représentants légitimes de la Chine à l'Union internationale des télécommunications, comme dans d'autres organisations internationales, ne peuvent être que ceux nommés par le Gouvernement de la République Populaire de Chine;

2. que les autorités de Saïgon ne représentent pas en fait le Viet-Nam du Sud; elles ne peuvent donc parler en son nom à l'Union internationale des télécommunications. En conséquence, la signature des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires par les représentants de ces autorités, ou leur adhésion à ces Actes au nom du Viet-Nam du Sud est dépourvue de toute légalité;

3. qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclarent laisser ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

XI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchécoslovaque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils considèrent comme absolument injustifiée et dépourvue de toute valeur juridique la préten-

tion des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'Union internationale des télécommunications au nom de la Corée toute entière, car le régime fantoche de la Corée du Sud ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen.

XII

Pour l'Union de Birmanie :

En signant la présente Convention, la délégation de l'Union de Birmanie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves formulées par d'autres pays devaient conduire à une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XIII

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste de Roumanie et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent qu'elles réservent à leurs Gouvernements le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XIV

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la Républqique Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste de Roumanie et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les délégations des pays ci-dessus considèrent comme illégale et sans droit la signature au nom de la Chine par les représentants de Tchang-Kaï-Chek de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), car les seuls représentants légaux de la Chine ayant le droit de signer les arrangements internationaux au nom de la Chine sont les représentants désignés par le Gouvernement central de la République Populaire de Chine.

En même temps, les délégations des pays ci-dessus déclarent que, vu la présente situation sur le territoire du Viet-Nam du Sud et «des Accords de Genève», leurs Gouvernements ne peuvent pas considérer le Gouvernement de Saïgon comme représentant les intérêts du peuple du Viet-Nam du Sud.

XV

Pour la République Fédérale du Cameroun :

La délégation de la République Fédérale du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965), déclare au nom de son Gouvernement que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunications.

Le Gouvernement de la République Fédérale du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XVI

Pour le Canada:

La signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) par le Canada est sujette à la réserve que ce pays n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique; il accepte cependant d'être lié par les autres Règlements administratifs, sauf dans les cas où des réserves expresses y sont formulées.

XVII

Pour le Chili:

La délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunictions, dans ses annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des «territoires antarctiques» comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles

XVIII

Pour la Chine:

La délègation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de même qu'à Atlantic City, à Buenos Aires et à Genève, est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves présentées par des Membres de l'Union à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, et qui sont incompatibles avec la position de la Rèpublique de Chine exposée plus haut, sont illégales et, par concéquent, nulles et non avenues. En signant la présente convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ni d'aucun protocole s'y rapportant.

XIX

Pout la République de Chypre:

La délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

XX

Pour la République de Colombie et l'Espagne:

Les délégations de la République de Colombie et de l'Espagne déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui pourraient avoir pour effet d'augmenter leurs quotes-parts contributives aux dépenses de l'Union.

XXI

Pour la République de Corée:

La délégation de la République de Corée déclare que, tout comme aux conférences tenues depuis que la Corée a adhéré à l'Union, elle est la

seule représentation légitime pour toute la Corée et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence. Toutes les déclarations ou réserves présentées par des Membres de l'Union à l'occasion de la présente Convention, ou jointes à cette Convention, et qui sont incompatibles avec la position de la République de Corée exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues.

XXII

Pour Costa Rica:

La délégation de la République de Costa Rica déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves faites par d'autres gouvernements, qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union, ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunications.

XXIII

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves faites par d'autres gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXIV

Pour Cuba:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom du Gouvernement de la République de Cuba, la délégation de Cuba fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications cités aux numéros 293 et suivants (article 15) de ladite Convention.

XXV

Pour Cuba, la République Populaire Hongroise, la République populaire de Mongolie et la République populaire de Pologne:

Les délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

XXVI

Pour la République du Dahomey:

La délégation de la République du Dahomey réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union:

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunications au cas où des pays Membres ou Membres associés n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XXVII

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXVIII

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XXIX

Pour l'Ethiopie:

La délégation de l'Ethiopie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXX

Pour la Crèce:

La délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunications.

XXXI

Pour la République de Cuinée et la République du Mali:

Les délégations des pays ci-dessus réservent le droit à leurs Gouvernements respectifs de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour garantir la sauvegarde de leurs intérêts, si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre leurs services de télécommunications.

XXXII

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Monteux, 1965), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites au sujet des finances de l'Union par quelque délégation ayant participé à ladite Conférence.

2. La délégation de la République de l'Inde déclare que la signature de la Convention par ladite délégation est également sujette à la réserve que la République de l'Inde pourra ou non se trouver en mesure d' accepter certaines dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) mentionnés à l'article 15 de la Convention.

3. De plus, la délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application des Règlements cités à l'article 15 de la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XXXIII

Pour la République d'Indonésie :

1. La délégation de la République d'Indonésie déclare que la signature, par ladite délégation, de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et l'éventuelle ratification ultérieure de cette Convention par son Gouvernement ne doivent pas être interprétées comme une reconnaissance par la République d' Indonésie du Gouvernement de la «Fédération de Malaisie», de la «Chine» et d'autres pays non reconnus par la République d'Indonésie.

2. La délégation de la République d'Indonésie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXXIV

Pour l'Iran :

La délégation de l'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

XXXV

Pour l' Etat d'Israël :

Les déclarations faites par les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de l'Etat de Koweit, du Liban, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu' il rejette ces déclarations purement et simplement et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaudra des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de l'Etat de Koweït, du Liban, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie violeraient de quelque manière que ce soit l'un quelconque des articles de la Convention internationale des télécommunications.

XXXVI

Pour l'Italie :

La délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunications.

XXXVII

Pour la Jamaïque :

La délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunications de la Jamaïque.

XXXVIII

Pour le Kenya :

La délégation du Kenya réserve à son Gouve'lnement le droit de prendre toutes mesures quir estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXXIX

Pour la République du Libéria :

La délégation de la République du Libér réserve à son Gouvernement le droit de prendria toutes mesures qu'il estimera nécessaires poue protéger ses intérêts si des Membres ou des Memr bres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

XL

Pour la Malaisie :

La délégation du Gouvernement de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XLI

Pour la République Islamique de Mauritanie :

La délégation de la République Islamique de Mauritanie, en signant la présente Convention, réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres ou Membres associés n'observent pas les dispositions de la présente Convention et de n'accepter aucune réserve faite par d'autres gouvernements tendant à augmenter le montant de la quotepart contributive aux dépenses de l'Union.

XLII

Pour le Népal :

La délégation du Royaume du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XLIII

Pour la République Fédérale de Nigeria :

En signant la présente Convention, la délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunications de la République Fédérale de Nigeria.

XLIV

Pour l'Ouganda :

La délégation de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fohctionnement de ses services de télécommunications.

XLV

Pour le Pakistan :

Le Gouvernement du Pakistan déclare que, lors de la signature de la présente Convention en son nom, il se réserve le droit d'adhérer à tout ou partie des dispositions du Règlement téléphonique et du Règlement des radiocommunications.

Le Gouvernement du Pakistan déclare de plus qu'il se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences, que pourrait entraîner la non-adhésion d'un autre pays Membre de l'Union aux dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés.

XLVI

Pour Panama :

La délégation de la République de Panama à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) déclare que le Gouvernement de la République de Panama n'accepte aucune incidence financière qui pourrait éventuellement découler des réserves formulées par d'autres gouvernements participant à la présente Conférence, sur toute question relative aux finances de l'Union.

XLVII

Pour le Pérou :

La délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit :

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par ces Membres ou Membres associés entraînaient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union ou compromettaient le bon fonction nement de ses services de télécommunications ;

2. d'accepter ou de ne pas accepter, en totalité ou en partie, les dispositions des Règlements administratifs visés à l'article 15 de la Convention.

XLVIII

Pour la République des Philippines :

Etant donné que les réserves faites par certains pays sont de nature à compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunications de la République des Philippines, la délégation de la République des Philippines se réserve formellement le droit, en signant la présente Convention au nom de son Gouvernement, d'accepter ou de refuser, en partie ou en totalité, les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications, qui sont cités, dans la Convention internationale des télécommunications (Motreux, 1965) et qui la complètent.

XLIX

Pour le Portugal :

La délégation portugaise à la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T. (Montreux, 1965),

considérant

a) que la résolution No 46 adoptée par la Conférence a trait à des questions de caractère exclusivenent politique et entièrement en dehors du cadre de l'Union ;

b) que cette résolution a été adoptée sans que la Conférence se soit prononcée, aux termes du numéro 611 du Règlement général annexé à la Convention de Genève (1959) sur la question de compétence soulevée par écrit par la délégation portugaise (procès-verbal de la 7e séance plénière, du 21 septembre 1965, document No 158) ;

déclare

au nom de son Gouvernement, que, en signant la Convention, elle considère la Résolution No 46 comme illégale et, par conséquent, non existante.

L

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

La délégation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouverement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont l'ensenble constitue le Membre de l'Union connu sous le nom de «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord», au nom duquel le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord a adhéré à la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959), le 9 décembre 1961 et qui est désigné de la même manière dans l'annexe 1 à la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

La délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter non plus l'avis exprimé par la délégation argentine, selon lequel il convient d'associer le terme «(Malouines)» à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision de faire suivre cette dernière désignation du terme «(Malouines)» ne concerne que les documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ni ses annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la déclaration de la délégation argentine au sujet de la souveraineté sur le Territoire antarctique britannique, la délégation du Royaume-Uni désire appeler l'attention du Gouvernement argentin sur l'Article IV du Traité de l'Antarctique, auquel le Gouvernement argentin et le Gouvernement du Royaume-Uni sont parties l'un et l'autre.

LI

Pour la Républiqur Rwandaise :

La délégation de la République Rwandaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LII

Pour la République du Sénégal :

La délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernement à la présente Conférence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'el le jugera utiles à la sauvegardre de ses intérêts si les réserves émises par d'autres pays ou le nonrespect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service des télécommunications.

LIII

Pour la Sierra Leone :

La délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres ou Membres associés de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de téléconmunications.

LIV

Pour Singapour :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la délégation du Gouvernement de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures, qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses interêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de cette Convention, ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LV

pour la Republique Somalie

La délégation de la République Somalie réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de ses annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LVI

Pour la République du Soudan :

La délégation de la République du Soudan réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications ou conduire à une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

LVII

Pour la Confédération Suisse :

Le respect du droit étant un principe constant de la politique suivie par la Confédération Suisse, sa délégation déclare ne pouvoir accepter les réso-

lutions Nos 44, 45 et 46 qui lui paraissent contraires aux articles 2 et 4 de la Convention.

Par cette prise de position, la délégation suisse ne se prononce pas sur le fond des résolutions en question, mais elle estime que les différends d'ordre politique devraient, par principe, être tenus strictement à l'écart des institutions techniques.

LVIII

Pour la République Unie de Tanzanie :

La délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LIX

Pour les Territoires des Etats-Unis d'Amérique :

Les Territoires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Territoires des Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

LX

Pour la Thaïlande :

La Thaïlande se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXI

Pour la République Togolaise :

La délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises pendant la Conférence ou à la signature par certains Membres ou Membres associés entraînaient des situations contrariantes pour ses services de télécommunications ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXII

Pour la Turquie :

La Turquie se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXIII

Pour la République de Venezuela :

1. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvenrement le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions du numéro 204 de la présente Convention, en ce qui concerne les Règlements administratifs.

2. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un autre pays n'observerait pas les dispositions de la présente Convention.

3. La République de Venezuela n'accepte aucune conséquence des réserves formulées au sujet de la présente Convention ou de ses annexes, qui pourraient conduire à une augmentation directe ou indirecte de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union internationale des télécommunications.

LXIV

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

La délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle considère :

a) que les représentants de Taïwan n'ont pas le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom de la Chine ;

b) que les représentants du Viet-Nam du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom du Viet-Nam entier ;

c) que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom de la Corée entière.

LXV

Pour la République de Zambie :

La délégation de la République de Zambie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des téécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Les plénipotentiaires soussignés ont signé les Protocoles additionnels suivants qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Monterux, 1965) :

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1966à1971

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles.

— du Conseil d'administration.

— du Secrétariat général.

— du Comité international d'enregistrement des fréquences,

— des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,

—des laboratoires et installations techniques de l'Union

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1966 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

17.900.000 francs suisses pour l'année 1966
18.125.000 francs suisses pour l'année 1967
18.610.000 francs suisses pour l'année 1968
19.185.000 francs suisses pour l'année 1969
19.955.000 francs suisses pour l'année 1970
20.400.000 francs suisses pour l'année 1971.

Pour les années postérieures à 1971, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 o/o chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Les limites fixées pour les années 1966 et 1967 comprennent chacune une somme de 500.000 francs suisses au titre de paiements qui pourraient se révéler nécessaires aux termes de la résolution No 3 de la présente Conférence. Toute économie réalisée au titre de ces paiements ne pourra être utilisée à d'autres fins.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives à l'établissement d'un projet de Charte constitutionnelle de l'Union (voir la résolution No 35 de la présente Conférence).

4. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.1. Durant les années 1966 à 1971, le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 4.3 ci-dessous, maintiendra ces dépenses dans la limite des montants suivants :

4.185.000 francs suisses pour l'année 1966
2.815.000 francs suisses pour l'année 1967
4.985.000 francs suisses pour l'année 1968
5.035.000 francs suisses pour l'année 1969
1.555.000 francs suisses pour l'année 1970
5.310.000 francs suisses pour l'année 1971.

4.2 Si la Conférence de plénipotentiaires, une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie ou une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1968 à 1971, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 2.500.000 francs suisses au titre de la Conférence de plénipotentiaires, 1.500.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie et 2.000.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications.

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1971, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1971, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 4.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des crédits :

—demeurés disponibles sur une année précédente,

—ou à prélever sur une année future.

5. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus pour tenir compte :

5.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève ;

5.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar U.S. qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveaux le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 5.

7. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

9. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour consequence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 5 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 7.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre et Membre associé devra, avant le 1er juillet 1966, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 212 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

2. Les Membres et Membres associés qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1966, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Genève.

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) dans les conditions prévues par cette Conférence entreront en fonctions le 1er janvier 1966.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise

chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Les signatures qui suivent les Protocoles additionnels I-III sont les mêmes que celles qui suivent la Convention.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

1. (1) Le Conseil d'administration sera composé de vinght-neuf Membres qui seront élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

(2) Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l' élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l' ouverture de la session annuelle de 1967 du Conseil.

2. Le Comité international d'enregistrement des fréquences sera composé de cinq membres qui seront élus par la présente Conférence, selon des modalités fixées par elle. Les membres du Comité entreront en fontcions le 1er janvier 1967.

EN FOI DE QUOI, les plènipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole additionnel en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 21 octobre 1965.

PROTOCOLE ADDITIONNEL FACULTATIF

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Règlement obligatoire des différends

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télecommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

Les Membres et les Membres associés de l' Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci, sont convenus des dispositions suivants :

ARTICLE PREMIER

A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 28 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'Annexe-3 à la Convention, dont le paragraphe 5 est modifié comme suit :

«5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cettedesignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe 3 à la Convention».

ARTICLE 2

Le présent Protocole sera ouvert à lasignature des Membres et Membres associés qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l' adhésion des Etats qui deviendront Membres ou Membres associés de l'Union.

ARTICLE 3

Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention, ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre ou Membre associé qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Le secrétaire général notifiera à tous les Membres et Membres associés :

a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion ;

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation ; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Pour l'Afghanistan :
M.A. GRAN S.N. ALAWI

Pour le Commonwealth de l'Australie :
C.J. GRIFFITHS R. E. BUTLER

Pour l'Autriche :
B. B. SCHAGINGER K. VAVRA A . SAPIK

Pour la Belgique :
M.C.E.D. LAMBIOTTE R. ROTHSCHILD

Pour l' Union de Birmanie :
MIN LWIN PE THAN

Pour la Bolivie :
Sra. M.C. SEJAS SIERRA

Pour le Bresil :
E. MACHADO DE ASSIS
D.S. FERREIRA C. GOMES DE BARROS
J.A. MARQUES H. DOURADO

Pour le Canada :
F.G NIXON

Pour la République Centrafricaine :
E. N'ZENGOU L.A. MOZIALLO

Pour la République de Chypre :
R. MICHAELIDES A.E. EMPEDOKLIS

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :
A. STEFANIZZI P.V. GIUDICI

Pour la République Democratique du Congo :
J. MULUMBA B. KALONJI F. TUMBA
A. MASAMBA M.G.M'BELA

Pour la République du Congo (Brazzaville) :
M. N'TSIBA J. BALIMA R. RIZET

Pour la République de Corée :
I.Y. CHUNG C.W PAK

Pour Costa Rica :
C. DI MOTTOLA BALESTRA M. BAGLI

Pour la République de Côte D'Ivoire :
S. CISSOKO T. KONDE B. SAKANOKO

Pour l' ensemble des Territoires Represented par l' Office Français des Postes et Telecommunications D'outre-Mer :
E. SKINAZI M. CHAPRON J.L.A. CONSTANTIN
G. AUNEVEUX

Pour la Finlande :
O.J. SALOILA T.A. PUOLANNE

Pour Republique Gabonaise :
E. MÉFANE J.A. ANGUILEY

Pour le Ghana :
J, A. BROBBEY

Pour la Grèce :
A. MARANGOUDAKIS D. BACALEXIS

Pour le Guatemala :
F. VILLELA JIMÉNEZ

Pour la République d'Haiti :
J.D. BAGUIDI

Pour le Japon :
I. HATAKEYAMA
M. TAKASHIMA
M. ITANO

Pour la Principauté de Liechtenstein :
A. HILBE

Pour le Luxembourg :
E. RAUS
J. B. WOLFF

Pour la République Malgache :
C. RAMANITRA
R. RAVELOMANANTSOA—RATSIMIHAH
J. CHAUVICOURT

Pour Malte :
I. XUEREB
A. BARBARA
J.V. GALEA

Pour la République Islamique de Mauritanie :
M. N'DIAYE

Pour le Mexique :
C. NUNEZ A.
L. BARAJAS G.

Pour Monaco :
C.C. SOLAMITO
A.Y. PASSERON

Pour la République populaire de Mongolie :
D. GOTOV
S. GANDORJE
L. NATSAGDORJE

Pour le Nicaragua :
A.A. MULLHAUPT

Pour le Panama :
J.A. TACK

Pour le Paraguay :
S. GUANES
M. FERREIRA FALCON

Pour le Royaume des pays-bas :
G.H. BAST

Pour la République des Philippines :
V.A. PACIS
A.G. GAMBOA Jr.
P.F. MARTINEZ
R. D. TANDINGAN

Pour le Rhodesie :
C. R. DICKENSON

Pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l' Irlande du Nord :
W.A.WOLVERSON H.G. LILLIGRAP
C.E. LOVELL
P.W.F. FRYER
H.C. GREENWOOD

Pour la République Rwandaise :
Z. HABIYAMBERE
L. SIBOMANA

Pour la République du Senegal :
I. N'DIAYE
M. ROULET
L. DIA

Pour la Confederation Suisse :
G.A. WETTSTEIN
A. LANGENBERGER
F. LOCHER
R. RUTSCHI
G. RUTTEX

Pour la Républiqué du Tchad :
M. NGARNIM
G. GOY

Pour les territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-uni de la grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
A. H. SHEFFIELD
D. SIMPER

Pour la Thailande :
S. PUNYARATABANDHU
S. SUKHANETR
C. VAJRABHAYA
D. CHAROENPHOL

Pour la République Togolaise :
A. AITHNARD

Pour la Trinite et Tobago :
W.A. ROSE
T. A. WILSON

Pour la République de Zambie :
L. CHANGUFU

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν, ἀναγνωρίζοντες πλήρως εἰς ἑκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν της, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ, τὴν σύναψιν τῆς ἀκολούθου Συμβάσεως ἐπὶ σκοπῷ προαγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σχέσεων καὶ συνεργασίας διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

Αἱ Χῶραι καὶ αἱ ὁμάδες ἐδαφῶν, αἵτινες καθίστανται Μέρη τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνιστῶσι τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 1.

Σύνθεσις τῆ Ἑνώσεως

3 1. Ἡ Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

4 2. Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι:

α) Πᾶσα χώρα ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1. μετὰ τὴν ὑπογραφὴν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ χώρας ἢ τῆς ὁμάδος ἐδαφῶν ἢ Μέλους τινὸς τῆς Ἑνώσεως διὰ λογαριασμὸν τούτων.

5 β) Πᾶσα χώρα μὴ ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα I, ἡ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 19.

6 γ) Πᾶσα κυρίαρχος χώρα μὴ περιλαμβονομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1. καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 19 μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς αἰτήσεώς της ὅπως γίνῃ Μέλος τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

7 3. Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως εἶναι:

α) Πᾶσα χώρα μὴ τυγχάνουσα Μέλος τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 4 ἕως 6, τῆς ὁποίας ἡ αἴτησις περὶ εἰσδοχῆς της εἰς τὴν Ἕνωσιν ὡς συνεργαζομένου Μέλους γίνεται ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ ἥτις προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 19.

8 β) Πᾶν ἔδαφος ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν μὴ ἔχουσα ἐξ ὁλοκλήρου τὴν εὐθύνην τῶν διεθνῶν της σχέσεων, διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας ἕν Μέλος τῆς Ἑνώσεως ὑπέγραψε καὶ ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησεν εἰς αὐτήν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 19 ἢ 20, ἐφ' ὅσον ἡ σχετικὴ αἴτησις εἰσδοχῆς της ὡς συνεργαζομένου Μέλους, ὑποβληθεῖσα ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου Μέλους τῆς Ἑνώσεως, ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

9 γ) Πᾶν ἔδαφος ὑπο κηδεμονίαν, τοῦ ὁποίου ἡ αἴτησις ὅπως γίνῃ δεκτὸν ὡς συνεργαζόμενον Μέλος, ὑπεβλήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη προσεχώρησαν εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 21.

10 4. Ἐὰν ἔδαφός τι ἢ ὁμὰς ἐδαφῶν, ἀποτελοῦσα μέρος ὁμάδος ἐδαφῶν, ἥτις τυγχάνει Μέλος τῆς Ἑνώσεως, καταστῇ ἢ ἔχει καταστῇ συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 8 δὲν ἔχει πλέον εἰμὴ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνεργαζομένου Μέλους.

11 5. Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 6, 7 καὶ 8, ἐὰν μία αἴτησις προσχωρήσεως ὡς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ τῇ μεσολαβήσει τῆς χώρας ἔνθα ἑδρεύει ἡ Ἕνωσις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλεύεται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐὰν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐζητήθη ἡ γνώμητου, θεωρεῖται ὅτι ἀπέσχεν.

Ἄρθρον 2.

Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.

12 1. (1) Πάντα τὰ Μέλη ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετέχωσιν εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ ἐκλέγωνται εἰς πάντας τοὺς ὀργανισμούς της.

13 (2) Ἕκαστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, εἰς ὅλας τὰς συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ὁποίας μετέχει καί, ἐὰν ἀποτελῇ Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἁπάσας τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου τούτου.

14 (3) Ἕκαστον Μέλος ἔχει ἐπίσης δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ἁπάσας τὰς δι' ἀλληλογραφίας διενεργουμένας ψηφοφορίας.

15 2. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἔχουσι τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις ὡς καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως. Ἐν τούτοις δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς διασκέψεις καὶ λοιποὺς Ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως, οὔτε δικαίωμα νὰ ὑποβάλωσιν ὑποψηφιότητας εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων. Δὲν εἶναι ἐκλέξιμα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 3.

Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως.

16 Ἕδρα τῆς Ἑνώσεως ὁρίζεται ἡ Γενεύη.

Ἄρθρον 4.

Ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως.

17 1. Σκοποὶ τῆς Ἑνώσεως εἶναι:

α) Νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὀρθολογικὴν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἴδους.

18 β) Νὰ εὐνοῇ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποιήσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.

19 γ) Νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπαθείας τῶν ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν κοινῶν τούτων σκοπῶν.

20 2. Πρὸς τοῦτο ἡ Ἕνωσις εἰδικώτερον:

α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομὴν τῶν συχνοτήτων τοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἐκχωρουμένων συχνοτήτων εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἀποφεύγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν.

21 β) Συντονίζει τὰς προσπαθείας διὰ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ φάσματος τῶν συχνοτήτων.

22 γ) Εὐνοεῖ τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Μελῶν της ὡς καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατὸν τιμολογίων, ἐναρμονιζομένων μὲ παροχὴν ὑπηρεσίας καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιοῦς βάσεως.

23 δ) Ἐνθαρρύνει τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δικτύων εἰς τὰς νέας ἢ εἰς τὰς εἰς τὸ στάδιον τῆς ἀναπτύξεως εὑρισκομένας χώρας, δι' ὅλων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς μέσων, ἰδιαιτέρως διὰ τῆς συμμετοχῆς της εἰς τὰ οἰκεῖα προγράμματα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

24 ε) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἐξασφαλιζόντων τὴν ἀνθρωπίνην ζωὴν διὰ τῆς συνεργασίας τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας.

25 Προβαίνει εἰς μελέτας, ἐκδίδει κανονισμούς, υἱοθετεῖ ἀποφάσεις, διατυπώνει συστάσεις καὶ εὐχάς, συλλέγει καὶ δημοσιεύει πληροφορίας ἀφορώσας τὰς τηλεπικοινωνίας ἐπ' ὠφελείᾳ πάντων τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.

Ἄρθρον 5.

Διάρθρωσις τῆς Ἑνώσεως.

26 Ἡ ὀργάνωσις τῆς Ἑνώσεως ἑδράζεται ἐπί:

1. Τῆς διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων, ἀνωτάτου ὀργάνου τῆς Ἑνώσεως.

27 2. Τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων.

28 3. Τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

29 4. Τῶν κάτωθι μονίμων ὀργανισμῶν:

α) Τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

30 β) Τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων (I.F.R.B.).

31 γ) Τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).

32 δ) Τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς (C.C.I.T.T.).

Ἄρθρον 6.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

33 Ἡ διάσκεψις πληρεξουσίων, ἀνώτατον ὄργανον τῆς Ἑνώσεως, ἀπαρτίζεται ἀπὸ ἀντιπροσωπείας ἐκπροσωπούσας τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

34 1. Ἡ Διάσκεψις τῶν Πληρεξουσίων:

α) Προσδιορίζει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας ὀφείλει νὰ ἀκολουθῇ ἡ Ἕνωσις πρὸς ἐπίτευξιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.

35 β) Ἐξετάζει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεώς του καὶ ἐπὶ τῆς τοιαύτης τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

36 γ) Θέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως ὡς καὶ τὸ ὕψος τῶν δαπανῶν αὐτῆς διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικνουμένην μέχρι τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων.

37 δ) Καθορίζει τὰς βασικὰς ἀποδοχάς, τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας καὶ τὸ καθεστὼς τῶν ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων, ἁπάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἑνώσεως.

38 ε) Ἐγκρίνει τελικῶς τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἑνώσεως.

39 στ) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως, ἅτινα θὰ ἀποτελέσωσι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

40 ζ) Ἐκλέγει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τὸν ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

41 η) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἂν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

42 θ) Συνάπτει ἢ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξὺ τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν ὀνόματι τῆς Ἑνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων ὀργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν ἣν κρίνει κατάλληλον συνέχειαν.

43 ι) Ἀσχολεῖται μὲ ὅλα τὰ ὑπ' αὐτῆς κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ζητήματα Τηλεπικοινωνιῶν.

44 2. Ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων συνέρχεται κανονικῶς εἰς τόπον καὶ ἡμερομηνίαν καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης Διασκέψεως πληρεξουσίων.

45 3. (1) Ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἢ καὶ μόνον τὸ ἕν ἐκ τῶν δύο, δύνανται νὰ μεταβληθῶσι:

46 α) Τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τετάρτου τοὐλάχιστον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς ἑνώσεως, ἀπευθυνομένης κατ' ἰδίαν παρ' ἑκάστου τούτων πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

47 β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

48 2. Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις, ὁρίζονται, μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἕν μόνον ἐκ τῶν δύο.

Ἄρθρον 7.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

49 1. Αἱ Διοικητικαὶ διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν:

α) Τας παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

50 β) Τὰς περιοχικὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

51 2. Αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται κανονικῶς διὰ νὰ πραγματευθῶσι ἰδιάζοντα θέματα τηλεπικοινωνιῶν.

Μόνον τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα θέματα, δύνανται νὰ συζητῶνται κατὰ τὰς Διασκέψεις ταύτας.

Αἱ ἀποφάσεις τῶν διασκέψεων τούτων δέον, εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως.

52 3. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως δύναται νὰ περιλαμβάνῃ:

α) τὴν μερικὴν ἀναθεώρησιν τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν οἵτινες ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸν ἀριθμὸν 203.

53 β) Ἐξαιρετικῶς, τὴν πλήρη ἀναθεώρησιν ἑνὸς ἢ περισσοτέρων ἐκ τῶν Κανονισμῶν αὐτῶν.

54 γ) Οἱονδήποτε ἕτερον θέμα παγκοσμίου χαρακτῆρος ἐξαρτώμενον ἐκ τῆς ἁρμοδιότητος τῆς διασκέψεως.

55 (2) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, δύναται νὰ ἀναφέρεται μόνον ἐπὶ εἰδικῶν τηλεπικοινωνιακῶν θεμάτων περιοχικοῦ χαρακτῆρος, περιλαμβανομένων κατευθύνσεων προοριζομένων διὰ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς δραστηριότητάς της τὰς ἐνδιαφερούσας τὴν περὶ ἧς πρόκειται περιοχὴν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ κατευθύνσεις αὗται μὴ εἶναι ἀντίθετοι εἰς τὰ συμφέροντα ἄλλων περιοχῶν. Ἐκτὸς τούτου, αἱ ἀποφάσεις μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

56 4. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν παγκόσμιον διοικητικὴν διάσκεψιν ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς θεωρουμένης περιοχῆς ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν περιοχικὴν διοικητικὴν διάσκεψιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

57 (2) Περιπτώσεως δοθείσης ἡ ἡμερησία αὐτὴ διάταξις περιλαμβάνει πᾶν θέμα τὸ ὁποῖον ἀπεφασίσθη νὰ περιληφθῇ ὑπὸ μιᾶς Διασκέψεως πληρεξουσίων.

58 (3) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἥτις πραγματεύεται ραδιοεπικοινωνίας δύναται ἐπίσης νὰ περιλαμβάνῃ:

α) Τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τῆς διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἀριθμῶν 172 ἕως 174.

59 β) Τὰς κατευθύνσεις αἵτινες δέον νὰ δοθοῦν εἰς τὴν ἐπιτροπὴν ταύτην ἀναφορικῶς μὲ τὰς δραστηριότητάς της, καὶ τὴν ἐξέτασιν τῶν δραστηριοτήτων τούτων.

60 (5) (1) Μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται:

α) Τῇ ἀποφάσει μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων ἥτις δύναται νὰ ὁρίσῃ τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν τόπον τῆς συγκλήσεώς της.

61 β) Τῇ συστάσει μιᾶς προηγουμένης παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως.

62 γ) Τῇ αἰτήσει τοὐλάχιστον τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἀπευθυνομένη κατ' ἰδίαν παρ' ἑκάστου τούτων πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.

63 δ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

64 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 61, 62, 63 καὶ ἐνδεχομένως 60 ἀναφερομένας περιπτώσεις ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

65 6. (1) Μία περιοχικὴ διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται:

α) Τῇ ἀποφάσει μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.

66 β) Τῇ συστάσει μιᾶς προηγουμένης παγκοσμίου ἢ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως.

67 γ) Τῇ αἰτήσει τοὐλάχιστον τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἀνήκοντος εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν, ἀπευθυνομένην παρ' ἑκάστου τούτων κατ' ἰδίαν πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.

68 δ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

69 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 66, 67, 68 καὶ ἐνδεχομένως 65 ἀναφερομένας περιπτώσεις ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

70. 7. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις, ἡ ἡμερομηνία καὶ ὁ τόπος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ τροποποιηθοῦν.

α) Τῇ αἰτήσει τοὐλάχιστον τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν παγκόσμιον διοικητικὴν διάσκεψιν, ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἀνήκοντος εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν περιοχικὴν διοικητικὴν διάσκεψιν.

Αἱ αἰτήσεις ἀπευθύνονται ἀτομικῶς ὑφ' ἑκάστου πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα ὁ ὁποῖος μεριμνᾷ διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

71 β) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

72 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 70 καὶ 71 ἀναφερομένας περιπτώσεις, αἱ προτεινόμεναι τροποποιήσεις υἱοθετοῦνται ὁριστικῶς μόνον κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἐὰν πρόκειται διὰ παγκόσμιον Διοικητικὴν Διάσκεψιν, ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται διὰ περιοχικὴν Διοικητικὴν Διάσκεψιν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

73 8. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ θεωρήσῃ χρήσιμον ὅπως τῆς κυρίας συνόδου μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως προηγηθῇ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος ἐπιφορτισμένη νὰ καταρτίσῃ προτάσεις ἀφορώσας τὰς τεχνικὰς βάσεις τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως.

74 (2) Ἡ σύγκλησις τῆς προπαρασκευαστικῆς ταύτης συνόδου καὶ ἡ ἡμερησία της διάταξις δέον νὰ ἐγκριθοῦν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐὰν πρόκειται διὰ παγκόσμιον Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν, ἐὰν πρόκειται διὰ περιοχικὴν Διοικητικὴν Διάσκεψιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

75 (3) Ἐὰν ἡ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δὲν ἀπεφάσισε διαφοροτρόπως τὰ κείμενα τὰ ὁποῖα τελικῶς ἐνέκρινε αὕτη συγκεντρώνονται ὑπὸ μορφὴν ἐκθέσεως ἥτις ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς συνόδου ταύτης καὶ ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου της.

76 Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 56, 64, 69, 72 καὶ 74 ἀναφερομένας συμβουλὰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως τὰ ὁποῖα δὲν ἀπήντησαν ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁριζομένης προθεσμίας, θεωροῦνται ὡς μὴ μετέχοντα τῶν συμβουλῶν τούτων καὶ δὲν λαμβάνονται κατὰ συνέπειαν ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πλειοψηφίας. Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ληφθεισῶν ἀπαντήσεων, δὲν ὑπερβαίνει τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐρωτωμένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐρωτῶνται ἐκ νέου τὰ Μέλη.

Ἄρθρον 8.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων.

77 Διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν των καὶ τὴν διεύθυνσιν τῶν συζητήσεών των αἱ διασκέψεις καὶ συνελεύσεις ἐφαρμόζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον ἐν τῇ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.

Ἐν τούτοις ἑκάστη Διάσκεψις ἢ Συνέλευσις δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τοὺς κανόνας τοὺς ὁποίους κρίνει ἀπαραιτήτους πρὸς συμπλήρωσιν ἐκείνων τοῦ ἐδαφίου 9 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ συμπληρωματικοὶ οὗτοι κανόνες θὰ συμφωνοῦν μὲ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 9.

Διοικητικὸν Συμβούλιον.

78 1.(1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐξ εἴκοσι ἐννέα Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ἀνάγκης δικαίας ἐκπροσωπήσεως ὅλων τῶν μερῶν τοῦ κόσμου.

Τὰ εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἐκπληροῦν τὴν ἐντολήν των μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν νέου Συμβουλίου.

Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανεκλέγωνται.

79 (2) Ἐὰν κατὰ τὸ μεταξὺ δύο Διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα χηρεύσῃ μία ἕδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον αὕτη αὐτοδικαίως καταλαμβάνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους τῆς Ἑνώσεως, τὸ ὁποῖον κατὰ τὴν τελευταίαν ψηφοφορίαν ἔλαβε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μεταξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνηκόντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων Μελῶν.

80 (3) Μία ἕδρα εἰς τὸ Συμβούλιον λογίζεται κενή:

α) Ὅταν ἕν Μέλος τοῦ Συμβουλίου δὲν ἀντιπροσωπεύθη εἰς δύο συνεχεῖς ἐτησίας συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου.

81 β) Ὅταν μία χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως παραιτεῖται τῶν καθηκόντων της ὡς μέλους τοῦ Συμβουλίου.

82. 2. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἕδραν του, πρόσωπον τὸ ὁποῖον κατὰ τὸ δυνατὸν νὰ εἶναι λειτουργὸς τῆς Δ]νσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν του ἢ ἀμέσως ὑπεύθυνον ἔναντι τῆς Διευθύνσεως αὐτῆς ἢ ἐν ὀνόματί του. Τὸ πρόσωπον αὐτὸ δέον νὰ κέκτηται ἐμπειρίαν περὶ τὰ τηλεπικοινωνιακὰ ζητήματα.

83 3. Ἕκαστον Μέλος τοῦ Συμβουλίου διαθέτει μίαν ψῆφον.

84 4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἴδιον αὐτοῦ ἐσωτερικὸν κανονισμόν.

85 5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης ἐτησίας συνόδου ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντα των μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐπομένης ἐτησίας συνόδου εἶναι δὲ ἐπανεκλέξιμοι. Ἀπουσιάζοντος τοῦ Προέδρου, τοῦτον ἀναπληροῖ ὁ ἀντιπρόεδρος.

86 6. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἐτησίαν σύνοδον, ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως.

87 (2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μίαν συμπληρωματικὴν σύνοδον.

88 (3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκληθῇ κατ' ἀρχὴν ἐν τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσει τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν αὐτοῦ.

89 7. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ Πρόεδρος καὶ ἀντιπρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, μετέχουσιν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ λαμβάνουσι μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας. Ἐν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ πραγματοποιῇ συνεδριάσεις μόνον ἐκ τῶν Μελῶν του.

90 8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα Γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

91 9. (1) Κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικ. Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐκχωρηθέντων αὐτῷ ὑπ' αὐτῆς δικαιωμάτων.

92 (2) Τὸ Συμβούλιον ἐνεργεῖ μόνον ὁσάκις εὑρίσκεται ἐν ἐπισήμῳ συνόδῳ.

93 10. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἑκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρίσταται ὡς παρατηρητής, εἰς πάσας τὰς συνόδους τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, τῶν καθοριζομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 30, 31 καὶ 32.

94 11. Μόνον τὰ ἔξοδα μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἑκάστου τῶν Μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὴν Ἕνωσιν.

Β. Ἁρμοδιότητες

95 12. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς, ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν Κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων τῆς Ἑνώσεως.

96 2. Ἐξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμὸν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἑνώσεως.

97 13. Εἰδικώτερον, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον:

α) Ἐκτελεῖ πᾶν ἔργον τὸ ὁποῖον ἀνατίθεται εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων.

98 β) Ἐπιφορτίζεται ὅπως ἐξασφαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μεθ' ὅλων τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 29 καὶ 30, κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς Συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 30 ἀναφερομένων διεθνῶν ὀργανώσεων καὶ μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Συμφώνου μεταξὺ τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Αἱ προσωριναὶ αὗται συμφωνίαι δέον νὰ ὑποβάλωνται εἰς τὴν προσεχῆ Διάσκεψιν Πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 42.

99 γ) Ὁρίζει, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἱεραρχίαν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντηρίους γραμμάς.

100 δ) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς οὓς κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς Ἑνώσεως καθὼς καὶ τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν τρέχουσαν πρακτικὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν οἵτινες ἐφαρμόζουσι τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν ἀποδοχῶν, ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων.

101 ε) Ἐλέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.

102 στ) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προυπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως πραγματοποιοῦν πάσας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας.

103 ζ) Λαμβάνει ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἐτήσιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμοὺς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν πληρεξουσίων.

104 η) Ἀναπροσαρμόζει ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον :

1. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῶν κατηγοριῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ διευθυντῶν, ἐξαιρέσει τῶν ἀποδοχῶν τῶν θέσεων αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν, τὰς καθοριζομένας ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς ἀντιστοίχους κοινὰς κατηγορίας.

105 2. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς κατηγορίας τῶν γενικῶν ὑπηρεσιῶν, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς ἀποδοχάς, αἵτινες ἐφαρμόζονται ὑπὸ τοῦ Ο.Η.Ε. καὶ τῶν παρὰ τῇ ἕδρᾳ τῆς Ἑνώσεως εἰδικευμένων ὀργανισμῶν.

106 3. Τὰς ἀποζημιώσεις θέσεως τῆς κατηγορίας τῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν περιλαμβανομένων καὶ τῶν θέσεων, αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἰσχυούσας διὰ τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

107 4. Τὰς ἀποζημιώσεις τὰς ὁποίας δικαιοῦται ἅπαν τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἁρμονίᾳ μὲ τὰς υἱοθετουμένας τροποποιήσεις εἰς τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

108 5. Τὴν συμβολὴν τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ προσωπικοῦ εἰς τὸ Κοινὸν Ταμεῖον συντάξεων τοῦ προσωπικοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ταμείου τούτου.

109 6. Τὰς ἀποζημιώσεις ἀκριβείας ζωῆς τὰς παρεχομένας εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ Ταμείου ἀσφαλίσεως Προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως, συμφώνως μὲ τὴν ἀκολουθουμένην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν Πρακτικήν.

110 θ) Φροντίζει διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 6 καὶ 7.

111 ι) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὁποίας κρίνει χρησίμους.

112 ια) Συντονίζει τὰς ἐργασίας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνει τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα διὰ νὰ δίδῃ συνέχειαν εἰς τὰς ὑπὸ τῶν ὀργανισμῶν

τούτων ὑποβαλλομένας αἰτήσεις ἢ συστάσεις καὶ ἐξετάζει τὰς ἐτησίας ἐκθέσεις αὐτῶν.

113 ιβ) Προβαίνει, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο χρήσιμον, εἰς τὸν διορισμὸν ἑνὸς προσωρινοῦ ἀναπληρωτοῦ εἰς περίπτωσιν κενώσεως τῆς θέσεως τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

114 ιγ) Προβαίνει εἰς τὸν διορισμὸν προσωρινοῦ ἀναπληρωτοῦ εἰς τὰς χηρευούσας θέσεις Διευθυντοῦ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

115 ιδ) Ἐκτελεῖ τὰς λοιπὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως λειτουργίας καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου ταύτης καὶ τῶν Κανονισμῶν, πάσας τὰς λειτουργίας, αἵτινες κρίνονται ἀναγκαῖαι διὰ τὴν καλὴν διοίκησιν τῆς Ἑνώσεως.

116 ιε) Λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, μετὰ προηγουμένην συμφωνίαν τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν τῆς Ἑνώσεως διὰ τὴν ἐπίλυσιν, προσωρινῶς, τῶν περιπτώσεων αἵτινες δὲν προβλέπονται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Παραρτημάτων της, ἡ λύσις τῶν ὁποίων δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ ἀναβληθῇ μέχρι τῆς ἁρμοδίας προσεχοῦς Διασκέψεως.

117 ιστ) Ὑποβάλλει πρὸς ἐξέτασιν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ἔκθεσιν περὶ τῶν δραστηριοτήτων αὐτοῦ καθὼς καὶ τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως.

118 ιζ) Διαβιβάζει εἰς τὰ μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως τὸ ταχύτερον δυνατόν, μεθ' ἑκάστην τῶν συνόδων του, περιληπτικὰ πρακτικὰ τῶν ἐργασιῶν του, καθὼς καὶ ὅλα τὰ ἔγγραφα τὰ ὁποῖα κρίνει χρήσιμα.

119 ιη) Εὐνοεῖ τὴν διεθνῆ συνεργασίαν ἐπὶ σκοπῷ τῆς παραχωρήσεως δι' ὅλων τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτοῦ μέσων καὶ εἰδικώτερον διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰ οἰκεῖα Προγράμματα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τεχνικῆς βοηθείας πρὸς τὰς νέας καὶ τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν χώρας, συμφώνως πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς Ἑνώσεως, συνιστάμενον εἰς τὸ νὰ ὑποθάλπῃ δι' ὅλων τῶν δυνατῶν μέσων τὴν ἀνάπτυξιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 10.

Γενικὴ Γραμματεία

120 1. (1) Ἡ Γενικὴ Γραμματεία Διευθύνεται ὑπὸ Γενικοῦ Γραμματέως, ἐπικουρουμένου ὑπὸ ἀναπληρωτοῦ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

121 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλαμβάνουσιν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς ἡμέρας, ἥτις καθορίζεται κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐκλογῆς των. Παραμένουσιν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμέρας ἥτις καθορίζεται ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἑπομένης συνόδου της καὶ δύνανται νὰ ἐπανεκλεγῶσι.

122 (3) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὸ σύνολον τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν ἀπόψεων τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως.

Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

123 (4) Ἐὰν ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως χηρεύσῃ, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπιφορτίζεται νὰ καταλάβῃ ταύτην προσωρινῶς.

124 (2) Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς:

α) Συντονίζει τὰς δραστηριότητας τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, μὲ τὴν βοήθειαν τῆς συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς, περὶ ἧς ὁ λόγος ἐν ἄρθρῳ 11.

125 β) Ὀργανώνει τὴν ἐργασίαν τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας ταύτης συμμορφούμενος πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων διδομένας κατευθύνσεις καὶ πρὸς τούς, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτιζομένους κανονισμούς.

126 γ) Λαμβάνει τὰ διοικητικὰ μέτρα, τὰ σχετιζόμενα μὲ τὴν σύστασιν τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν τῶν μονίμων ὀργανισμῶν καὶ διορίζει τὸ προσωπικὸν τῶν γραμματειῶν τούτων, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ προϊσταμένου ἑκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ καὶ ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐκλογῆς τοῦ τελευταίου τούτου, τῆς τελικῆς ἀποφάσεως περὶ διορισμοῦ ἢ περὶ ἀπολύσεως ἀνηκούσης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

127 δ) Φέρει εἰς γνῶσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πᾶσαν ἀπόφασιν, λαμβανομένην ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανισμῶν, ἀφορῶσαν τοὺς ὅρους ἐργασίας ἀποζημιώσεων καὶ παροχῶν κοινῆς ἐφαρμογῆς.

128 ε) Ἐποπτεύει διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διοικητικῶν καὶ οἰκονομικῶν κανονισμῶν τῶν ἐγκριθέντων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

129 στ) Ἀσκεῖ ἐποπτείαν, ἀποκλειστικῶς διοικητικήν, ἐπὶ τοῦ προσωπικοῦ τῶν εἰδικευμένων γραμματειῶν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς τῶν προϊσταμένων τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

130 ζ) Ἐξασφαλίζει τὴν ἐργασίαν γραμματείας, ἥτις προηγεῖται καὶ ἕπεται τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως.

131 η) Ἐξασφαλίζει, ἐν συνεργασίᾳ ἐνδεχομένως μετὰ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως τὴν Γραμματείαν ὅλων τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καὶ παρέχει ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ ἐνδιαφερομένου μονίμου ὀργανισμοῦ τὰς ἀναγκαίας ὑπηρεσίας κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα τῶν συνόδων ἑκάστου μονίμου ὀργανισμοῦ τῆς Ἑνώσεως.

Δύναται ἐπίσης κατόπιν αἰτήσεως καὶ ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου, νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν Γραμματείαν οἱωνδήποτε ἑτέρων συνελεύσεων σχετικῶν μὲ τηλεπικοινωνίας.

132 θ) Ἐνημερώνει τὰ ἐπίσημα ὀνοματολόγια, τὰ καταρτιζόμενα βάσει τῶν πρὸς τοῦτο παρεχομένων στοιχείων, ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τῶν Διευθύνσεων, ἐξαιρέσει τῶν εὑρετηρίων καὶ πάντων τῶν λοιπῶν ἀπαραιτήτων φακέλλων, οἵτινες δύνανται νὰ ἔχωσι σχέσιν μὲ τὰ καθήκοντα τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς συχνοτήτων.

133 ι) Δημοσιεύει τὰς γνωματεύσεις καὶ τὰς κυρίας ἐκθέσεις τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως.

134 ια) Δημοσιεύει τὰς ἀφορώσας τὰς Τηλεπικοινωνίας διεθνεῖς καὶ περιφερειακὰς συμφωνίας, αἵτινες ἀνακοινοῦνται αὐτῇ ὑπὸ τῶν Μερῶν, καὶ ἐνημερώνει τὰ σχετικὰ στοιχεῖα.

135 ιβ) Δημοσιεύει τοὺς τεχνικοὺς ὅρους τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων, ὡς καὶ πᾶν ἄλλο στοιχεῖον ἀφορῶν τὴν ἐκχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων, ὡς ἐπεξειργάσθη τοῦτο ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων της.

136 ιγ) Καταρτίζει, δημοσιεύει καὶ ἐνημερώνει, βοηθούμενος, περιπτώσεως τυχούσης ὑπὸ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως:

137 1. Σειρὰν στοιχείων δεικνυόντων τὴν σύνθεσιν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῆς Ἑνώσεως.

138 2. Τὰς γενικὰς στατιστικὰς καὶ τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν Σύμβασιν Κανονισμῶν.

139 3. Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, ἡ τήρησις τῶν ὁποίων καθορίζεται ὑπὸ τῶν Διασκέψεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

140 ιδ) Διανέμει τὰ δημοσιευόμενα στοιχεῖα.

141 ιε) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει, ὑπὸ κατάλληλον μορφήν, πληροφορίας ἐθνικοῦ καὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος ἐνδιαφερούσας τὰς Τηλεπικοινωνίας, καθ' ὅλον τὸν κόσμον.

142 ιστ) Συλλέγει καὶ δημοσιεύει, ἐν συνεργασίᾳ μὲ τοὺς ἄλλους μονίμους ὀργανισμοὺς τῆς Ἑνώσεως, τὰς πληροφορίας τεχνικοῦ ἢ διοικητικοῦ χαρακτῆρος, αἵτινες δύνανται νὰ εἶναι ὠφέλιμοι, ἰδαιτέρως διὰ τὰς νέας χώρας ἢ τὰς εὑρισκομένας εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς ἀναπτύξεως, πρὸς βελτίωσιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν

δικτύων. Ἐφιστᾶται ἐπίσης ἡ προσοχὴ τῶν χωρῶν τούτων ἐπὶ τῶν δυνατοτήτων, αἵτινες παρέχονται παρὰ τῶν διεθνῶν προγραμμάτων, τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

143 ιζ) Συγκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἀφορώσας τὴν χρησιμοποίησιν τεχνικῶν μέσων πληροφορίας, αἵτινες δύνανται νὰ εἶναι ὠφέλιμοι εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας καὶ ἰδία πρὸς καλυτέραν, κατὰ τὸ δυνατόν, χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων πρὸς μείωσιν τῶν παρενοχλήσεων.

144 ιη) Δημοσιεύει περιοδικῶς, τῇ βοηθείᾳ τῶν συγκεντρωμένων ἢ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσίν του πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων, τὰς ὁποίας δύναται νὰ λάβῃ ἀπὸ ἄλλους διεθνεῖς ὀργανισμούς, ἐφημερίδα πληροφοριοδοτήσεως καὶ γενικῆς ἐνημερώσεως ἐπὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

145 ιθ) Προπαρασκευάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, ὅστις ἐγκρινόμενος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται, ὑπὸ τύπον πληροφοριακόν, εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

146 κ) Καταρτίζει ἔκθεσιν οἰκονομικῆς διαχειρίσεως, ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀνακεφαλαιωτικὸν λογαριασμόν, πρὸ ἑκάστης Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀφοῦ ἐλεγχθῶσι ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἑπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων πρὸς ἐξέτασιν καὶ τελικὴν ἔγκρισιν.

147 κα) Καταρτίζει ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς Ἑνώσεως, ἥτις ἐγκρινομένη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

148 κβ) Διασφαλίζει πάσας τὰς λοιπὰς λειτουργίας τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

149 κγ) Ἐνεργεῖ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα νομίμου ἐκπροσώπου τῆς Ἑνώσεως.

150 3. Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς συντρέχει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του καὶ ἐκτελεῖ τὰς εἰδικὰς ἐργασίας τὰς ὁποίας ἐμπιστεύεται εἰς αὐτὸν ὁ Γενικὸς Γραμματεύς. Ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν περιπτώσει ἀπουσίας τοῦ τελευταίου τούτου.

151 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νὰ παρίσταται, ὑπὸ τύπον συμβουλευτικὸν εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός το δύναται νὰ συμμετέχῃ ὑπὸ τύπον συμβουλευτικὸν εἰς ὁπάσας τὰς λοιπὰς συνελεύσεις τῆς Ἑνώσεως. Ἡ συμμετοχὴ των εἰς τὰς συνεδριάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διέπεται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 89.

Ἄρθρον 11.

Συντονιστικὴ Ἐπιτροπή

152 1 (1) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπικουρεῖται ὑπὸ μιᾶς συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς ἡ ὁποία τοῦ παρέχει γνωματεύσεις ἐπὶ ζητημάτων διοικητικῶν, οἰκονομικῶν καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, ἐνδιαφερόντων περισσοτέρους μονίμους ὀργανισμοὺς καὶ ἐπὶ ζητημάτων τῶν τομέων ἐξωτερικῶν Σχέσεων καὶ Δημοσίας ἐνημερώσεως.

153 (2) Ἡ ἐπιτροπὴ ἐξετάζει ἐπίσης πάντα τὰ σημαντικὰ θέματα τὰ ὁποῖα τῇ ὑποβάλλονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Μετὰ μελέτην τῶν θεμάτων τούτων ἡ ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον μίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου των μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

154 (3) Ἡ ἐπιτροπὴ παρέχει ἰδιαιτέρως τὴν συνδρομήν της πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατὰ τὴν ἐκπλήρωσιν καθηκόντων τὰ ὁποῖα τῷ ἀνετέθησαν δυνάμει τῶν ἀριθμῶν 143, 144, 145 καὶ 146.

155 (4) Ἡ ἐπιτροπὴ ἐξετάζει τὰ ἀποτελέσματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἑνώσεως εἰς τὸν τομέα τῆς Τεχνικῆς συνεργασίας καὶ παρέχει συστάσεις εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διὰ μέσου τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

156 (5) Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ ἐξασφαλίζῃ τὸν συντονισμὸν μὲ ὅλους τοὺς διεθνεῖς Ὀργανισμοὺς τοὺς μνημονευομένους εἰς τὰ ἄρθρα 29 καὶ 30 ἀναφορικῶς μὲ τὴν ἐκπροσώπησιν τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς διασκέψεις τῶν Ὀργανισμῶν τούτων.

157 2. Ἡ Ἐπιτροπὴ πρέπει νὰ προσπαθῇ νὰ διατυπώνῃ τὰ συμπεράσματά της κατ' ὁμόφωνον γνώμην.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐν τούτοις δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἀκόμη καὶ ἄνευ τῆς ὑποστηρίξεως δύο ἢ περισσοτέρων Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐὰν κρίνῃ ὅτι τὰ προκείμενα ζητήματα ἔχουν χαρακτῆρα ἐπείγοντα.

Εἰς αὐτὰς τὰς περιπτώσεις καὶ ἐὰν τοῦ τὸ ζητήσῃ ἡ ἐπιτροπή, συντάσσει ἔκθεσιν πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπ' αὐτῶν τῶν ζητημάτων, ἐντὸς προθεσμιῶν ἐγκρινομένων ὑφ' ἁπάντων τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἐάν, ὑπὸ αὐτὰς τὰς ἰδίας περιστάσεις τὰ ζητήματα δὲν εἶναι ἐπείγοντα ἀλλὰ παρὰ ταῦτα σπουδαῖα, παραπέμπονται εἰς τὴν ἑπομένην συνεδρίασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πρὸς ἐξέτασιν.

158 3. Ἡ Ἐπιτροπὴ προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ συντίθεται ὑπὸ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν διευθυντῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ τοῦ προέδρου τῆς διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων.

159 4. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου της, γενικῶς τοὐλάχιστον ἅπαξ κατὰ μῆνα.

Ἄρθρον 12.

Οἱ ἐκλεγόμενοι ἀνώτεροι ὑπάλληλοι καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως.

160 1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δέον ἅπαντες νὰ προέρχωνται ἐκ διαφόρων Χωρῶν, Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

Κατὰ τὴν ἐκλογήν των, πρέπει δεόντως νὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψει αἱ εἰς τὸν ἀριθμὸν 164 ἐκτιθέμεναι ἀρχαὶ καὶ μία κατάλληλος γεωγραφικὴ ἐκπροσώπησις ὅλων τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου.

161 2. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, οἱ ἐκλεγέντες λειτουργοί, ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως δὲν δύνανται νὰ ζητήσωσι οὔτε νὰ δέχωνται ὁδηγίας Κυβερνήσεως τινος ἢ ἄλλης ἀρχῆς ξένης πρὸς τὴν Ἕνωσιν.

Ὀφείλουν νὰ ἀπέχωσιν πάσης πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν λειτουργῶν.

162 (2) Ἕκαστον Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνῆ χαρακτῆρα τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν ἐκλεγέντων λειτουργῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ μὴ ἐπιδιώκῃ νὰ ἐπηρεάσῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.

163 (3) Οἱ ἐκλεγόμενοι λειτουργοί, καθὼς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἔχωσιν ἔξω τῶν καθηκόντων των συμμετοχὴν οὔτε οἰκονομικὰ συμφέροντα οἱασδήποτε φύσεως εἰς οἱανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολουμένην μὲ τηλεπικοινωνίας.

Οὐχ ἧττον ἡ ἔκφρασις «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα εἰς τὴν συνέχισιν καταβολῆς χρημάτων πρὸς συνταξιοδότησιν λόγῳ προγενεστέρας ὑπαλληλικῆς σχέσεως ἢ ὑπηρεσιῶν.

164 3. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις εἰς τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὅρων χρησιμοποιήσεως τοῦ προσω-

πικοῦ δέον νὰ εἶναι ἡ ἀνάγκη ὅπως ἐξασφαλισθῶσιν εἰς τὴν Ἕνωσιν αἱ ὑπηρεσίαι προσώπων κατεχόντων τὰ ἀνώτερα προσόντα ἱκανότητος, καταλληλότητος καὶ ἀκεραιότητος. Δέον νὰ λαμβάνηται δεόντως ὑπ' ὄψιν ἡ σπουδαιότης προσλήψεως προσωπικοῦ γενομένης ἐπὶ εὐρυτέρας, κατὰ τὸ δυνατόν, γεωγραφικῆς βάσεως.

Ἄρθρον 13.

Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ Καταγραφῆς Συχνοτήτων.

165 1. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων εἶναι :

α). Νὰ ἐνεργῇ μεθοδικὴν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν παραχωρουμένων συχνοτήτων κατὰ τρόπον, ὥστε νὰ καθορίζωνται, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ, περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν ἀποφάσεων τῶν ἁρμοδίων Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως, προβλεπομένην διαδικασίαν, ἡ χρονολογία, ὁ σκοπὸς καὶ τὰ τεχνικὰ χαρακτηριστικὰ ἑκάστης παραχωρουμένης συχνότητος, ἵνα ἐξασφαλίζεται ἡ ἐπίσημος διεθνὴς ἀναγνώρισις ταύτης.

166 β). Νὰ παρέχῃ συμβουλὰς εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσοτέρων ραδιοηλεκτρικῶν ὁδῶν εἰς τὰς περιοχὰς τοῦ φάσματος τῶν συχνοτήτων ὅπου δύνανται νὰ παράγωνται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

167 γ). Νὰ ἐκτελῇ πάσας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παραχώρησιν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνοτήτων ἐργασίας, τὰς διαγραφομένας ὑπὸ ἁρμοδίας Διασκέψεως τῆς Ἑνώσεως ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τῇ συγκαταθέσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐν ὄψει προπαρασκευῆς μιᾶς τοιαύτης Διασκέψεως ἢ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ἀποφάσεων αὐτῆς.

168 δ). Νὰ τηρῇ ἐνημερωμένους τοὺς ἀπαραιτήτους φακέλλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μὲ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.

169 2. (1) Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων εἶναι εἷς ὀργανισμὸς ἀποτελούμενος ἐκ πέντε ἀνεξαρτήτων μελῶν, ὁριζομένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 172 ἕως 180.

170 (2). Τὰ μέλη τῆς ἐπιτροπῆς δέον νὰ εἶναι τελείως κατάλληλα, ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἁρμοδιότητα αὐτῶν ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ νὰ κατέχωσι πρακτικὴν πεῖραν εἰς τὰ ζητήματα τῆς παραχωρήσεως καὶ χρησιμοποιήσεως τῶν συχνοτήτων.

171 (3). Πλὴν τούτου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀριθμοῦ 154, ἕκαστον μέλος δέον νὰ εἶναι ἐνήμερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν καὶ δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἰδιαιτέρας περιοχῆς τῆς ὑδρογείου.

172 3. (1) Τὰ πέντε Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγονται κατὰ διαστήματα τοὐλάχιστον πέντε ἐτῶν ὑπὸ μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἐπιφορτισμένης νὰ πραγματεύεται γενικὰ ζητήματα ἐνδιαφέροντα τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

Τὰ Μέλη ταῦτα ἐπιλέγονται μεταξὺ τῶν προτεινομένων ὑποψηφίων ἀπὸ τὰς χώρας Μέλη τῆς Ἑνώσεως.

Ἕκαστον Μέλος τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ προτείνῃ ἕνα μόνον ὑποψήφιον, προερχόμενον ἐκ τῆς χώρας του.

Ἕκαστος ὑποψήφιος δέον νὰ κέκτηται τὰ εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 170 καὶ 171 ἀναφερόμενα προσόντα.

173 (2). Ἡ διαδικασία τῆς ἐκλογῆς ταύτης καθορίζεται ὑπ' αὐτῆς τῆς Διασκέψεως κατὰ τρόπον ὥστε νὰ διασφαλίζεται ἀντιπροσώπευσις δικαία τῶν διαφόρων περιοχῶν τοῦ κόσμου.

174 (3). Εἰς ἑκάστην ἐκλογὴν δύναται νὰ προταθῇ ἐκ νέου ὡς ὑποψήφιος ὑπὸ τῆς Χώρας ἐξ ἧς προέρχεται πᾶν ἐν ἐνεργείᾳ Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς.

175 (4). Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὁριζομένην ὑπὸ τῆς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἡ ὁποία τὰ ἐξέλεξε.

Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, τῆς ὁριζομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἥτις ἐκλέγει τοὺς διαδόχους των.

176 (5). Ἐὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων ἐπιφορτισμένων μὲ τὴν ἐκλογὴν τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκλαγὲν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς παραιτηθῇ ἢ ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα, μεῖζον τῶν τριάκοντα ἡμερῶν, ἢ ἀποθάνῃ, ἡ χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως ἐξ ἧς προέρχεται τοῦτο προσκαλεῖται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς ὅπως ὑποδείξῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διάδοχό του προερχόμενον ἐκ τῆς αὐτῆς χώρας.

177 (6) Ἐὰν ἡ ἐν λόγῳ Χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως δὲν ὑποδείξῃ ἀντικαταστάτην ἐντὸς διαστήματος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προσκλήσεως ταύτης, χάνει τὸ δικαίωμά της, ὅπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ νὰ μετάσχῃ τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὸ ὑπόλοιπον τοῦ χρόνου τῆς θητείας τῆς Ἐπιτροπῆς.

178 (7). Ἐὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων ἐπιφορτισμένων μὲ τὴν ἐκλογὴν τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς εἷς ἀντικαταστάτης μὲ τὴν σειρὰν του παραιτηθῇ ἢ ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μεῖζον τῶν τριάκοντα ἡμερῶν, ἢ ἀποθάνῃ, ἡ Χώρα Μέλος τῆς Ἑνώσεως ἐκ τῆς ὁποίας προέρχεται δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὑποδείξῃ ἕνα δεύτερον ἀντικαταστάτην.

179 Εἰς τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 177 καὶ 178 περιπτώσεις ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς ζητεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα νὰ καλέσῃ τὰς χώρας Μέλη τῆς Ἑνώσεως αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς νὰ προτείνουν ὑποψηφίους διὰ τὴν ἐκλογὴν ἑνὸς ἀντικαταστάτου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἐπομένην ἐτησίαν σύνοδόν του.

180 (9). Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς Ἐπιτροπῆς, πᾶσα χώρα ἐξ ἧς προέρχεται ἐκλεγὲ Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, ὀφείλει ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ ἀποφύγῃ νὰ ἀνακαλέσῃ τοῦτο κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων ἐπιφορτισμένων νὰ ἐκλέξουν τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς.

181 4. (1) Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

182 (2) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκλέγουν μεταξύ των ἕνα Πρόεδρον καὶ ἕναν Ἀντιπρόεδρον, οἵτινες ἀσκοῦσι τὰ καθήκοντά των ἐπὶ ἕν ἔτος. Ἐν συνεχείᾳ ὁ Ἀντιπρόεδρος διαδέχεται κατ' ἔτος τὸν Πρόεδρον καὶ ἐκλέγεται νέος Ἀντιπρόεδρος.

183 (3). Ἡ Ἐπιτροπὴ διαθέτει εἰδικευμένην Γραμματείαν.

184 5. (1) Τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκτελοῦσι τὰ καθήκοντά των ,οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν οἰκείων Χωρῶν των ἢ περιοχῆς τινος, ἀλλ' ὡς ἀμερόληπτοι παράγοντες περιβεβλημένοι μὲ διεθνῆ ἐντολήν.

185 (2). Οὐδὲν Μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, νὰ ζητῇ ἢ νὰ δέχεται ὁδηγίας Κυβερνήσεώς τινος εἴτε μέλους οἱασδήποτε Κυβερνήσεως, εἴτε οἱασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς καὶ οἱουδήποτε προσώπου, ἀσχέτως ἂν τοῦτο ἔχῃ ἐπίσημον ἰδιότητα ἢ εἶναι ἰδιώτης. Ἐπὶ πλέον ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, ὀφείλει νὰ σέβηται τὸν διεθνῆ χαρακτῆρα τῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῶν καθηκόντων τῶν Μελῶν της καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἱουδήποτε Μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του.

Ἄρθρον 14.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

186. 1. (1) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.) ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν

ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰδικῶς ἀναφερομένων εἰς τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

187. (2) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ τηλεγραφικὴ καὶ τηλεφωνικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἔκδοσιν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἀφορώντων τὴν τηλεγραφίαν καὶ τὴν τηλεφωνίαν.

188. (3) Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων της, ἑκάστη Ἐπιτροπὴ δέον νὰ δίδῃ τὴν δέουσαν προσοχὴν εἰς τὴν μελέτην θεμάτων καὶ τὴν ἐπεξεργασίαν γνωμοδοτήσεων συνδεομένων ἀπ' εὐθείας μὲ τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὰς νέας ἢ ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας ἐπὶ περιοχικοῦ καὶ ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου.

189. (4) Τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, δύναται ἐπίσης ἑκάστη Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ νὰ ἐνεργῇ μελέτας καὶ νὰ παρέχῃ συμβουλὰς ἐπὶ προβλημάτων σχετικῶν μὲ τὰς ἐθνικὰς τηλεπικοινωνίας τῶν χωρῶν τούτων.

Ἡ μελέτη αὐτῶν τῶν ζητημάτων πρέπει νὰ πραγματοποιῆται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 190.

190. 2. (1) Τὰ ὑφ' ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μελετώμενα ζητήματα καὶ διὰ τὰ ὁποῖα ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκδίδῃ γνωματεύσεις, τίθενται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τῆς ἑτέρας Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνοτήτων. Τὰ ζητήματα ταῦτα προστίθενται εἰς ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα αὐτὴ αὕτη ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῆς ἐνδιαφερομένης Ἐπιτροπῆς ἀπεφάσισε νὰ διατηρήσῃ, ἢ εἰς ἐκεῖνα τῶν ὁποίων ἡ ἐγγραφὴ ἐζητήθη ἢ ἐγένετο δεκτὴ δι' ἀλληλογραφίας ὑπὸ εἴκοσι τοὐλάχιστον μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ Γενικῶν Συνελεύσεων διάστημα.

191. (2) Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἐξουσιοδοτοῦνται νὰ ὑποβάλωσιν εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις προτάσεις ἀπ' εὐθείας ἀπορρεούσας ἐκ τῶν γνωμοδοτήσεών των ἢ ἐκ συμπερασμάτων τῶν τρεχουσῶν μελετῶν των.

192. (3) Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἔχουσιν ὡς Μέλη :

α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

193 β) Πᾶσαν ἀνεγνωρισμένην ἰδιωτικὴν ἐπιχείρησιν, ἥτις τῇ συγκαταθέσει τοῦ Μέλους ἢ τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους ὅπερ ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

194 (4) Ἡ λειτουργία ἑκάστης Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς διασφαλίζεται διά :

α) Τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, συνερχομένης κανονικῶς ἀνὰ τρία ἔτη. Ἐὰν συνεκλήθη ἀντίστοιχος Τακτικὴ Διοικητικὴ Διάσκεψις, ἡ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καλεῖται, κατὰ τὸ δυνατόν, ὀκτὼ τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης.

195 β) Τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, συνιστωμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διὰ τὴν ἔρευναν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων.

196 γ) Ἑνὸς διευθυντοῦ ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀρχικῶς διὰ μίαν περίοδον ἴσην πρὸς δύο φορὰς τὴν διάρκειαν τὴν χωρίζουσαν δύο ἀλλεπαλλήλους Γενικὰς Συνελεύσεις, κανονικῶς δι' ἓξ ἔτη. Εἶναι ἐπανεκλέξιμος εἰς ἑκάστην τῶν ἑπομένων Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ ἐὰν ἐπανεκλεγῇ, παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ ἕως τὴν ἑπομένην Γενικὴν Συνέλευσιν κανονικῶς διὰ τρία ἔτη. Ἐὰν ἡ θέσις εὑρεθῇ ἀπροόπτως κενή, ἡ ἑπομένη γενικὴ συνέλευσις ἐκλέγει τὸν νέον Διευθυντήν.

197 δ) Μιᾶς εἰδικευμένης Γραμματείας ἥτις βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.

198 ε) Τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἢ ἐγκαταστάσεων δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.

199 5. Ἱδρύεται μία παγκόσμιος Ἐπιτροπὴ προγραμματισμοῦ ὡς καὶ περιοχικαὶ Ἐπιτροπαὶ προγραμματισμοῦ, συμφώνως πρὸς συνημμένας ἀποφάσεις τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ αὐταὶ ἐπεξεργάζονται ἓν γενικὸν Σχέδιον διὰ τὸ διεθνὲς δίκτυον τηλεπικοινωνιῶν, διὰ νὰ διευκολύνουν τὴν σχεδίασιν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν. Αὗται ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διεθνεῖς συμβουλευτικὰς ἐπιτροπὰς θέματα τῶν ὁποίων ἡ μελέτη παρουσιάζει ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον διὰ τὰς νέας ἢ τὰς εἰς τὴν ὁδὸν ἀναπτύξεως εὑρισκομένας Χώρας καὶ ἅτινα ὑπάγονται εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.

200 6. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις καὶ αἱ ἐπιτροπαὶ μελετῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν τηροῦν ἐπίσης, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνόδων των, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.

Αὗται δύνανται ἐπίσης νὰ υἱοθετῶσι ἕνα ἐσωτερικὸν συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 77.

Ὁ συμπληρωματικὸς αὐτὸς Κανονισμὸς δημοσιεύεται ὑπὸ τὴν μορφὴν μιᾶς ἀποφάσεως εἰς τὰ ἔγγραφα τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.

201 7. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸ δεύτερον μέρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅστις εἶναι προσηρτημένος εἰς τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 15.
Κανονισμοί

202 1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8, ὁ Γενικὸς Κανονισμὸς ὅστις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τοῦ ὑπ' ἀριθμ. 4 Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔχει τὴν αὐτὴν ἰσχὺν καὶ τὴν αὐτὴν διάρκειαν μὲ ταύτην.

203 2. (1) Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολούθων διοικητικῶν Κανονισμῶν :

Τοῦ τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ
Τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ
Τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν
Τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν

204 (2) Ἡ ἐπικύρωσις τῆς παρούσης συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 18, ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 19, περιλαμβάνει τὴν ἀποδοχὴν τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι ἰσχύουν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ταύτης.

205 (3) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ γνωστοποιῶσιν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν κανονισμῶν τούτων, γενομένης ὑπὸ ἁρμοδίων Διοικητικῶν Διασκέψεων.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ πᾶσαν τοιαύτην ἀποδοχήν, κατὰ τὴν σειρὰν λήψεως αὐτῆς, εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.

206 3. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ διατάξεώς τινος τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεώς τινος ἑνὸς Κανονισμοῦ, ἡ Σύμβασις εἶναι ἐπικρατεστέρα.

Ἄρθρον 16.
Οἰκονομικὰ τῆς Ἑνώσεως.

207 1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν τὰ ἔξοδα τὰ ἀφορῶντα :

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, τὴν Γενικὴν Γραμματείαν, τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνοτήτων, τὰς Γραμματείας τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, τὰ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως δημιουργούμενα ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις.

208 β) Τὰς Διασκέψεις τῶν Πληρεξουσίων καὶ τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

209 γ) Ἁπάσας τὰς Συνόδους τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

210 2. Αἱ δαπάναι τῶν περιοχικῶν διοικητικῶν διασκέψεων αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸν ἀριθμὸν 50 βαρύνουσι πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, ἀναλόγως τῆς τάξεως συμμετοχῆς τούτων καὶ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἄλλων περιοχῶν, ἅτινα ἐνδεχομένως μετέσχον τῶν τοιούτων Διασκέψεων.

211 3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ὁρίων ἅτινα καθωρίσθησαν διὰ τὰς δαπάνας ὑπο τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων.

212 4. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως καλύπτονται ὑπὸ τῶν συνδρομῶν τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν αὐτῆς, καθοριζομένων συναρτήσει τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων αἵτινες ἀντιστοιχοῦσιν εἰς τὴν τάξιν συμμετοχῆς ἣν ἐξέλεξεν ἕκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος, κατὰ τὸν ἑπόμενον πίνακα :

Τάξις	30 μονάδων	Τάξις	8 μονάδων
»	25 »	»	5 »
»	20 »	»	4 »
»	18 »	»	3 »
»	15 »	»	2 »
»	13 »	»	1 μονάδος
»	10 »	»	1)2 »

213 5. Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ἐκλέγουσιν ἐλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετέχωσι τῶν δαπανῶν τῆς Ἑνώσεως.

214 6. (1) Ἕκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος γνωρίζει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἐξέλεξε τοῦτο.

215 (2) Ἡ ἀπόφασις αὕτη ἀνακοινοῦται εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

216 (3) Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν ἤθελον ἀνακοινώσει τὴν ἀπόφασίν των πρὸ τῆς εἰς τὸν ἀριθμὸν 214 ὁριζομένης χρονολογίας, διατηροῦν τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἔχουσι ἀνακοινώσει προγενεστέρως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

217 (4) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐκλέξωσι τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον πρότερον ἀποδεχθῆ.

218 (5) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς τῶν καθορισθεισῶν συμφώνως πρὸς τοὺς ἀριθμοὺς 214 ἕως 216 δύναται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

219 7. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη προπληρώνουσι τὴν ἐτησίαν συνδρομὴν αὐτῶν, ὑπολογιζομένην κατὰ τὸν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καταρτιζόμενον προϋπολογισμόν.

220 8. (1) Ἕκαστον νέον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος καταβάλλει, διὰ τὸ ἔτος τῆς προσχωρήσεώς του, εἰσφορὰν ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ μηνος τῆς προσχωρήσεως.

221 (2) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς Συμβάσεως ὑπὸ ἑνὸς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς κατὰ τὴν ὁποίαν γίνεται ἡ καταγγελία.

222 9. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἑκάστου οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Ἑνώσεως. Ὁ τόκος οὗτος ὁρίζεται εἰς 3 o]o (τρία τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως κατὰ τοὺς πρώτους ἓξ μῆνας καὶ εἰς 6 o]o (ἓξ τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως ἀπὸ τοῦ ἑβδόμου μηνός.

223 10 Αἱ ἑπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται διὰ τὰς εἰσφορὰς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν καὶ τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν.

224 α) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις καὶ οἱ Ἐπιστημονικοὶ ἢ Βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ μετέχουσιν τῶν δαπανῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν νὰ συμμετάσχουν. Κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς τὰς ὁποίας συνεφώνησαν νὰ συμμετάσχουν ἢ συμμετέσχον κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

225 β) Οἱ Διεθνεῖς ὀργανισμοὶ μετέχουσιν ἐπίσης τῶν δαπανῶν τῶν Διασκέψεων ἢ Συνόδων εἰς τὰς ὁποίας ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς συμμετοχήν, πλὴν ὧν, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος ἀπηλλάγησαν ὑπὸ τῶν Διοικητικῶν Συμβουλίων.

226 γ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοί, οἱ ὁποῖοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων κατὰ τοὺς ἀριθμοὺς 224 καὶ 225 ἐπιλέγουν ἐλευθέρως ἐκ τοῦ πίνακος, ὅστις ἐμφαίνεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 212 τὴν κλάσιν συμμετοχῆς βάσει τῆς ὁποίας ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν καὶ εἰδοποιοῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα περὶ τῆς ἐκλεγείσης κλάσεως.

227 δ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ οἱ ὁποῖοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἐπιλέξουν μίαν τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον υἱοθετήσει πρότερον.

228 ε) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς δύναται νὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

229 ζ) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας μιᾶς διεθνοῦς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς καθ' ὃν ἡ καταγγελία λαμβάνει χώραν.

230 η) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν τῶν διεθνῶν ὀργανισμῶν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν νὰ συμμετέχουν, καθορίζεται κατ' ἔτος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἓν ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 222.

231 θ) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων αἵτινες μετέχουν εἰς ταύτην κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν συμμετεχόντων διεθνῶν ὀργανισμῶν καθορίζεται διὰ τῆς διαιρέσεως τοῦ ὅλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγῳ διασκέψεως διὰ τοῦ ὁλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν καταβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἓν ἔσοδον τῆς Ἑνώσεως, Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἑξηκοστῆς ἡμέρας ἡ ὁποία ἕπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ ὁριζόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 222.

232 11. Αἱ δαπάναι αἵτινες προκαλοῦνται εἰς τὰ ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις τῆς Ἑνώσεως, διὰ μετρήσεις, δοκιμὰς ἢ εἰδικὰς ἐρεύνας διὰ λογαριασμὸν ὡρισμένων Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, ὁμάδος Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, περιοχικῶν ὀργανισμῶν ἢ ἄλλων, βαρύνουσι τὰ Μέλη ταῦτα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη, τὰς ὁμάδας, τοὺς ὀργανισμοὺς ἢ τοὺς ἄλλους.

233 Ἡ τιμὴ πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων εἰς τὰς Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ εἰς ἰδιώτας, ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, μὲ

γνώμονα τὴν κάλυψιν γενικῶς, διὰ τῆς πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων τούτων, τῶν δαπανῶν ἐκτυπώσεως καὶ διανομῆς.

Ἄρθρον 17.

Γλῶσσαι.

234 1. (1) Ἐπίσημοι γλῶσσαι τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Κινεζική, ἡ Ἱσπανική, ἡ Γαλλικὴ καὶ ἡ Ρωσσική.

235 (2) Γλῶσσαι ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως εἶναι ἡ Ἀγγλική, ἡ Ἱσπανικὴ καὶ ἡ Γαλλική.

236 (3) Εἰς περίπτωσιν ἀμφισβητήσεως, τὸ γαλλικὸν κείμενον εἶναι ἐπικρατέστερον.

237 2. (1) Τὰ τελικὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, αἱ τελικαὶ Πράξεις αὐτῶν, τὰ Πρωτόκολλα, αἱ ἀποφάσεις, αἱ συστάσεις καὶ εὐχαί, συντάσσονται εἰς τὰς ἐπισήμους γλώσσας τῆς Ἑνώσεως εἰς κείμενα ἰσοδύναμα τόσον ἀπὸ ἀπόψεως τύπου ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως οὐσίας.

238 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα τῶν Διασκέψεων τούτων συντάσσονται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

239 3. (1) Τὰ ἐπίσημα ὑπηρεσιακὰ στοιχεῖα τῆς Ἑνώσεως, τὰ προβλεπόμενα εἰς τοὺς Διοικητικοὺς Κανόνισμοὺς δημοσιεύονται εἰς τὰς πέντε ἐπισήμους γλώσσας.

240 (2) Πάντα τὰ λοιπὰ στοιχεῖα, τὰ ὁποῖα ὀφείλει ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐν τῇ ἁρμοδιότητί του, νὰ διανέμῃ γενικῶς, συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας.

241 4. Πάντα τὰ εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 237 ἕως 240 ἀναφερόμενα στοιχεῖα, δύνανται νὰ δημοσιεύωνται καὶ εἰς ἄλλην γλῶσσαν, ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς αὐτούς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὰ Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἅτινα ζητοῦν τὴν τοιαύτην δημοσίευσιν ἀναλάβωσι τὸ σύνολον τῶν συνεπαγομένων δαπανῶν μεταφράσεως καὶ δημοσιεύσεως.

242 5. (1) Κατὰ τὰς συζητήσεις τῶν Διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως καί, ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, κατὰ τὰς συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων Ὀργανισμῶν, δέον νὰ ἐφαρμόζηται ἀποτελεσματικὸν σύστημα ἀμοιβαίας μεταφράσεως εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας καὶ τὴν Ρωσσικὴν γλῶσσαν.

243 (2) Ὁσάκις πάντες οἱ μετέχοντες εἴς τινα Συνεδρίασιν συμφωνήσωσι εἰς τοιαύτην διαδικασίαν, αἱ συζητήσεις δύνανται νὰ λαμβάνωσι χώραν εἰς ἀριθμὸν γλωσσῶν κατώτερον τῶν ἀνωτέρω τεσσάρων.

244 6. (1) Κατὰ τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως καὶ κατὰ τὰς Συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν μονίμων αὐτῆς ὀργανισμῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται γλῶσσαι διάφοροι τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 235 καὶ 242 μνημονευομένων.

245 α) Ἐὰν ζητηθῇ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ ἀπὸ τὸν Προϊστάμενον τοῦ οἰκείου μονίμου ὀργανισμοῦ ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν χρησιμοποίησιν μιᾶς ἢ πλειόνων συμπληρωματικῶν γλωσσῶν, προφορικῶν ἢ γραπτῶν, καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι αἱ ἐκ τοῦ γεγονότος τούτου πρ.. πτουσαι συμπληρωματικαὶ δαπάναι θὰ βαρύνωσιν .. Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη ἅτινα ὑπέβαλον ἢ ὑπ.στήριξαν τὴν αἴτησιν ταύτην.

246 β) Ἐὰν ἀντιπροσωπεία τις λάβῃ αὐτὴ αὕτη πάντα τὰ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν προφορικὴν μετάφρασιν τῆς ἰδίας αὐτῆς γλώσσης εἰς μίαν τῶν ἐν ἀριθμῷ 242 μνημονευομένων γλωσσῶν.

247 (2) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένῃ ἐν τῷ ἀριθμῷ 245, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ Προϊστάμενος τοῦ οἰκείου μονίμου Ὀργανισμοῦ συμμορφοῦται πρὸς τὴν αἴτησιν ταύτην ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ἀφοῦ προηγουμένως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναλάβωσι ἐναντι αὐτοῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταβάλωσι δεόντως εἰς τὴν Ἕνωσιν τὰς ἐκ τοῦ λόγου τούτου προκυπτούσας δαπάνας.

248 (3) Ἐν τῇ περιπτώσει τῇ προβλεπομένῃ ἐν τῷ ἀριθμῷ 246, ἡ ἐνδιαφερομένη ἀντιπροσωπεία δύναται, ἐπὶ πλέον, ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο νὰ ἐξασφαλίσῃ ἰδίαις δαπάναις τὴν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῆς γλῶσσαν προφορικὴν μετάφρασιν ἔκ τινος ἐκ τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 242 ἀναφερομένων γλωσσῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 18.

Ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως.

249 1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὑφ' ἑκάστης τῶν ὑπογραψασῶν Κυβερνήσεων κατὰ τοὺς ἐν ἰσχύϊ συνταγματικοὺς Κανόνας εἰς τὰς ἀντιστοίχους χώρας. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θὰ ἀπευθυνθῶσι ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, καὶ μέσω τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὁ ὁποῖος θέλει προβῆ εἰς κοινοποίησιν αὐτῶν εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

250 2. (1) Ἐπὶ διετίαν ἀρχομένην ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως, πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἀπολαύει τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐκχωρουμένων εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 12 ἕως 14 ἔστω καὶ ἐὰν δὲν ἔχῃ καταθέσει κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 249.

251 Ἅμα τῇ παρελεύσει διετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἥτις δὲν κατέθεσε κυρωτικὸν ἔγγραφον κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 249 εἰς οὐδεμίαν Διάσκεψιν τῆς Ἑνώσεως ἢ Συνεδρίασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ Σύνοδον τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως ἔχει πλέον δικαίωμα ψήφου, οὔτε εἰς οὐδεμίαν συμβουλὴν ἀλληλογραφίας πραγματοποιηθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως, καὶ τοῦτο ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει κατατεθῇ τὸ κυρωτικὸν ἔγγραφον. Τὰ ἄλλα δικαιώματα τῆς Κυβερνήσεως αὐτῆς ἐκτὸς τῶν δικαιωμάτων ψήφου δὲν ἐπηρεάζονται..

252 3. Μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 53 ἕκαστον κυρωτικὸν ἔγγραφον ἄρχεται ἰσχῦον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεώς του εἰς τὴν Γενικὴν Γραμματείαν.

253 Ἐν ᾗ περιπτώσει μία ἢ πλείονες ἐκ τῶν ὑπογραψασῶν τὴν Σύμβασιν Κυβερνήσεων, δὲν ἤθελον ἐπικυρώσῃ ταύτην, αὕτη δὲν παύει ἰσχύουσα δι' ἐκείνας, αἵτινες τὴν ἐκύρωσαν.

Ἄρθρον 19.

Προσχώρησις εἰς τὴν Σύμβασιν.

254 1. Ἡ Κυβέρνησις χώρας τινός, ἥτις δὲν ὑπέγραψε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς ταύτην ὁποτεδήποτε συμμορφουμένη πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 1.

255 2. Ἡ Πρᾶξις προσχωρήσεως ἀπευθύνεται διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσω τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις ἀνακοινοῖ τὴν προσχώρησιν εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, καὶ διαβιβάζει εἰς ἕκαστον τούτων κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς Πράξεως. Ἡ προσχώρησις ἀρχεται ἰσχύουσα ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεως, πλὴν ἂν ἄλλως ὁρίζεται διὰ ταύτης.

Ἄρθρον 20.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς χώρας ἢ ἐδάφη τῶν ὁποίωναί ἐξωτερικαὶ σχέσεις διεξάγονται διὰ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

256 1. Μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται ἐν παντὶ χρόνῳ νὰ δηλώσωσι ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν διὰ τὸ σύνολον δι' ὁμάδα, ἢ διὰ μίαν μόνον τῶν χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τὰς ὁποίας ἐκπροσωποῦσιν εἰς τὰς ἐξωτερικάς των σχέσεις.

257 2. Πᾶσα δήλωσις γενομένη κατὰ τὰς διατάξεις το

ἀριθμοῦ 256 ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὁ ὁποῖος τὴν κοινοποιεῖ εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη.

258 Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 256 καὶ 257 δὲν εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὰς χώρας, τὰ ἐδάφη ἢ ὁμάδας ἐδαφῶν τὰς ἀναγραφομένας εἰς τὸ Παράρτημα Ι τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 21.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς ἐδάφη τελοῦντα ὑπὸ τὴν κηδεμονίαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

259 Τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη δύνανται νὰ προσχωρήσωσι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ἐδάφους ἢ ὁμάδος ἐδαφῶν ἐμπεπιστευμένων εἰς τὴν διοίκησίν των δυνάμει συμφωνίας περὶ κηδεμονίας συναφθείσης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 75 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 22.

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

260 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ Κανονισμῶν εἰς πάντα τὰ γραφεῖα καὶ εἰς πάντας τοὺς σταθμοὺς Τηλεπικοινωνίας τοὺς ἐγκατεστημένους ὑπ' αὐτῶν ἢ τῶν ὁποίων ἡ ἐκμετάλλευσις ἀσκεῖται ὑπ' αὐτῶν ἐφ' ὅσον διεξάγουσι διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσωσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἄλλων χωρῶν, πλὴν ἂν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν, αἵτινες ἀπαλλάσσονται τῆς ὑπόχρεώσεως ταύτης, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 51 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

261 2. Ὀφείλουσι, πρὸς τούτοις, νὰ λαμβάνωσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐπιβάλλωσι τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ κανονισμῶν εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας διοικητικὰς καὶ τὰς λοιπὰς ἐπιχειρήσεις τὰς ἐξουσιοδοτουμένας νὰ ἐγκαθιστῶσι καὶ ἐκμεταλλεύωνται διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας ἢ ἐκμεταλλεύονται σταθμοὺς δυναμένους νὰ προκαλέσωσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, εἰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 23.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

262 1. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, τὸ ὁποῖον ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησε εἰς ταύτην , ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ ταύτην διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσῳ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Χώρας εἰς ἣν εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἰδοποιεῖ περὶ τούτου τὰ λοιπὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

263 2. Ἡ καταγγελία αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα μετὰ πάροδον ἐνὸς ἔτους, ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήξεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 24.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως ὑπὸ χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τῶν ὁποίων οἱ διεθνεῖς σχέσεις διεξάγονται ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

264 1. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἴς τινα χώραν, ἔδαφος ἢ ὁμάδα ἐδαφῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20, δύνανται νὰ τερματισθῇ ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν. Ἐὰν ἡ χώρα αὕτη, τὸ ἔδαφος ἢ ἡ ὁμὰς ἐδαφῶν εἶναι συνεργαζόμενον Μέλος παύει αὐτοστιγμεὶ νὰ ἔχῃ τὸν ἰδιότητα ταύτην.

265 2. Ἡ διὰ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένη καταγγελία γνωστοποιεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 262 καὶ ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὰς διατάξεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 263.

Ἄρθρον 25.

Κατάργησις τῆς προηγουμένης Συμβάσεως.

266 **Ἡ παροῦσα Σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Γενεύης** (1959) εἰς τὰς μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων Σχέσεις.

Ἄρθρον 26.

Ἐγκυρότης τῶν ἰσχυόντων Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

267 Οἱ ἐν τῷ ἀριθμῷ 203 προβλεπόμενοι διοικητικοὶ κανονισμοὶ εἶναι ἐκεῖνοι οἱ ὁποῖοι τελοῦν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι θεωροῦνται ὡς προσηρτημένοι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ παραμένουν ἰσχύοντες, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν μερικῶν ἀναθεωρήσεων αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ υἱοθετηθοῦν κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 52, μέχρι τῆς στιγμῆς τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν νέων Κανονισμῶν τῶν συνταχθησομένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Παγκοσμίων Διοικητικῶν Διασκέψεων καὶ προορισμένων νὰ τοὺς ἀντικαταστήσουν ὡς παραρτήματα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 27.

Σχέσεις μετὰ μὴ Συμβαλλομένων Χωρῶν.

268 1. Πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι δι' ἑαυτὰ καὶ διὰ τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις, τὸ δικαίωμα νὰ καθορίζωσι τοὺς ὅρους ὑφ' οὓς δέχονται τὴν ἀνταλλαγὴν τηλεπικοινωνιῶν μετὰ Κράτους μὴ μετέχοντος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

269 2. Ἐὰν τηλεπικοινωνία τις, καταγομένη ἐκ Κράτους μὴ συμβληθέντος γίνῃ δεκτὴ ὑπὸ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, αὕτη πρέπει νὰ μεταβιβασθῇ, ἐφ' ὅσον δὲ γίνεται χρῆσις ὁδῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους ἔχουσι ἐφαρμογὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν, ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

Ἄρθρον 28.

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

270 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται νὰ διευθετῶσι τὰς διαφορὰς των ἐπὶ ζητημάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν ἐν ἄρθρῳ 15 προβλεπομένων Κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ συμφώνως πρὸς τὰς διὰ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συνομολογηθεισῶν μεταξὺ των πρὸς διακανονισμὸν διεθνῶν διαφορῶν καθορισθείσας διαδικασίας, ἢ καθ' οἱανδήποτε ἄλλην μέθοδον ἣν ἤθελον υἱοθετήσει κοινῇ συμφωνίᾳ.

271 2. Ἐν ᾗ περιπτώσει οὐδὲν ἐξ αὐτῶν τῶν μέσων διακανονισμοῦ ἤθελε υἱοθετηθῇ πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος δύναται πρὸς λύσιν ὑπαρχούσης διαφορᾶς νὰ καταφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ὁριζομένην εἰς τὸ παράρτημα 3 διαδικασίαν ἢ εἰς τὸ πρόσθετον προαιρετικὸν Πρωτόκολλον, ἀναλόγως μὲ τὴν περίπτωσιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων.

Ἄρθρον 29.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

272 1. Αἱ σχέσεις μεταξὺ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται ἐν τῇ συναφθείσῃ Συμφωνίᾳ μεταξὺ τῶν δύο τούτων Ὀργανισμῶν.

273 2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μνημονευομένης Συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν Τηλεποικοινωνιῶν **τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαύουσι τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν Κανονισμῶν.**

Αὗται ἔχουσι, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς ὅλας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν συνελεύσεων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 30.

Σχέσεις μετὰ Διεθνῶν Ὀργανώσεων.

274 Πρὸς ὑποβοήθησιν τῆς πραγματοποιήσεως πλήρους διεθνοῦς συντονισμοῦ εἰς τὴν σφαῖραν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ Ἕνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων, αἵτινες ἔχουσι συναφὲς ἐνδιαφέρον καὶ δραστηριότητα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ μὲ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 31.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιῇ τὴν ὑπηρεσίαν Τηλεπικοινωνιῶν.

275 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναγνωρίζουσιν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσῳ τῆς διεθνοῦς ὑπηρεσίας ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως.

Ἡ ὑπηρεσία, τὰ τέλη καὶ αἱ ἐγγυήσεις, ἐφαρμόζονται ὁμοιομόρφως δι' ὅλους τοὺς πελάτας εἰς ἑκάστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεων, ἄνευ οἱασδήποτε προτεραιότητος προτιμήσεως.

Ἄρθρον 32.

Κατακράτησις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

276 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀναστέλλωσι τὴν μεταβίβασιν παντὸς ἰδιωτικοῦ τηλεγραφήματος τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῶσι ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβιβάσεως τοῦ τηλεγραφήματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς, πλὴν ἂν ἡ εἰδοποίησις αὕτη κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

277 2. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτωσι πᾶσαν ἰδιωτικὴν τηλεγραφικὴν ἢ τηλεφωνικὴν συγκοινωνίαν, ἡ ὁποία ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

Ἄρθρον 33.

Ἀναστολὴ τῆς ὑπηρεσίας.

278 Ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον, εἴτε γενικῶς, εἴτε εἴς τινας μόνον σχέσεις καὶ ἢ διά τινας κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἐξερχομένων, εἰσερχομένων ἢ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἕκαστον τῶν λοιπῶν Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρον 34.

Εὐθύνη.

279 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουσιν ἔναντι τῶν πελατῶν, τῶν διεθνῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνίας, κυρίως ὅσον ἀφορᾷ αἰτήσεις πρὸς ἀποζημίωσιν.

Ἄρθρον 35.

Ἀπόρρητον τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

280 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

281. 2. Ἐν τούτοις διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινῶσι τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐσωτερικῆς των νομοθεσίας ἢ ἐκτέλεσιν διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς ἃς ἔχουσι προσχωρήσει.

Ἄρθρον 36.

Ἐγκατάστασις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν Μηχανημάτων καὶ ὁδῶν Τηλεπικοινωνίας.

282 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὀργάνωσιν ὑπὸ τοὺς καλυτέρους τεχνικοὺς ὅρους τῶν ἀναγκαίων συγκοινωνιῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀπροσκόπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

283 2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συγκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων, δέον κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκῆται κατὰ τὰς καλλιτέρας μεθόδους τὰς καθιερωμένας βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας δέον δὲ αἱ συγκοινωνίαι αὗται καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὑρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

284 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐξασφαλίζουσιν τὴν προστασίαν τῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

285 4. Πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσι τὰ ἐπωφελῆ μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, ἅτινα περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐλέγχου των, πλὴν ἂν ὑπάρχουσι ἰδιαίτεραι συμφωνίαι καθορίζουσαι ἄλλους ὅρους.

Ἄρθρον 37.

Ἀνακοίνωσις τῶν παραβάσεων.

286 Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 38.

Τέλη καὶ ἀτέλειαι.

287 Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιστάσεις καθ' ἃς χορηγεῖται ἀτέλεια ὁρίζονται διὰ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 39.

Προτεραιότης τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορωσῶν τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

288 Αἱ διεθνεῖς ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνιῶν ὀφείλουν νὰ παραχωρῶσιν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἐν τῇ θαλάσσῃ, εἰς τὴν ξηράν, εἰς τὸν ἀέρα καὶ εἰς τὸν ἐξωατμοσφαιρικὸν χῶρον καθὼς καὶ εἰς τὰς ἐχούσας χαρακτῆρα ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας.

Ἄρθρον 40.

Προτεραιότης τῶν ἐπισήμων Τηλεγραφημάτων καὶ Τηλεφωνικῶν Συνδιαλέξεων.

289 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 39 καὶ 49 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα ἀπολαύουσιν προτεραιότητος, ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων, ὅταν ὁ ἀποστολεὺς ζητήσει τοῦτο. Αἱ Κρατικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῇ καὶ ὑπάρχει δυνατότης, νὰ τύχωσιν προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ἄρθρον 41.

Μυστικὴ γλῶσσα.

290 1. Τὰ Κρατικὰ καὶ τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.

291 2. Τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύνανται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλὴν ἐκείνων, αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένως μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας, ὅτι δὲν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὰς τὰς κατηγορίας τῶν ἀνταποκρίσεων.

292 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν δέχονται ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν καταγόμενα ἢ προοριζόμενα διὰ τὸ ἔδαφός των ὀφείλουσι νὰ δέχωνται αὐτὰ ὡς διαβατικὰ πλήν, τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης ἐν ἄρθρῳ 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 42.

Κατάρτισις καὶ ἐξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

293 1. Αἱ διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις αἱ ὁποῖαι ἐκμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν, ὀφείλουσι νὰ ἔρχωνται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν των.

294 2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεων καὶ πιστώσεων οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 293, καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχωσιν ἰδιαίτεραι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν.

295 3. Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμεναι συναλλαγαὶ καὶ ἐνεργοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουσι σχετικαὶ συμφωνίαι, μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων.

Ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἢ ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεισῶν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 44 τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένας διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν γίνονται συμφώνως πρὸς τοὺς Κανονισμούς.

Ἄρθρον 43.

Νομισματικὴ Μονάς.

296 Νομισματικὴ μονὰς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ ἑκατὸν ἑκατοστῶν, βάρους 10/31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

Ἄρθρον 44.

Ἰδιαίτεραι Συμφωνίαι.

297 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουσιν εἰς ἑαυτὰ εἰς τὰς παρ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένας, τὴν εὐχέρειαν νὰ συνάπτωσιν ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἐπὶ ζητημάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα δὲν ἐνδιαφέρουσι τὸ σύνολον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν.

Ἐν τούτοις αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει ν' ἀντίκεινται εἰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν εἰς ταύτην προτηρτημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἠδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 45.

Περιοχικαὶ Διασκέψεις, Περιοχικαὶ Συμφωνίαι καὶ Περιοχικαὶ Ὀργανώσεις.

298 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιῶσι Περιοχικὰς Διασκέψεις, νὰ συνάπτουσιν περιοχικὰς Συμφωνίας καὶ νὰ δημιουργῶσι περιοχικὰς ὀργανώσεις, ἐπὶ σκοπῷ διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν ζητημάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιοχικοῦ ἐπιπέδου.

Ἐν τούτοις περιοχικαὶ συμφωνίαι δὲν πρέπει νὰ εὑρίσκωνται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Εἰδικαὶ Διατάξεις διὰ τὰς Ραδιοεπικοινωνίας

Ἄρθρον 46.

Ὀρθολογιστικὴ χρησιμοποίησις τοῦ φάσματος ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων.

299 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, κρίνουν εὐκταῖον ὅπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιουμένη περιοχὴ τοῦ φάσματος περιορίζωνται εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατὸν ὅριον τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν.

Εἶναι ἐπιθυμητὸν διὰ τὸν σκοπὸν αὐτόν, ὅπως αἱ τελευταῖαι τελειοποιήσεις τῆς τεχνικῆς τεθοῦν εἰς ἐφαρμογὴν ἐντὸς τῶν ἐλαχίστων προθεσμιῶν.

Ἄρθρον 47.

Ἀλληλεπικοινωνία

300 1. Οἱ σταθμοὶ οἵτινες ἐκτελοῦσι ραδιοεπικοινωνίαν εἰς τὴν κινητὴν ὑπηρεσίαν ὑποχρεοῦνται ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κανονικῆς των χρησιμοποιήσεως, νὰ ἀνταλλάσσωσιν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοεπικοινωνίας ἄνευ διακρίσεως τοῦ υἱοθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος.

301 2. Οὐχ' ἧττον, διὰ νὰ μὴ παρακωλύωνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόοδοι, αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 300 δὲν ἐμποδίζουσιν τὴν χρῆσιν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἱκανοῦ νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὕτη ὀφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος καὶ δὲν εἶναι ἀποτέλεσμα υἱοθετήσεως συστημάτων ἐχόντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.

302 3. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 300, σταθμὸς τις δύναται νὰ διατίθεται εἰς ἐκτέλεσιν περιωρισμένης διεθνοῦς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ σκοποῦ ταύτης ἢ ἄλλων συνθηκῶν ἀνεξαρτήτων τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος.

Ἄρθρον 48.

Ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

303 1. Πάντες οἱ σταθμοί, οἱοδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ ἀντικείμενόν των, πρέπει νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ ὑπόκεινται εἰς ἐκμετάλλευσιν κατὰ τρόπον ὥστε νὰ μὴ προκαλῶσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας τῶν ἄλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν ἄλλων ἐπιχειρήσεων τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων διὰ τὴν διεξαγωγὴν ραδιοεπικοινωνίας καὶ αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦσι συμμορφούμεναι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

304 2. Ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ἀπὸ τὰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ἀπὸ τὰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις τὰς δεόντως ἐξουσιοδοτημένας πρὸς τοῦτο τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 303.

305 3. Ἔτι πλέον, τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀναγνωρίζουσι ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν λῆψιν τῶν πρακτικῶς δυνατῶν μέτρων, ἵνα ἡ λειτουργία ἠλεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ ἐγκαταστάσεων πάσης φύσεως, μὴ προκαλῇ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐν ἀριθμῷ 303 ἀναφερομένας ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 49.

Κλήσεις καὶ μηνύματα κινδύνου.

306 Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνίας ὑποχρεοῦνται νὰ δέχωνται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ μηνύματα κινδύνου, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ προέλευσις των, νὰ ἀπαντῶσιν ὁμοίως εἰς τὰ μηνύματα ταῦτα καὶ νὰ δίδωσιν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

Ἄρθρον 50.

Ψευδῆ ἢ ἀπατηλὰ σήματα κινδύνου ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος.

307 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μεταβιβάσεως ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν σημάτων κινδύνου, ἐπειγούσης ἀνάγκης, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος ψευδῶν ἢ ἀπατηλῶν, καὶ νὰ συνεργάζωνται διὰ τὸν ἐντοπισμὸν καὶ ἀναγνώρισιν τῶν σταθμῶν τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας οἵτινες ἐκπέμπουσιν τὰ σήματα ταῦτα.

Ἄρθρον 51.

Ἐγκαταστάσεις τῶν Ὑπηρεσιῶν Ἐθνικῆς Ἀμύνης.

308 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι πλήρη ἐλευθερίαν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τῶν Στρατιωτικῶν, Ναυτικῶν καὶ

'Αεροπορικῶν Δυνάμεων αὐτῶν.

309 2. 'Εν τούτοις, αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται πρέπει, ὅσον εἶναι δυνατόν, νὰ τηρῶσιν τὰς κανονιστικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν παροχὴν βοηθείας ἐν περιπτώσει κινδύνου, τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων ὡς καὶ τὰς διατάξεις τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀφορώσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς χρησιμοποιητέας συχνότητας, ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπηρεσίας τὴν ὁποίαν ἐκτελοῦσιν.

310 3. Πλὴν τούτου, ὅταν αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουσι τῆς ὑπηρεσίας τῆς ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν διεπομένων ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κανονισμῶν, ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται γενικῶς πρὸς τὰς κανονιστικὰς διατάξεις ἐκτελέσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

'Ορισμοί.

"Αρθρον 52.

'Ορισμοί.

311 Εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, πλὴν ἀντιφάσεως μὲ τὸ κείμενον :

α) Οἱ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται ἐν τῷ Παραρτήματι 2 ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτούς.

312 β) Οἱ λοιποὶ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται διὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 15 προβλεπομένων Κανονισμῶν, ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἡ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτοὺς εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τούτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Τελικὴ διάταξις.

"Αρθρον 53.

"Εναρξις ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

313 'Η παροῦσα Σύμβασις θὰ ἀρχίσῃ ἰσχύουσα τὴν πρώτην 'Ιανουαρίου χίλια ἐννεακόσια ἑξήκοντα ἑπτὰ μεταξὺ τῶν χωρῶν, ἐδαφῶν ἢ ὁμάδων ἐδαφῶν διὰ τὰς ὁποίας αἱ ἐπικυρώσεις ἢ αἱ προσχωρήσεις θὰ ἔχωσι κατατεθῆ πρὸ τῆς χρονολογίας ταύτης.

Εἰς τὴν πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἓν ἀντίτυπον, συντεταγμένον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἱσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσσικὴν τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ὄντος ἐπικρατεστέρου, ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς 'Ενώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν Χωρῶν.

'Εγένετο ἐν Μοντρέ, τὴν 20ὴν Νοεμβρίου 1965

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1

'Αφγανιστὰν
'Αλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
'Αλγερία ('Αλγερινὴ Δημοκρατία Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκὴ)
Σαουδικὴ 'Αραβία (Βασίλειον τῆς)
'Αργεντινὴ (Δημοκρατία)
Αὐστραλία ('Ομοσπονδία τῆς)
Αὐστρία
Βέλγιον
Λευκορωσσία (Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς) Βιρμανία ("Ενωσις τῆς)
Βολιβία
Βραζιλία
Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Μπουρούντι (Βασίλειον τῆς)
Καμβότζη (Βασίλειον τῆς)
Καμερούν ('Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία τοῦ)
Καναδᾶς
Κεντροαφρικανικὴ (Δημοκρατία)
Κεϋλάνη
Χιλὴ
Κίνα
Κύπρος (Δημοκρατία τῆς)
Πόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)
Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)
Κογκὸ (Δημοκρατία τοῦ)
Κογκὸ (Δημοκρατία τοῦ) (Μπράζαβιλ)
Κορέα (Δημοκρατία τῆς)
Κόστα-Ρίκα
'Ακτὴ τοῦ 'Ελεφαντοστοῦ (Δημοκρατία τῆς)
Κούβα
Δαχομέη (Δημοκρατία τῆς)
Δανία
Δομινικανὴ (Δημοκρατία)
'Ελ Σαλβαντὼρ (Δημοκρατία τῆς)

Σύνολον ἐδαφῶν ἐκπροσωπουμένων ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Γραφείου Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ὑπερποντίων ἐδαφῶν.

'Ισημερινὸς
'Ισπανία
'Ηνωμέναι Πολιτεῖαι 'Αμερικῆς
Αἰθιοπία
Φιλλανδία
Γαλλία
Καμπονεζικὴ (Δημοκρατία)
Γκάνα
'Ελλὰς
Γουατεμάλα
Γουϊνέα (Δημοκρατία τῆς)
Χαϊτὴ (Δημοκρατία τῆς)
ΟΤ-Βόλτα (Δημοκρατία τῆς)
'Ονδούρα (Δημοκρατία τῆς)
Οὐγγαρία (Λαικὴ Δημοκρατία)
'Ινδία (Δημοκρατία τῆς)
'Ινδονησία (Δημοκρατία τῆς)
'Ιρὰν
'Ιρὰκ (Δημοκρατία τοῦ)
'Ιρλανδία
'Ισλανδία
'Ισραὴλ (Κράτος τοῦ)
'Ιταλία
'Ιαμαϊκὴ
'Ιαπωνία
'Ιορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)
Κένυα
Κουβέϊτ (Κράτος τοῦ)
Λάος (Βασίλειον τοῦ)
Λίβανος
Λιβερία (Δημοκρατία τῆς)
Λιβύη (Βασίλειον τῆς)
Λιχτενστάιν (Πριγκηπᾶτον τοῦ)
Λουξεμβοῦργον
Μαλαισία
Μαλάουϊ
Μαλγκὰς (Δημοκρατία)
Μαλὶ (Δημοκρατία τοῦ)
Μάλτα
Μαρόκον (Βασίλειον τοῦ)
Μαυριτανία ('Ισλαμικὴ Δημοκρατία τῆς)
Μεξικὸν
Μονακὸ
Μογγολία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Νεπάλ
Νικαράγουα
Νιγὲρ (Δημοκρατία τῆς)
Νιγηρία ('Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)
Νορβηγία
Νέα Ζηλανδία
Οὐγκάντα
Πακιστὰν
Παναμᾶς
Παραγουάη

Κάτω Χῶραι (Βασίλειον τῶν)
Περοῦ
Φιλιππίναι (Δημοκρατία τῶν)
Πολωνία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)
Πορτογαλία
Ἱσπανικαὶ ἀποικίαι Ἀφρικῆς
Ὑπερπόντιαι Πορτογαλικαὶ ἀποικίαι
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας
Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία
Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας
Ὁμοσπονδιακὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας
Δημοκρατία τῆς Σομαλίας
Ροδεσία
Ρουμανία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Β. Ἰρλανδίας.
Ρουάντα (Δημοκρατία)
Σενεγάλη (Δημοκρατία τῆς)
Σιέρα Λεόνε
Σιγκαπούρη
Σουδὰν (Δημοκρατία τοῦ)
Νοτιοαφρικανικὴ (Δημοκρατία) καὶ ἔδαφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς.
Σουηδία
Ἑλβετία (Ὁμοσπονδία)
Ταντζανία (Ἡνωμένη Δημοκρατία τῆς)
Τσὰντ (Δημοκρατία τοῦ)
Τσεχοσλοβακία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία)
Ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.
Ἐδάφη Ὑπερπόντια τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἐξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.
Ταϋλάνδη
Τογκολὲζ (Δημοκρατία)
Τρινιτὲ καὶ Τομπάγκο
Τυνησία
Τουρκία
Ἕνωσις Σοβιετικῶν Συσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
Οὐραγουάη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
Βενεζουέλα (Δημοκρατία τῆς)
Βιὲτ-Νὰμ (Δημοκρατία τοῦ)
Ὑεμένη
Γιουγκοσλαβία (Ὁμόσπονδος Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ζάμπια (Δημοκρατία τῆς)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2

(Βλέπε ἄρθρον 52)

Καθορισμὸς ὅρων χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

401 Διεύθυνσις: Πᾶσα Κυβερνητικὴ ὑπηρεσία, ὑπεύθυνος διὰ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀναληφθεισῶν διὰ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρτημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

402 Ἰδιωτικὴ Ἐπιχείρησις: Πᾶς ἰδιώτης ἢ Ἑταιρία μὴ κρατική, ἥτις ἐκμεταλλεύεται ἐγκατάστασιν Τηλεπικοινωνίας, προοριζομένην νὰ ἐκτελῇ ὑπηρεσίαν διεθνοῦς Τηλεπικοινωνίας ἢεῖναι ἐνδεχόμενον νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τοιαύτην ὑπηρεσίαν.

403 Ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις: Πᾶσα ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ὡς ὁρίζεται ἀνωτέρω, ἡ ὁποία ἐκμεταλλεύεται ὑπηρεσίαν ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ Ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν ὁποίαν αἱ ἐν ἄρθρῳ 22 προβλεπόμεναι ὑποχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένη ἡ ἕδρα τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης ἢ ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἐξουσιοδοτήσει τὴν ἐπιχείρησιν ταύτην νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ νὰ ἐκμεταλλεύηται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας.

404 Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς Διάσκεψιν πληρεξουσίων ἢ Πρόσωπον ἀντιπροσωπεῦον τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινος ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

405 Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

406 Ἐμπειρογνώμων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ Ἐθνικοῦ Ἱδρύματος, ἐξουσιοδοτούμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς Διευθύνσεως τῆς Χώρας του, ὅπως παραστῇ εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

407 Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπό:

Τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, εἰς ἐκτέλεσιν τῶν Διατάξεων τοῦ ἄρθρου 29 τῆς Συμβάσεως. Μιᾶς τῶν Διεθνῶν Ὀργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅπως μετάσχωσιν τῶν ἐργασιῶν Διασκέψεώς τινος.

Τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς Ἑνώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς μίαν Διοικητικὴν Διάσκεψιν περιφερειακοῦ χαρακτῆρος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 τῆς Συμβάσεως.

408 Ἀντιπροσωπεία: Τὸ σύνολον τῶν Πληρεξουσίων καὶ ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων, Συμβούλων, ἀκολούθων ἢ διερμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἕκαστον Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίζῃ τὴν ἀντιπροσωπείαν του κατὰ βούλησιν. Ἰδιαιτέρως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα πληρεξουσίων συμβούλων ἢ ἀκολούθων, πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἐνδιαφερομένας διὰ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

409 Τηλεπικοινωνίαι: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπὴ ἢ λῆψις σημείων, σημάτων, κειμένων εἰκόνων, ἤχων ἢ πληροφοριῶν πάσης φύσεως διὰ σύρματος, διὰ ραδιοηλεκτρισμοῦ, ὀπτικῶς ἢ δι' ἄλλων ἠλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.

410 Τηλεγραφία: Σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν τοῦ περιεχομένου παντὸς ἐγγράφου, ὅπως χειρογράφου, ἐντύπου ἢ εἰκόνος, ἢ ἀκόμη ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν παντὸς εἴδους πληροφοριῶν ὑπὸ τὴν μορφὴν ταύτην. Εἰς τὸν κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν, ὁ ὅρος «Τηλεγραφία» σημαίνει, πλὴν ἀντιθέτου μνείας σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν γραπτῶν διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως κώδικος σημείων.

411 Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐγκαθιστάμενον διὰ τὴν μεταβίβασιν τοῦ λόγου, εἴς τινας δὲ περιπτώσεις καὶ ἄλλων ἤχων.

412 Ραδιοεπικοινωνία: Τηλεπικοινωνία πραγματοποιουμένη τῇ βοηθείᾳ τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

413 Ράδιον: Πρόθεμα χρησιμοποιούμενον εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.

414 Ἐπιβλαβὴς παρενόχλησις: Πᾶσα ἐκπομπή, πᾶσα ἀκτινοβολία, ἢ πᾶσα ἐπαγωγή, ἥτις διακυβεύει τὴν λειτουργίαν ὑπηρεσίας ραδιοπλοΐας ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν ἀσφαλείας. (*) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσκαίρως πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν, ἢ προζε-

(*) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσκαίρως πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν.

νεῖ σοβαρὰν βλάβην τῆς ποιότητος ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνίας λειτουργούσης συμφώνως τῷ Κανονισμῷ Ραδιοεπικοινωνιῶν, τὴν παρεμποδίζει ἢ τὴν διακόπτει κατὰ τρόπον ἐπαναλαμβανόμενον.

415 Διεθνὴς Ὑπηρεσία : Ὑπηρεσία τηλεπικοινωνίας μεταξὺ Γραφείων ἢ σταθμῶν Τηλεπικοινωνίας πάσης φύσεως, κειμένων εἰς διαφόρους χώρας ἢ ἀνηκόντων εἰς διαφόρους χώρας.

416 Κινητὴ Ὑπηρεσία : Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς, ἢ μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν.

417 Ραδιοφωνικὴ Ὑπηρεσία : Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας τῆς ὁποίας αἱ ἐκπομπαὶ προορίζονται διὰ τὴν λῆψιν ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. Ἡ Ὑπηρεσία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ, ἰχητικὰς ἐκπομπάς, ἐκπομπὰς τηλεοράσεως, ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπομπάς.

418 Ἰδιωτικὴ ἀνταπόκρισις : Πᾶσα τηλεπικοινωνία ἧς τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοὶ ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἔχουν τεθεῖ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ ὀφείλουσιν νὰ δέχωνται πρὸς μεταβίβασιν.

419 Τηλεγράφημα : Κείμενον προοριζόμενον διὰ τηλεγραφικὴν μεταβίβασιν μὲ σκοπὸν νὰ ἐπιδοθῇ εἰς τὸν παραλήπτην. Εἰς τὸν ὅρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ τὸ ραδιοτηλεγράφημα πλὴν ἀντιθέτου ὁρισμοῦ.

420 Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις.

Τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις ἀποστελλόμενα ὑπὸ μιᾶς τῶν κάτωθι ἀρχῶν :

— Ἀρχηγοῦ Κράτους

— Προέδρου Κυβερνήσεως καὶ Μελῶν Κυβερνήσεως.

— Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ἢ Ἀρχηγοῦ ἐδάφους περιλαμβανομένου εἰς ὁμάδα ἐδαφῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους.

— Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ὑπὸ κηδεμονίαν ἢ ὑπὸ ἐντολὴν εἴτε τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἴτε Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους.

— Ἀρχηγῶν Στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θαλάσσης ἢ ἀέρος.

— Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν.

— Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, Ἀρχηγοῦ τῶν κυρίων ὀργάνων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

— Διεθνοῦς Δικαστηρίου τῆς Χάγης.

421 Αἱ ἀπαντήσεις εἰς τὰ κρατικὰ τηλεγραφήματα, ὡς ταῦτα ὁρίζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρατικὰ τηλεγραφήματα.

422 Ὑπηρεσιακὰ Τηλεγραφήματα : Τηλεγραφήματα διαμειβόμενα μεταξύ :

α) Τῶν Διευθύνσεων

β) Τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων

γ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν ἀνεγνωρισμένων Ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

δ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἀφ' ἑτέρου, καὶ τὰ ὁποῖα εἶναι σχετικὰ μὲ τὰς διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας.

423 Ἰδιωτικὰ Τηλεγραφήματα : Πάντα τὰ λοιπὰ τηλεγραφήματα, πλὴν τῶν ὑπηρεσιακῶν καὶ Κρατικῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

(βλέπε ἄρθρον 28)

Διαιτησία

501 1. Τὸ μέρος τὸ ὁποῖον ἐγκαλεῖ ἀρχίζει τὴν σχετικὴν διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἕτερον μέρος ἀνακοίνωσιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.

502 2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ ἐὰν θὰ ἀναθέσωσι τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, Διευθύνσεις ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν παρελθούσης προθεσμίας ἑνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοινώσεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δὲν συνεφώνησαν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις.

503 3. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαιτηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπήκοοι τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, οὔτε νὰ κατοικῶσιν εἰς ταύτας, οὔτε νὰ χρησιμοποιῶνται εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.

504 4. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέπει νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφοράν, ἀλλὰ μετεχόντων τῆς συμφωνίας ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ὁποίας προεκάλεσε τὴν διαφοράν.

505 5. Ἐντὸς τῆς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως δι' ἧς αἰτεῖται διαιτησία, ἕκαστον τῶν δύο μερῶν ὁρίζει ἕνα διαιτητήν.

506 6. Ἐὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουσιν ἐμπλακῆ εἰς τὴν διαφοράν, ἑκάστη ὁμὰς ἔχουσα κοινὰ συμφέροντα εἰς τὴν διαφοράν, ὁρίζει ἕνα διαιτητὴν συμφώνως πρὸς τὴν ἐν ἀριθμοῖς 504 – 505 προβλεπομένην διαδικασίαν.

507 7. Οἱ δύο οὗτοι ὁριζόμενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὅστις, ἐὰν οἱ δύο πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὄχι Κυβερνήσεις ἢ Διευθύνσεις πρέπει νὰ πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἀριθμοῦ 503 καὶ ἐπὶ πλέον νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον τῶν δύο ἄλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου ἕκαστος τούτων προτείνει τρίτον διαιτητήν, οὐδὲν συμφέρον ἔχοντα εἰς τὴν διαφοράν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως προβαίνει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνάδειξιν τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαιτητοῦ.

508 8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοοῦνται πρὸς λύσιν τῆς διαφορᾶς των ὑφ' ἑνὸς μόνου διαιτητοῦ, ὁριζομένου κοινῇ συμφωνίᾳ. Ἐπίσης δύνανται νὰ ὁρίζωσιν, ἕκαστον, ἕνα διαιτητὴν καὶ νὰ ζητῶσιν ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὅπως, ἐκ τῶν δύο ἐκλέξῃ ἕνα διὰ κληρώσεως.

509 9. Ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουσιν ἐλευθέρως ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

510 10. Ἡ ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς περισσοτέρους διαιτητάς, ἡ διὰ πλειοψηφίας τῶν διαιτητῶν λαμβανομένη ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ δεσμεύει τὰ Μέρη.

511 11. Ἕκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δαπάνας, τὰς ὁποίας τὸ ἴδιον προεκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς διαιτησίας. Αἱ ὑπόλοιπαι δαπάναι τῆς διαιτησίας κατανέμονται ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶν διαδίκων.

512 12. Ἡ Ἕνωσις παρέχει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διαφορὰν πληροφορίας ὧν ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ θὰ ἠδύναντο νὰ ἔχωσιν ἀνάγκην.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4.

Γενικὸς Κανονισμὸς προσηρτημένος εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Γενικαὶ Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς Διασκέψεις

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων, ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

601 1. Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει, τὴν ὁριστικὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τόπον τῆς Διασκέψεως.

602 2. (1) Ἔν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἑκάστης χώρας Μέλους τῆς Ἑνώσεως καὶ εἰς ἕκαστον Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἑνώσεως.

603 (2) Αἱ προσκλήσεις αὗται δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε ἀπ'εὐθείας, εἴτε μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσῳ ἄλλης Κυβερνήσεως.

604 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπευθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 29 τῆς Συμβάσεως.

605 4. Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἤτοι προτάσει τούτου, δύναται νὰ καλέσῃ τὰς εἰδικευμένας ὀργανώσεις τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὡς καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας, ὅπως ἀποστείλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν Διασκέψεων μετὰ Συμβουλευτικῆς ψήφου ἐπὶ τῆς βάσεως τῆς ἀμοιβαιότητος.

606 5. Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν πρέπει νὰ περιέρχωνται εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβέρνησιν ἕνα μῆνα, τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Αὗται δέον νὰ περιέχωσιν κατὰ τὸ δυνατὸν πάσας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν σύνθεσιν τῆς ἀντιπροσωπείας.

607 6. Πᾶς μόνιμος Ὀργανισμὸς τῆς Ἑνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν Διάσκεψιν ὑπὸ Συμβουλευτικὴν ἰδιότητα ὁσάκις αὕτη συζητεῖ ὑποθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἁρμοδιότητά του. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ Διάσκεψις δύναται νὰ καλέσῃ καὶ Ὀργανισμὸν ὅστις δὲν ἔκρινε ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτήν.

608 7. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων.

α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 408 τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς Συμβάσεως.

609 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν

610 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 605.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

611 1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 601 ἕως 606 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.

612 (2) Ἐν τούτοις ἡ προθεσμία διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἓξ μῆνας ἐν ἀνάγκῃ.

613 (3) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ ἀνακοινῶσι τὴν πρόσκλησιν, ἥτις ἀπηυθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ'αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.

614 2. (1) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ ἀνακοίνωσιν εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες ἐνδιαφέρωνται ὅπως ἀποστέλλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετάσχωσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα.

615 (2) Αἱ ἐνδιαφερόμεναι διεθνεῖς ὀργανώσεις ἀπευθύνουσιν εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβέρνησιν αἴτησιν συμμετοχῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.

616 (3) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις ἡ δὲ ἀπόφασις περὶ ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως λαμβάνεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Διασκέψεως.

617 3. (1) Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις :

α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι, ὡς αὗται ὁρίζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 408 τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς Συμβάσεως.

618 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

619 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεων καὶ τῆς ἐπιτροπῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 605.

620 δ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν διεθνῶν ὀργανώσεων τῶν γινομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 614 ἕως 616.

621 ε) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῆς Χώρας Μέλους ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται.

622 στ) Οἱ μόνιμοι ὀργανισμοὶ τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τοὺς ἐν ἀριθ. 607 προβλεπομένους ὅρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3.

Εἰδικαὶ διατάξεις διὰ τὰς Διασκέψεις αἵτινες συνέρχονται ἄνευ συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

623 Ὁσάκις πρόκειται νὰ συνέλθῃ διάσκεψις ἄνευ προσκαλούσης Κυβερνήσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 1 καὶ 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ὀργάνωσιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4.

Προθεσμία καὶ τρόπος ὑποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς Διασκέψεις.

624 1. Εὐθὺς μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὅπως τῷ ἀποστείλωσι ἐντὸς προθεσμίας τεσσάρων μηνῶν τὰς προτάσεις των τὰς σχετικὰς μὲ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.

625 2. Πᾶσα ὑποβαλλομένη πρότασις ἧς ἡ ἀποδοχὴ συνεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν Κανονισμῶν δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς ἐπιτρεπούσας τὴν εὐχερῆ ἀνεύρεσιν, κατ' ἀριθμὸν τῶν μερῶν τοῦ κειμένου ἅτινα χρήζουσι τῆς ἀναθεωρήσεως ταύτης. Ἡ αἰτιολογία τῆς προτάσεως δέον νὰ ἐμφαίνηται εἰς ἑκάστην περίπτωσιν ὅσον εἶναι δυνατὸν συνοπτικῶς.

626 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ τὰς προτάσεις εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη κατὰ τὴν σειρὰν τῆς λήψεώς των.

627 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συντονίζει τὰς ληφθείσας προτάσεις τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀνακοινοῖ αὐτὰς τρεῖς τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα μέλη. Οὔτε ἡ Γενικὴ Γραμματεία οὔτε αἱ εἰδικευμέναι Γραμματεῖαι ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν προτάσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5.

Διαπιστευτήρια τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὰς Διασκέψεις.

628 1. Ἡ ὑπὸ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους ἀποστελλομένη ἀντιπροσωπεία διὰ νὰ μετάσχῃ Διασκέψεως δέον νὰ εἶναι δεόντως ἐξουσιοδοτημένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 629 ἕως 636.

629 2. (1) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι πληρεξουσίων εἰς τὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.

630 (2) Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους. ἢ ὑπὸ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τοῦ ἁρμοδίου διὰ τὰ ἐξεταζόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως θέματα.

631 (3) Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως προερχομένης ἐκ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 629 ἢ 630 ἀρχῶν καὶ λαμβανομένης πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῶν τελικῶν πράξεων, μία ἀντιπροσωπεία δύναται προσωρινῶς νὰ διαπιστεύεται ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τῆς χώρας του παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Χώρας ὅπου γίνεται ἡ Διάσκεψις ἢ ἂν ὁ τόπος τῆς Διασκέψεως εἶναι ἐκεῖνος τῆς ἕδρας τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς μονίμου ἀντιπροσωπείας τῆς χώρας του παρὰ τῷ Εὐρωπαϊκῷ γραφείῳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

632 (4) Πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἐκπροσωποῦσα ἔδαφος

ὑπὸ ἐντολήν, ἐπ' ὀνόματι τοῦ ὁποίου ἔχουσι προσχωρήσει τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη εἰς τὴν Σύμβασιν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 21 δέον νὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη διὰ πράξεως ὑπογεγραμμένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

633 3. Τὰ διαπιστευτήρια γίνονται δεκτὰ ἐὰν εἶναι ὑπογεγραμμένα ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 629 ἕως 632 ἀρχῶν καὶ ἐὰν ἀνταποκρίνωνται εἰς ἓν τῶν ἑπομένων κριτηρίων.

634 Νὰ ἀπονέμουν τὰ πλήρη διαπιστευτήρια εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν.

635 Νὰ ἐξουσιοδοτοῦν τὴν ἀντιπροσωπείαν νὰ ἐκπροσωπῇ τὴν Κυβέρνησίν της ἄνευ οὐδενὸς περιορισμοῦ.

636 Νὰ δίδουν εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν ἢ εἰς μερικὰ τῶν Μελῶν της τὸ δικαίωμα τῆς ὑπογραφῆς τῶν ὁριστικῶν πράξεως.

637 4. (1) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας Μέλους καὶ νὰ ὑπογράφῃ τὰς τελικὰς Πράξεις.

638 (2) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια δὲν ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δὲν δύναται νὰ ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου οὔτε νὰ ὑπογράφῃ τὰς τελικὰς πράξεις ἐφ' ὅσον χρόνον δὲν ἤθελον τακτοποιηθῆ ταῦτα.

639 5. Τὰ διαπιστευτήρια δέον νὰ κατατίθενται εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως μόλις εἶναι δυνατόν. Εἰδικὴ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ τὰ ἐλέγξῃ· παρουσιάσει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν μὲ τὰ συμπεράσματά της ἐντὸς τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως προθεσμίας. Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ θέματος, ἡ ἀντιπροσωπεία ἑνὸς Μέλους τῆς Ἑνώσεως δύναται νὰ μετάσχῃ εἰς τὰς ἐργασίας καὶ ν' ἀσκῇ τὸ δικαίωμα ψήφου τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέλους.

640 6. Κατὰ γενικὸν κανόνα τὰ Μέλη τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ προσπαθῶσι νὰ ἀποστέλλωσι εἰς τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως ἰδικάς των ἀντιπροσωπείας. Ἐν τούτοις ἐὰν δι' ἐξαιρετικοὺς λόγους Μέλος τι δὲν δύναται νὰ ἀποστείλῃ ἰδικήν του ἀντιπροσωπείαν, δύναται νὰ διαπιστευθῇ ἀντιπροσωπείαν ἑτέρου Μέλους τῆς Ἑνώσεως καὶ νὰ δώσῃ εἰς αὐτὴν τὴν πληρεξουσιότητα νὰ ἐνεργῇ καὶ νὰ ὑπογράφῃ ἐπ' ὀνόματί της.

Αὐτὴ ἡ μεταφορὰ διαπιστεύσεως δέον νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον πράξεως ὑπογραφομένης ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἀρχῶν ἐν τῷ ἀριθμῷ 629 ἢ 630 ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

641 7. Ἀντιπροσωπεία ἔχουσα τὸ δικαίωμα ψήφου δύναται νὰ δώσῃ ἐντολὴν εἰς ἑτέραν ἀντιπροσωπείαν ἔχουσαν δικαίωμα ψήφου νὰ ἀσκήσῃ αὐτὸ τὸ δικαίωμα κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς ἢ περισσοτέρων συνόδων εἰς τὰς ὁποίας δὲν τῆς εἶναι δυνατὸν νὰ παρίσταται.

Εἰς μίαν τοιαύτην περίπτωσιν, δέον νὰ εἰδοποιῇ τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἐν καταλλήλῳ χρόνῳ καὶ γραπτῶς.

642 8. Μία ἀντιπροσωπεία δὲν δύναται ν'ἀσκήσῃ πλέον τῆς μιᾶς ψήφου κατ' ἐξουσιοδότησιν καθ' ἑκάστην τῶν προβλεπομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 640 καὶ 641 περιπτώσεων.

643 9. Τὰ διαπιστευτήρια καὶ αἱ ἐξουσιοδοτήσεις ἀπευθυνόμενα τηλεγραφικῶς δὲν εἶναι δεκτά. Τοὐναντίον γίνονται δεκτὰ τὰ τηλεγραφήματα δι'ὧν δίδεται ἀπάντησις εἰς αἴτησιν πληροφοριῶν τοῦ προέδρου ἢ τῆς γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἀναφορικῶς μὲ ἓν ζήτημα διαπιστευτηρίων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν παγκοσμίων διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσει Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

644 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως ἅπαντα ἐπιθυμοῦσι τὴν σύγκλησιν μιᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως, πληροφοροῦσι περὶ τούτου τὸν Γενικὸν Γραμματέα, καθορίζοντα τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν, τὰ ὁποῖα προτείνουν διὰ τὴν διάσκεψιν.

645 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἅμα τῇ λήψει τῶν ταυτοσήμων αἰτήσεων τῶν προερχομένων τοὐλάχιστον παρὰ τοῦ ἑνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, διαβιβάζει τὴν ἀνακοίνωσιν τηλεγραφικῶς πρὸς ὅλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, Παρακαλῶν τὰ Μέλη νὰ τοῦ γνωστοποιήσουν ἐντὸς προθεσμίας ἓξ ἑβδομάδων, ἐὰν ἀποδέχωνται ἢ ὄχι τὴν διατυπωθεῖσαν πρότασιν.

646 3. Ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν Μελῶν ἡ προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76 ἀποφανθῇ ὑπὲρ τοῦ συνόλου τῆς προτάσεως, ἐὰν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ τόσον τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, ὅσον καὶ τὴν προτεινομένην χρονολογίαν καὶ τόπον συνόδου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα μέλη τῆς Ἑνώσεως, διὰ τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.

647 4. (1) Ἐὰν ἡ γενομένη ἀποδεκτὴ πρότασις τείνει διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς ἄλλο μέρος καὶ οὐχὶ εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐρωτᾷ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἂν δέχεται νὰ γίνῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.

648 (2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως.

649 (3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καλεῖ τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα ἐζήτησαν τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως νὰ διατυπώσουν νέας προτάσεις ὅσον ἀφορᾷ τὸν τόπον τῆς συνόδου.

650 5. Ὅταν ἡ γενομένη δεκτὴ πρότασις συγκλίνει ἐπὶ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου 3.

651 6. (1) Ἐὰν δὲν ἐγκριθῇ τὸ σύνολον τῆς προτάσεως (ἡμερησία διάταξις, τόπος καὶ χρονολογία) ὑπὸ τῆς προσδιοριζομένης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76, πλειοψηφίας ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὰς ληφθείσας ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, καλῶν τὰ Μέλη νὰ ἀποφανθοῦν κατὰ τρόπον ὁριστικόν, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ ἑβδομάδων, ἐπὶ τοῦ ἢ τῶν ἀμφισβητηθέντων σημείων.

652 (2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦνται ὡς γενόμενα ἀποδεκτὰ ὅταν ἐγκριθοῦν ἀπὸ τήν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76, προσδιοριζομένην πλειοψηφίαν τῶν Μελῶν.

653 7. Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ἐπίσης ὅταν ἡ πρότασις περὶ συγκλήσεως μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως γίνεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

654 Ἐν περιπτώσει περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, ἡ ἐν τῷ Κεφαλαίῳ 6 προβλεπομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς.

Ἐὰν ἡ σύγκλησις δέον νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς περιοχῆς, εἶναι ἀρκετὸν νὰ λάβῃ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ταυτοσήμους αἰτήσεις προερχομένας ἀπὸ τὸ τέταρτον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς περιοχῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8

Κοιναὶ διατάξεις δι' ὅλας τὰς Διασκέψεις.

Ἀλλαγὴ τῆς χρονολογίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως.

655 1. Αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 6 καὶ 7 ἐφαρμό-

ζονται κατ' ἀναλογίαν, ὅταν πρόκειται τῇ αἰτήσει Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, περὶ ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας καὶ τοῦ τόπου μιᾶς Διασκέψεως, ἢ τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο μόνον.

Ἐν τούτοις τοιαῦται ἀλλαγαὶ δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιῶνται εἰ μὴ μόνον ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν, προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76 ἀποφαίνεται ὑπὲρ αὐτῶν.

656 2. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὁποῖον προτείνει ἀλλαγὴν τῆς χρονολογίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑποστήριξιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἀριθμοῦ ἄλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν.

657 3. Περιπτώσεως τυχούσης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναφέρει κατὰ τὰς ἐν ἀριθμῷ 645 προβλεπομένας γνωστοποιήσεις τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας, ὅπως ἐπὶ παραδείγματι ὅταν ἔχουσι γίνει δαπάναι διὰ τὴν προπαρασκευὴν συγκλήσεως τῆς Διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 9

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων.

Ἄρθρον 1

Σειρὰ τῶν θέσεων.

658 Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τάσσονται κατὰ τὴν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 2

Κήρυξις ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

659 1 (1) Τῆς ἐναρκτηρίου Συνεδριάσεως τῆς Διασκέψεως προηγεῖται συνέλευσις τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν κατὰ τὴν ὁποίαν προπαρασκευάζεται ἡ ἡμερησία διάταξις τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

660 (2) Ὁ πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὁρίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 661 καὶ 662.

661 2 (1) Ἡ ἔναρξις τῆς Διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος ὁριζομένης ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

662 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχει προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ἡ ἔναρξις κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ πρεσβυτέρου καθ' ἡλικίαν ἀρχηγοῦ ἀντιπροσωπείας.

663 3 (1) Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίασιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως γίνεται ἡ ἐκλογὴ τοῦ Προέδρου ὁ ὁποῖος γενικῶς εἶναι προσωπικότης ὁριζομένη ὑπὸ τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

664 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ὁ Πρόεδρος ἐκλέγεται βάσει προτάσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν ,διατυπουμένης κατὰ τὴν ἐν ἀριθμῷ 659 προβλεπομένην συνέλευσιν.

665 4. Ἡ πρώτη Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει ὁμοίως :

α) Εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

666 β) Εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιστοίχων Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων.

667 γ) Εἰς τὴν συγκρότησιν τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἥτις συντίθεται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχούσης ἐκ προσωπικοῦ τῆς Διευθύνσεως τῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 3.

Προνομίαι τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως

668 1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἵτινες ἐκχωροῦνται εἰς τὸν πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσει τὴν ἔναρξιν καὶ τὸ πέρας ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διευθύνει τὰς συζητήσεις, μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀναγιγνώσκει τὰς γενομένας δεκτὰς ἀποφάσεις.

669 2. Ἔχει τὴν γενικὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν τήρησιν τῆς Τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβαλλομένων ζητημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἰδιαιτέρως, τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συζητήσεως, τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως τινός. Δύναται ἐπίσης ν'ἀποφασίζῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως γενικῆς συνελεύσεως ἢ ὁλομελείας, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

670 3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζωσι ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

671 4. Μεριμνᾷ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζωνται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύναται νὰ διακόπτῃ πάντα ρήτορα ὅστις ἤθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου θέματος, ἵνα ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦτο.

Ἄρθρον 4.

Σύστασις Ἐπιτροπῶν.

672 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων ἅτινα ἄγονται πρὸς συζήτησιν εἰς τὴν Διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπάς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὡσαύτως ὁμάδας ἐργασίας.

673 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπὰς καὶ ὁμάδας ἐργασίας, μόνον ὅταν εἶναι τοῦτο ἀπολύτως ἀναγκαῖον.

Ἄρθρον 5.

Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ

674 Κατὰ τὴν ἔναρξιν ἑκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνιστᾷ μίαν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐπιφορτιζομένην νὰ παρακολουθῇ τὴν ὀργάνωσιν καὶ τὰ μέσα δράσεως ἅτινα τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων, νὰ ἐξετάζῃ καὶ νὰ ἐγκρίνῃ τοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων καθ'ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου δαπανῶν. Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη περιλαμβάνει, ἀνεξαρτήτως τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν αἵτινες ἐπιθυμοῦσιν νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς ἀντιπρόσωπον τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσης Κυβερνήσεως ἀντιπρόσωπον ταύτης.

675 2. Πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐγκριθέντος προϋπολογισμοῦ, διὰ τὴν Διάσκεψιν ἢ σύνοδον, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν προσωρινὴν κατάστασιν τῶν δαπανῶν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τοῦτο ὑπ'ὄψιν, προκειμένου νὰ ἀποφασίσῃ ἐὰν αἱ γενόμεναι πρόοδοι δικαιολογοῦν παράτασιν πέραν τῆς χρονολογίας, καθ'ἣν θὰ ἐξαντληθῇ ὁ ἐγκεκριμένος προϋπολογισμός.

676 3. Εἰς τὸ τέλος ἑκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου, ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν, ἐμφαίνουσαν, ἐν πάσει δυνατῇ ἀκριβείᾳ, τὸ ὑπολογιζόμενον ποσὸν τῶν δαπανῶν τῆς Διασκέψεως ἢ τῆς συνόδου.

677 4. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔρευναν καὶ ἔγκρισίν της ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διαβιβάζεται μετὰ τῶν παρατηρήσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα τεθῇ ὑπ' ὄψιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν προσεχῆ ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ.

Ἄρθρον 6.

Σύνθεσις τῶν Ἐπιτροπῶν.

678 1. Διασκέψεις Πληρεξουσίων

Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 609 καὶ 510 ἀναφερομένων παρατηρητῶν οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

679 2. Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

Αἱ ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 618 ἕως 621 ἀναφερομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων, οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 7.

Πρόεδροι καὶ ἀντιπρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν.

680 Ὁ Πρόεδρος ἑκάστης Ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς ταύτην τὴν ἐκλογὴν τῶν Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

Ἄρθρον 8.

Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

681 Αἱ συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἐπιτροπῶν ὑποεπιτροπῶν καὶ ὁμάδων ἐργασίας, ἀναγγέλλονται ἀρκούντως προηγουμένως εἰς τὴν ἕδραν τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 9.

Προτάσεις ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

682 Αἱ ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως προτάσεις κατανέμονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητήσῃ ἀπ' εὐθείας οἱανδήποτε πρότασιν.

Ἄρθρον 10.

Προτάσεις ἢ τροπολογίαι ὑποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως.

683 1. Αἱ προτάσεις ἢ αἱ τροπολογίαι αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς Διασκέψεως θὰ ἐπιδίδωνται εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἢ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς ἁρμοδίας Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἢ εἰς τὴν Γραμματείαν τῆς Διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς Ὑπηρεσιακοῦ στοιχείου τῆς Διασκέψεως.

684 2. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ὑποβληθῇ γραπτῶς, ἐὰν δὲν ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του.

685 3. Ὁ Πρόεδρος Διασκέψεως ἢ Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ὑποβάλῃ ὁποτεδήποτε προτάσεις προοριζομένας νὰ ἐπιταχύνωσιν τὸν ρυθμὸν τῶν συζητήσεων.

686. 4. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δέον νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

687 5. (1) Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἢ ὁ Πρόεδρος τῆς ἁρμοδίας Ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἑκάστην περίπτωσιν, ἐὰν ὑποβαλλομένη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνεδριάσεως πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον προφορικῆς ἀνακοινώσεως ἢ ἂν πρέπει νὰ κατατεθῇ γραπτῶς πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν κατὰ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 683 προβλεπομένους ὅρους.

688 (2). Τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως ἐν γένει, ἥτις πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δέον νὰ διανέμηται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἀρκούντως ἐγκαίρως ὥστε νὰ εἶναι δυνατὴ ἡ μελέτη αὐτοῦ πρὸ τῆς συζητήσεως.

689 (3) Ἐξ ἄλλου ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως, ὅστις λαμβάνει τὰς ἐν ἀριθ. 683 ἀναφερομένας προτάσεις ἢ τροπολογίας, ὀφείλει νὰ κατευθύνῃ αὐτὰς κατὰ τὴν περίπτωσιν πρὸς τὰς ἁρμοδίας Ἐπιτροπὰς ἢ πρὸς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

690 6. Πᾶν πρόσωπον ἐξουσιοδοτημένον δύναται νὰ ἀναγνώσῃ ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωσθῇ ἐν ὁλομελείᾳ πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους ὑποβολῆς τούτων.

Ἄρθρον 11.

Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεως ἢ τροπολογίας.

691 1. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως ἢ ὑποβαλλομένη ὑπό τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζήτησιν ἐάν, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της, δὲν ὑποστηριχθῇ, ὑπὸ μιᾶς τοὐλάχιστον ἀντιπροσωπείας.

692 2. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέον νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

Ἄρθρον 12.

Προτάσεις ἢ τροπολογίαι παραληφθεῖσαι ἢ ἀνακληθεῖσαι.

693 Ὁσάκις πρότασις ἢ τροπολογία παραλείπεται ἢ ὁσάκις ἀναβάλλεται ἡ ἐξέτασίς της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς ὁποίας ὑπεβλήθη ὀφείλει νὰ παρακολουθῇ ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγει τὴν ἐξέτασιν.

Ἄρθρον 13.

Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ Συνελεύσει.

694 1. Ἀπαρτία.

Διὰ νὰ διεξαχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται ὅπως πλέον τοῦ ἡμίσεος τῶν διαπεπιστευμένων παρὰ τῇ Διασκέψει καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν παρίστανται ἢ ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν Συνεδρίασιν.

695 2. Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἐπιθυμοῦσι νὰ λάβωσι τὸν λόγον δὲν δύνανται νὰ ὁμιλήσωσιν, ἐὰν δὲν λάβωσι τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχίζουσιν ἀναφέροντες ὑπό ποίαν ἰδιότητα ὁμιλοῦσι.

696 (2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον ὀφείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ σαφῶς νὰ χωρίζῃ καλῶς τὰς λέξεις καὶ νὰ σταματᾷ ἀναλόγως κατὰ περιόδους, ἵνα ἐπιτρέπει εἰς πάντας νὰ ἐννοῶσι καλῶς τὴν σκέψιν του.

697 3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ζητήματα Κανονισμοῦ. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ ὑποβάλῃ πᾶσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἢ νὰ ἐγείρῃ πᾶν ζήτημα κανονισμοῦ, καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν κρίνει κατάλληλον.

Τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ἀμέσως δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα Κανονισμόν.

Πᾶσα ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, αὕτη ὅμως παραμένει ἰσχυρὰ ἐφ' ὅσον δὲν ἀκυροῦται ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρουσῶν ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

698 (2) Ἡ ἀντιπροσωπεία, ἥτις ὑποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος κανονισμοῦ δὲν δύναται, ἐν τῇ παρεμβάσει της, νὰ θίξῃ ἐν τῇ οὐσίᾳ του τὸ συζητούμενον θέμα.

699 4. Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ.

Ἡ τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ, περὶ ὧν οἱ ἀριθμοὶ 697 καὶ 698 εἶναι ἡ ἀκόλουθος:

α) Πᾶν ζήτημα σχετικὸν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ

700 β) Ἀναβολὴ τῆς Συνεδριάσεως

701 γ) Διακοπὴ τῆς Συνεδριάσεως.

702 δ) Ἀναβολὴ τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

703 ε) Περαίωσις τῆς συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

704 στ) Οἱαδήποτε ἄλλαι προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ αἵτινες θὰ ἠδύνατο νὰ ὑποβληθῶσι καὶ τῶν ὁποίων ἡ σχετικὴ προτεραιότης ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου.

705 5. Πρότασις ἀναβολῆς ἢ διακοπῆς τῆς συνεδριάσεως.

Κατὰ τὴν συζήτησιν ἑνὸς θέματος ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους ἐπὶ τῶν ὁποίων στηρίζει τὴν πρότασίν της.

Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριχθῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο ῥήτορας, ἐκ τῶν ἀποκρουόντων τὴν διακοπήν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὰ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

706 6. Πρότασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως

Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὡρισμένον χρονικὸν διάστημα. Ἐν ᾗ περιπτώσει μίαν τοιαύτην πρότασιν ἐπακολουθήσῃ συζήτησις τρεῖς μόνον ῥήτορες, ἐπὶ πλέον τοῦ ὑποβάλλοντος τὴν πρότασιν, δύναται νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, ὁ εἷς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ οἱ δύο κατ' αὐτῆς.

707 7. Πρότασις περαιώσεως τῆς συζητήσεως.

Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ προτείνῃ ὅπως ἡ συζήτησις ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος περαιωθῇ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ῥήτορας ἀντιτιθεμένους ποὺς τὴν περαίωσιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.

708 8. Περιορισμὸς τῶν παρεμβάσεων.

(1) Ἡ γενικὴ Συνέλευσις δύναται ἐνδεχομένως νὰ περιορίζῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἑνὸς καθωρισμένου θέματος.

709 (2) Οὐχ' ἧττον, ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ πρόεδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἑκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντε λεπτὰ κατ' ἀνώτατον ὅριον.

710 (3) Ὁσάκις ῥήτωρ ὑπερβῇ τὸ χρονικὸν διάστημα δι' ὃ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ πρόεδρος πληροφορεῖ περὶ τούτου τὴν συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ῥήτορα ὅπως εὐαρεστηθῇ νὰ περαιώσῃ τὸν λόγον του συντόμως.

711 9. Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ῥητόρων.

(1) Κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεώς τινος, ὁ πρόεδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκφώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ῥητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἵτινες ἐκδηλώνουν σχετικὴν ἐπιθυμίαν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς συνελεύσεως, δύναται νὰ κηρύξῃ τὸν κατάλογον κεκλεισμένον.

Ἐν τούτοις ὁ πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ' ἐξαίρεσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πάντα ἐκφωνηθέντα λόγον, ἔστω καὶ μετὰ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.

712 (2) Ὅταν ὁ κατάλογος τῶν ῥητόρων ἐξαντληθῇ ὁ πρόεδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως

713 10. Ζητήματα ἀρμοδιότητος.

Τὰ ἀναφυόμενα ζητήματα ἀρμοδιότητος δέον νὰ ρυθμίζωνται πρὶν ἢ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.

714 11. Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως.

Ὁ ὑποβαλὼν πρότασίν τινα δύναται νὰ ἀποσύρῃ αὐτὴν πρὶν ἢ αὕτη τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις ὑποστᾶσα τροπολογίαν ἢ οὔ, ἥτις οὕτω ἀποσύρεται, δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐκ νέου ἢ νὰ ἀναληφθῇ εἴτε ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.

Ἄρθρον 14.

Δικαίωμα ψήφου

715 1. Εἰς πάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἑνώσεως, δεόντως διαπεπιστευμένη ὑπ' αὐτοῦ ἵνα μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 2 τῆς Συμβάσεως.

716 2. Ἡ ἀντιπροσωπεία Μέλους τῆς Ἑνώσεως ἀσκεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ἐν τῷ Κεφαλαίῳ Ι τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 15.

Ψηφοφορία.

717 1. Ὁρισμὸς τῆς πλειοψηφίας.

(1) Ἡ πλειοψηφία σχηματίζεται ἐκ τοῦ ἡμίσεος πλέον μιᾶς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφιζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

718 (2). Αἱ ἀποχαὶ δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειοψηφίας.

719 (3) Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ὡς ἀπορριφθεῖσα.

720 (4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, θεωρεῖται ὡς «παροῦσα καὶ ψηφίζουσα ἀντιπροσωπεία» πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἥτις κηρύσσεται ὑπὲρ ἢ κατὰ προτάσεώς τινος.

721 2. Μὴ συμμετοχὴ εἰς τὴν ψηφοφορίαν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες εἶναι παροῦσαι καὶ δὲν μετέχουσι μιᾶς ὡρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλοῦσι ῥητῶς ὅτι δὲν θέλουσιν νὰ μετάσχωσιν αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποῦσαι, προκειμένου νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ὕπαρξις ἀπαρτίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἀριθμοῦ 694 οὔτε ὡς ἀποσχοῦσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 723 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

722 3. Εἰδικὴ Πλειοψηφία.

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν εἰσδοχὴν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως, ἡ ἀπαιτουμένη πλειοψηφία ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ 1ου ἄρθρου τῆς συμβάσεως.

723 4. Ἀποχαὶ ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἑκατόν.

Ὁσάκις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ὑπερβαίνει τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δοθεισῶν ψήφων (ὑπέρ, κατά, ἀποχαὶ) ἡ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος, παραπέμπεται εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίασιν καθ' ἣν αἱ ἀποχαὶ δὲν ὑπολογίζονται πλέον.

724 5. Διαδικασίαι ψηφοφορίας.

(1) Πλὴν τῆς ἐν ἀριθμῷ 727 προβλεπομένης περιπτώσεως αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι:

α) Δι' ἀνατάσεως τῆς χειρός, κατὰ γενικὸν κανόνα.

725 β) Δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως. ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειοψηφία ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προηγουμένην διαδικασίαν ἢ ἐὰν ζητήσωσιν τοῦτο δύο τοὐλάχιστον ἀντιπροσωπεῖαι.

726 (2) Ἡ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν.

727 6. Μυστικὴ ψηφοφορία.

Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία ὁσάκις ζητήσωσιν τοῦτο πέντε τοὐλάχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ Γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.

728 7. Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας.

Ὅταν ἡ ψηφοφορία ἔχει ἀρχίσει, οὐδεμία ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ διακόψῃ αὐτήν, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὸν τρόπον διεξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.

729 8. Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας.

Ὁ πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἵτινες ἐπιθυμοῦσιν νὰ δικαιολογήσωσιν τὴν ψῆφον των κατόπιν τῆς ψηφοφορίας.

730 9. Ψηφοφορία ἐπὶ προτάσεως τινὸς κατὰ μέρη.,

(1) Ὅταν ὁ ὑποβαλὼν πρότασίν τινὰ ζητήσῃ τοῦτο ἢ ὅταν ἡ συνέλευσις κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, ἢ ὅταν ὁ πρόεδρος κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο ἡ πρότασις αὕτη κατατέμνεται, τὰ δὲ διάφορα μέρη αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κεχωρισμένως. Τὰ ἐκ τῆς προτάσεως ψηφιζόμενα μέρη, τίθενται ἀκολούθως εἰς ψηφοφορίαν ἐν τῷ συνόλῳ των.

731 (2) Ἐὰν ἅπαντα τὰ μέρη προτάσεώς τινος καταψηφισθῶσιν ἡ πρότασις θεωρεῖται καὶ αὐτὴ αὕτη ὡς ἀπορριφθεῖσα.

732 10. Σειρὰ ψηφοφορίας προτάσεων σχετικῶν πρὸς ἓν καὶ τὸ αὐτὸ θέμα.

(1) Ἐὰν τὸ αὐτὸ θέμα ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλειόνων προτάσεων αὗται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ τὴν σειρὰν καθ' ἣν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ συνέλευσις ἀποφασίσῃ ἄλλως.

733 (2) Μεθ' ἑκάστην ψηφοφορίαν, ἡ συνέλευσις ἀποφασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσις ἢ οὗ νὰ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν ἡ ἑπομένη πρότασις.

734 11. Τροπολογίαι

(1) Θεωρεῖται τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρότασις τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλειφήν, προσθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώρησιν μέρους τῆς προτάσεως αὐτῆς.

735 (2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ προτάσεώς τινος γινομένη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις ὑπέβαλε τὴν πρότασιν ταύτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρχικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.

736 (3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θεωρεῖται ὡς τροπολογία ἐὰν ἡ συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι ἐμφανίζεται ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότασιν.

737 12. ψηφοφορία ἐπὶ τῶν τροπολογιῶν.

(1) Ἐὰν πρότασίς τις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τροπολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταύτης.

738 (2) Ἐὰν πρότασίς τις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον πλειόνων τροπολογιῶν διεξάγεται ἡ ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν τροπολογιῶν ἥτις ἀφίσταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενουσῶν τροπολογιῶν, ἥτις ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς, μέχρις οὗ ἐξετασθῶσιν ἅπασαι αἱ τροπολογίαι.

739 (3) Ἐὰν μία ἢ πλείονες τροπολογίαι γίνωσι δεκταί, ἡ οὕτω τροποποιουμένη πρότασις τίθεται ἀκολούθως καὶ αὐτὴ αὕτη εἰς ψηφοφορίαν.

740 (4) Ἐὰν οὐδεμία τροπολογία γίνει δεκτή, ἡ ψηφοφορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.

Ἄρθρον 16.

Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαί. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων καὶ διαδικασία ψηφοφορίας.

741 1. Οἱ πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν ἔχουσι καθήκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκεῖνα ἅτινα ἀναγνωρίζονται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 3 εἰς τὸν πρόεδρον τῆς συνελεύσεως.

742 2. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 προβλεπόμεναι διατάξεις διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ Συνελεύσει ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλὴν τοῦ θέματος τῆς ἀπαρτίας.

743 3. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 προβλεπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ἐν ταῖς ἐπιτροπαῖς καὶ ὑποεπιτροπαῖς διεξαγομένας ψηφοφορίας, πλὴν τῆς περιπτώσεως τοῦ ἀριθμοῦ, 722.

Ἄρθρον 17.

Ἐπιφυλάξεις.

744 1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἵτινες δὲν δύνανται νὰ πείσωσι τὰς λοιπὰς ἀντιπροσωπείας ὅπως συμμερισθῶσι τὴν ἄποψίν των, δέον νὰ προσπαθῶσι, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως συντάσσωνται μὲ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.

745 2. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἀντιπροσωπεία εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία οἱαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ ἐμποδίσῃ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ κυρώσῃ τὴν Σύμβασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν κανονισμῶν, ἡ ἀντιπροσωπεία αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ἢ ὁριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

Ἄρθρον 18.

Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων.

746 1. Τὰ Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων συντάσσονται ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἥτις ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίζῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας ὅσον τὸ δυνατὸν ἐνωρίτερον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ πρακτικὰ πρόκειται νὰ ἐξετασθῶσι.

747 2. Ὅταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθῶσιν, αἱ ἐνδιαφερόμεναι ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσωσι εἰς τὴν γραμματείαν τῆς Διασκέψεως γραπτῶς, καὶ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεις τὰς ὁποίας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦτο δὲ δὲν ἐμποδίζει αὐτὰς νὰ ὑποβάλλωσι καὶ προφορικῶς τροποποιήσεις κατὰ τὴν συνεδρίασιν καθ' ἣν κυροῦνται τὰ πρακτικά.

748 3(1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχουσι μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν ἐπιχειρημάτων, ἐφ' ὧν στηρίζονται, συντεταγμένα κατὰ τὸ συντομώτερον δυνατὸν τρόπον.

749 (2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ ἐπὶ λέξει, πάσης δηλώσεως διατυπωθείσης ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὀφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγγείλῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεώς της, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν εἰσηγητῶν. Ὀφείλει ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὐτὴ αὕτη τὸ κείμενον εἰς τὴν γραμματείαν τῆς διασκέψεως ἐντὸς δύο ὡρῶν ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς συνεδριάσεως.

750 4. Μετὰ φειδοῦς, πάντως, δέον νὰ γίνεται χρῆσις τῆς ἐν ἀριθμῷ 749 παρεχομένης εὐχερείας, καθ' ὅτι ἀφορᾷ τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.

Ἄρθρον 19.

Πρακτικὰ καὶ ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποεπιτροπῶν.

751 1. (1) Αἱ συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἑκάστην συνεδρίασιν εἰς πρακτικὰ συντασσόμενα ὑπὸ γραμματείας τῆς Διασκέψεως, εἰς τὰ ὁποῖα ἐκτίθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν συζητήσεων, αἱ διάφοροι γνῶμαι αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλεται νὰ ἀναγραφῶσι, ὡς καὶ προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα ἐξάγονται τελικῶς..

752 (2) Οὐχ ἧττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεία ἔχει ὁμοίως τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἀριθμῷ752 προβλεπομένης εὐχερείας.

753 (3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἄνω ἐδαφίῳ προβλεπομένην εὐχέρειαν δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.

754 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συντάσσωσι τὰς μερικὰς ἐκθέσεις ἃς κρίνουσι ἀναγκαίας, καί, ἐνδεχομένως, ἅμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των, δύνανται νὰ ὑποβάλλωσι τελικὴν ἔκθεσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ ἀνακεφαλαιοῦσι, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα προκύπτουσιν ἐκ τῶν μελετῶν αἱ ὁποῖαι ἀνετέθησαν αὐταῖς.

Ἄρθρον 20.

Ἔγκρισις τῶν πρακτικῶν καὶ ἐκθέσεων.

755 1. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἑκάστης συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἢ ἑκάστης συνεδριάσεως ἐπιτροπῆς τινὸς ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ πρόεδρος ἐρωτᾷ ἐὰν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχωσιν νὰ διατυ-

πώσωσι παοατηρήσεις είς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ πρακτικόν, τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἐγκριθὲν ἐὰν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκοινώθη εἰς τὴν Γραμματείαν ἢ ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις ἐξεδηλώθη προφορικῶς. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαῖαι διορθώσεις εἰς τὸ πρακτικόν.

756 (2) Πᾶσα ἔκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.

757 2. (1) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας γενικῆς συνελεύσεως ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῆς συνελεύσεως ταύτης.

758 (2) Τὸ πρακτικὸν τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.

Ἄρθρον 21.

Ἐπιτροπὴ συντάξεως.

759 1. Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν Πράξεων τῆς διασκέψεως συντεταγμένα ὑπὸ τὴν ὁριστικήν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφήν των ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν ἐκφρασθεισῶν γνωμῶν, ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπιφορτιζομένην ὅπως τελειοποιήσῃ τὴν μορφὴν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλῃ τὴν ἔννοιάν των καὶ ὅπως συνδυάσῃ ταῦτα μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιῶν κειμένων.

760 2. Τὰ κείμενα ταῦτα ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Διασκέψεως ἥτις ἐγκρίνει αὐτὰ ἢ τὰ παραπέμπει προς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἐπιτροπήν.

Ἄρθρον 22.

Ἀρίθμησις

761 1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων τῶν ὑποβληθέν ων εἰς ἀναθεώρησιν κειμένων διατηροῦνται μέχοι τῆς πρώτης ἀναγνώσεως ἐν γενικῇ συνελεύσει. Τὰ προστιθέμενα κείμενα λαμβάνωσι ρσωρινῶς τον ἀριθμὸν τῆς τελευταίας παραγράφου, ἥτις προηγεῖται τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, μὲ τὴν προσθήκην εἰς αὐτὴν «α» «β» κ.λ.π.

762 2. Ἡ τελικὴ ἀρίθμησις τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.

Ἄρθρον 23.

Τελικὴ ἔγκρισις

763 Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὡς ὁριστικὰ ὀφοῦ ἐγκριθῶσιν εἰς δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἄρθρον 24.

Ὑπογραφή.

764 Τὰ τελικῶς ἐγκρινόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κείμενα ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων οἵτινες εἶναι ἐφοδιασμένοι διὰ τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὁριζομένων Διαπιστευτηρίων κατὰ τήν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 25.

Δελτία Τύπου

765 Ἐπίσημοι ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον, εἰ μὴ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Προέδρου ἢ ἑνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 26.

Ἀτέλειαι

766 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν Διάσκεψιν, ἔχουσι δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας ἔνθα συνέρχεται ἡ Διάσκεψις ἠδυνήθη σχετικῶς νὰ ἔλθῃ εἰς συνεννόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 10

Γενικαὶ Διατάξεις

767 1. Αἱ διατάξεις τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ συμπληροῦσι τὸ ἄρθρον 14 τῆς Συμβάσεως ἐν ᾧ καθορίζονται ἡ δικαιοδοσία καὶ ἡ διάρθρωσις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 11

Ὅροι Συμμετοχῆς.

768 1. (1) Μέλη ἑκάστης διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι:

α) Αὐτοδικαίως, αἱ Διευθύνσεις ὅλων τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

769 β) Πᾶσα ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ἥτις, τῇ ἐγκρίσει τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνωρίσει ταύτην καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς κατωτέρω διαδικασίας, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν Ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης. Αὕτη δὲν δύναται ἐν τῷ μεταξὺ νὰ ἐπέμβῃ ἐν ὀνόματι τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τὸ ὁποῖον τὴν ἀνεγνώρισε ἐκτὸς ἐὰν τὸ τελευταῖον τοῦτο ἐν ἑκάστῃ συγκεκριμένῃ περιπτώσει, καταστήσει γνωστὸν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ὅτι τὴν ἐξουσιοδότησε δι' αὐτὴν τὴν ἐνέργειαν.

770 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινὸς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις πληροφορεῖ σχετικῶς ὅλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη καὶ τὸν Διευθυντὴν τῆς Συμβουλευτικῆς ταύτης Ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις ἀνεγνωρισμένης τινὸς ἰδιωτικῆς Ἐπιχειρήσεως δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν.

771 2. (1) Αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες συντονίζουσι τὰς ἐργασίας των πρὸς ἐκείνας τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ ὁποῖαι ἀσκοῦσι συναφεῖς δραστηριότητας, δύνανται νὰ γίνωσι δεκταί, ὅπως συμμετάσχωσιν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

772 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις διεθνοῦς τινὸς Ὀργανώσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινὸς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις γνωστοποιεῖ αὐτήν, τηλεγραφικῶς, εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ καλεῖ τὰ Μέλη ὅπως ἀποφανθῶσιν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως ταύτης. Ἡ αἴτησις γίνεται δεκτή, ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐντὸς μηνὸς ληφθεισῶν ἀπαντήσεων τῶν Μελῶν εἶναι εὐνοϊκή. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ψηφοφορίας ταύτης εἰς πάντα Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς,

773 3. (1) Οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοί οἵτινες ἀσχολοῦνται μὲ τὴν μελέτην Τηλεπικοινωνιακῶν προβλημάτων ἢ μὲ τὴν μελέτην ἢ μὲ τὴν κατασκευὴν ὑλικῶν, προοριζομένων διὰ τὰς ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύνανται νὰ γίνωνται δεκτοί, ὅπως μετέχωσι, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τῶν Διευθύνσεων τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

774 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ὀργανισμοῦ περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν συμβουλευτικῆς τινος

ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς Συμβουλευτικῆς ταύτης Ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις αὕτη δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς ἐνδιαφερομένης Χώρας.

775 4. Πᾶσα ἀναγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, πᾶς διεθνὴς ὀργανισμὸς ἢ πᾶς ἐπιστημονικὸς ἢ βιομηχανικὸς ὀργανισμὸς ὅστις ἐγένετο δεκτὸς νὰ μετέχῃ τῶν ἐργασιῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς ἔχει δικαίωμα καταγγελίας, τῆς συμμετοχῆς αὐτῆς διὰ μιᾶς Κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

Ἡ καταγγελία αὕτη φέρει ἀποτέλεσμα μετὰ τὴν λῆξιν χρονικῆς περιόδου ἑνὸς ἔτους ὑπαλογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς παραλαβῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς γραμματείας τῆς κοινοποιήσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 12.

Ἁρμοδιότητες τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις :

776 α) Ἐξετάζει τὰς ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἐγκρίνει, τροποποιεῖ ἢ ἀπορρίπτει τὰ σχέδια γνωματεύσεων, τὰ ὁποῖα περιέχουσιν αἱ ἐκθέσεις αὗται.

777 β) Καταρτίζει τὸν κατάλογον τῶν νέων, πρὸς μελέτην, ζητημάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 190 καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, καταρτίζει πρόγραμμα μελετῶν.

778 γ) Ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν, διατηρεῖ τὰς ὑφισταμένας ἐπιτροπὰς μελετῶν καὶ ἱδρύει νέας τοιαύτας.

779 δ) Κατανέμει εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν τὰ πρὸς μελέτην ζητήματα.

780 ε) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὴν ἔκθεσιν τοῦ Διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

781 στ) Ἐγκρίνει ἐκτίμησιν ἐπὶ τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἥτις ἐκτίμησις θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως.

782 ζ) Ἐξετάζει τὰ λοιπὰ ζητήματα, τὰ κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 14 τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 13.

Σύνοδοι τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

783 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται κανονικῶς, ἀνὰ τριετίαν εἰς τόπον καὶ χρόνον, οἵτινες καθορίζονται ὑπὸ τῆς προηγουμένης Γενικῆς Συνελεύσεως.

784 2. Ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος συγκλήσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ ἑνὸς ἐκ τῶν δύο μόνον, δύναται νὰ τροποποιῆται τῇ ἐγκρίσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἅτινα ἀπήντησαν εἰς μίαν αἴτησιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως δι' ἧς ἐζητήθη ἡ γνώμη των.

785 3. Εἰς ἑκάστην τῶν συνόδων τούτων, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας, ἐν ᾗ συνέρχεται αὕτη, ἢ ὁσάκις ἡ σύνοδος αὕτη συνέρχεται εἰς τὴν ἕδραν τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ προσώπου ἐκλεγομένου ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ὁ πρόεδρος συντρέχεται ὑπὸ ἀντιπροέδρων ἐκλεγομένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

786 4. Ἡ γραμματεία τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τῆς εἰδικῆς Γραμματείας τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης, τῇ συνδρομῇ, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τῆς Διευθύνσεως τῆς καλούσης Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 14.

Γλῶσσαι καὶ τρόπος ψηφοφορίας κατὰ τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

787 1. (1) Αἱ χρησιμοποιούμεναι γλῶσσαι κατὰ τὰς γενικὰς Συνελεύσεις, εἶναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 17 τῆς Συμβάσεως.

788 (2) Τὰ προπαρασκευαστικὰ στοιχεῖα τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, τὰ στοιχεῖα καὶ τὰ πρακτικὰ τῶν γενικῶν Συνελεύσεων καὶ τὰ μετ' αὐτὰς δημοσιευόμενα, ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, στοιχεῖα συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἑνώσεως.

789 2. Τὰ μέλη ἅτινα ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, εἶναι ἐκεῖνα, τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 13 καὶ 250. Ἐν τούτοις, ὅταν χώρα τις Μέλος τῆς Ἑνώσεως, δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ τινος Διευθύνσεως, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ταύτης, ὅλοι ὁμοῦ καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἀριθμοῦ των, ἔχουσι τὸ δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 769.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 15.

Σύστασις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

790 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει εἰς τὴν σύστασιν τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἱ ὁποῖαι ἀναγκαιοῦσι, διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων. Αἱ Διευθύνσεις, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις καὶ αἱ διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἱ γενόμεναι δεκταί, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 771 καὶ 772 ἐὰν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετάσχωσι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, δηλοῦσι τοῦτο εἴτε εἰς τὴν Γενικὴν Συνέσιν, εἴτε μεταγενεστέρως, εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς οἰκείας συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

791 2. Ἐξ ἄλλου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 773 καὶ 774, οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὀργανισμῶν, δύνανται νὰ γίνωσι δεκτοὶ ὅπως μετάσχωσιν, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς πᾶσαν σύνοδον μιᾶς οἱασδήποτε ἐκ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

792 3. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ὁρίζει τὸν κύριον εἰσηγητήν, ὅστις θὰ προεδρεύῃ ἑκάστης τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἕνα ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ. Ἐάν, κατὰ τὸ μεταξὺ δύο συνόδων τῆς γενικῆς συνελεύσεως χρονικὸν διάστημα, εἷς κύριος εἰσηγητὴς κωλυθῇ ὅπως ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, ὁ ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ καταλαμβάνει τὴν θέσιν του καὶ ἡ ἐπιτροπὴ μελετῶν, ἐκλέγει, κατὰ τὴν ἑπομένην συνεδρίασίν της, μεταξὺ τῶν μελῶν της, νέον ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ. Ἐκλέγει αὕτη ἐπίσης νέον ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ, ἐὰν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰδίας αὐτῆς περιόδου, ὁ ἀναπληρωτὴς τοῦ κυρίου εἰσηγητοῦ δὲν εἶναι πλέον εἰς θέσιν ν' ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 16.

Διεξαγωγὴ τῶν Ἐργασιῶν μελετῶν.

793 1. Ἡ ἐπεξεργασία τῶν εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς μελετῶν ἀνατιθεμένων ζητημάτων, γίνεται, κατὰ τὸ δυνατὸν δι' ἀλληλογραφίας.

794 2. (1) Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ δίδῃ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, χρησίμους ὁδηγίας, αἵτινες ἐμφανίζονται ἀπαραίτητοι διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν σπουδαίων ὁμάδων ζητημάτων.

795 (2) Ἐξ ἄλλου, ἐὰν εἷς κύριος εἰσηγητής, μετὰ τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν, εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία ἢ περισσότεραι σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς του μελετῶν, μὴ προβλεπόμεναι διὰ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν προφορικὴν συζήτησιν τῶν ζητημάτων, τὰ ὁποῖα δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἐπεξεργασθοῦν δι' ἀλληλογραφίας, δύναται οὗτος, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Διευθύνσεώς του καὶ ἀφοῦ συμβουλευθῇ τὸν οἰκεῖον Διευθυντὴν καὶ τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς του, νὰ προτείνῃ σύνοδον εἰς κατάλληλον τόπον, λαμβάνων ὑπ' ὄψει καὶ τὴν ἀνάγκην τοῦ περιορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὸ ἐλάχιστον.

796 3. Ἐν τούτοις, πρὸς ἀποφυγὴν ἀνωφελῶν ταξειδίων καὶ παρατεταμένων ἀπουσιῶν, ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, προέδρων τῶν διαφόρων οἰκείων Ἐπιτροπῶν, καταστρώνει τὸ γενικὸν σχέδιον τῶ συνόδων τῆς Ὁμάδος τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἵτινες πρόκειται νὰ συνέλθουσιν εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

797 4. Ὁ Διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεχούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς καὶ ἐνδεχομένως, εἰς τὰς διεθνεῖς ὀργανώσεις, αἵτινες θὰ ἔχωσι μετάσχει. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς αὐτὰς ἕνα τοὐλάχιστον μῆνα, πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως. Δύναται νὰ γίνῃ παρέκκλισις ἀπὸ τοῦ ὅρου τούτου μόνον ὁσάκις αἱ σύνοδοι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν λαμβάνουν χώραν ἀμέσως πρὸ τῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Τὰ θέματα ἅτινα δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικείμενον ἐκθέσεως, ἤτις νὰ ἔφθασεν εἰς τὸν προορισμόν της ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, δὲν δύναται νὰ ἀναγραφῶσιν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 17

Καθήκοντα τοῦ Διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.

798 1 (1). Ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν. Εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

799 (2) Τηρεῖ τὰ ἀρχεῖα τῆς Ἐπιτροπῆς.

800 (3) Ὁ Διευθυντὴς βοηθεῖται ὑπὸ γραμματείας, συγκροτουμένης ἀπὸ εἰδικευμένον προσωπικόν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς του διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς.

801 (4) Τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν, τῶν ἐργαστηρίων καὶ τῶν τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων μιᾶς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ὑπάγεται ἀπὸ ἀπόψεως διοικήσεως, ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

802 2. Ὁ Διευθυντὴς ἐκλέγει τὸ τεχνικὸν καὶ τὸ Διοικητικὸν Προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκεκριμένου Προϋπολογισμοῦ.

Ὁ διορισμὸς τοῦ τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ τούτου προσωπικοῦ, ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ. Ἡ ὁριστικὴ ἀπόφασις διορισμοῦ ἢ ἀπολύσεως ἀνήκει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

803 3. Ὁ Διευθυντὴς μετέχει αὐτοδικαίως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν. Λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

804 4. Ὁ Διευθυντὴς ἐκθέτει τὰ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἰς ἔκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

805 5. Ὁ Διευθυντὴς ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ, ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ προηγουμένου ἔτους, πρὸς τὸν σκοπὸν πληροφοριοδοτήσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

806 6. Ὁ Διευθυντὴς ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. Ἡ ἔκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἔγκρισίν της, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις τὴν ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

807 7. Ὁ Διευθυντὴς καταρτίζει, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνσωματώσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὰς ἐτησίας προβλέψεις τοῦ Προυπολογισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, τὰς προβλέψεις δαπανῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸ ἑπόμενον ἔτος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐγκριθείσης ἐκτιμήσεως ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

808 8. Ὁ Διευθυντὴς μετέχει, καθ' ὃ μέτρον εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς βοηθείας τῆς Ἑνώσεως ἐντὸς τοῦ Πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 18.

Προτάσεις διὰ τὰς διοικητικὰς Διασκέψεις.

809 1. Συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 191 αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ διατυπώνωσι προτάσεις τροποποιήσεως τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 203 προβλεπομένων Κανονισμῶν.

810 2. Αἱ προτάσεις αὗται ἀποστέλλονται ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις συγκεντρώνει, συντονίζει καὶ ἀνακοινοῖ ταύτας κατὰ τοὺς εἰς τὸν ἀριθμὸν 627 προβλεπομένους ὅρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 19.

Σχέσεις τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν μεταξύ των καὶ μετ' ἄλλων διεθνῶν ὀργανώσεων.

811 1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύνανται νὰ συνιστῶσι μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος.

812 (2) Οἱ Διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δύνανται ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὀργανοῦσι μικτὰς συνελεύσεις ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν δύο συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινοῦ ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια γνωματεύσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῆ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἑκάστης τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

813 2. Ὅταν συμβουλευτικὴ τις Ἐπιτροπὴ προσκαλεῖται νὰ ἐκπροσωπηθῇ εἰς σύνοδον ἑτέρας συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἢ Διεθνοῦς τινος Ὀργανισμοῦ ἡ Γενικὴ Συνέλευσις αὐτῆς ἢ ὁ Διευθυντὴς της ἐξουσιοδοτεῖται λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὰ τοῦ ἀριθμοῦ 15, νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκπροσώπησιν αὐτὴν μὲ συμβουλευτικὴν ψῆφον.

814 3. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ὁ Πρόεδρος τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ οἱ ἀντιπρόσωποί των δύνανται νὰ παρίστανται, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα εἰς τὰς συνελεύσεις συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, μία Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνόδους της, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, ἐκπροσώπους παντὸς μονίμου ὀργανισμοῦ τῆς Ἑνώσεως, ὅστις δὲν ἐθεώρησεν ἀναγκαῖον νὰ ἀποστείλῃ τοιούτους.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον
εἰς τὴν
Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
(MONTREUX 1965)

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι λαμβάνουν σημείωσιν τῶν ἑπομένων δηλώσεων αἵτινες ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων (MONTREUX, 1965) :

I.

Διὰ τὸ 'Αφγανιστάν :

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τοῦ 'Αφγανιστὰν εἰς τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς 'Ενώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965) ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ μὴν ἀποδέχεται οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὴν "Ενωσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν της ὑπηρεσιῶν ἐν περιπτώσει καθ' ἣν χῶραι Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965).

II.

Διὰ τὴν 'Αλγερίαν ('Αλγερινὴ Δημοκρατί αΔημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή) :

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς 'Αλγερινῆς Δημοκρατικῆς καὶ Λαϊκῆς Δημοκρατίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μερικὰ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965), ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν θὰ παρέβλαπτον τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώσεως.

III.

Διὰ τὴν 'Αλγερίαν ('Αλγερινὴ Δημοκρατία Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή) :

Τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς 'Αραβίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ 'Ιράκ, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς 'Ιορδανίας, τὸ Κράτος τοῦ Κουβεΐτ, τὸν Λίβανον, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν 'Αραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Συρίας, τὴν 'Ηνωμένην 'Αραβικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδὰν καὶ τὴν Τυνησίαν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω Χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἡ ὑπογραφὴ παρ' αὐτῶν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραὶ 1965) ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρα ἐνδεχομένως ἐπικύρωσις τῆς πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, δὲν ἰσχύουν ὅσον ἀφορᾶ τὸ ἀναγεγραμμένον ἐν τῷ παραρτήματι 1 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως Μέλος ὑπὸ τὸ ὄνομα 'Ισραὴλ καὶ οὐδόλως συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισίν του.

IV

Διὰ τὴν 'Αλγερίαν (Δημοκρατία τῆς 'Αλγερίας Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκή), τὴν ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τοῦ Καμερούν, τὴν Κεντροαφρικανικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό (Μπράζαβιλ), τὴν Δημοκρατίαν τῆς ἀκτῆς τοῦ 'Ελεφαντοστοῦ, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης, τὴν Αἰθιοπίαν, τὴν Γκαμπονεζικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Γκάνα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ "Ανω Βόλτα, τὴν Κένυα, τὴν Δημ. τῆς Λιβερίας, τὸ Μαλάουϊ, τὴν Δημ. τῆς Μαδαγασκάρης, τὴν Δημ. τοῦ Μαλί, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν 'Ισλαμικὴν Δημ. τῆς Μαυριτανίας, τὴν Δημ. τοῦ Νιγὲρ, τὴν ὁμόσπονδον Δημ. τῆς Νιγηρίας, τὴν Οὐγκάντα, τὴν 'Ηνωμένην 'Αραβικὴν Δημοκρατίαν τὴν Δημ. τῆς Σομαλίας, τὴν Δημ. τῆς Ρουάντα, τὴν Δημ. τῆς Σενεγάλης, τὴν Σιέρα Λεόνε, τὴν Δημ. τοῦ Σουδάν, τὴν 'Ηνωμένην Δημ. τῆς Ταγκανίας, τὴν Δημ. τοῦ Τσάδ, τὴν Τογκολεζικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Τυνησίαν, καὶ τὴν Δημ. τῆς Ζαμβίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἀνωτέρω Χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἡ ὑπογραφὴ παρ' αὐτῶν τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965) ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρα ἐπικύρωσις τῆς Πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των δὲν ἐπάγεται εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν τὴν ἀναγνώρισιν τῆς παρούσης Κυβερνήσεως τῆς Νοτιο-'Αφρικανικῆς Δημοκρατίας ὑπὸ τῶν Κρατῶν τούτων καὶ δὲν συνεπάγεται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἔναντι αὐτῆς τῆς Κυβερνήσεως.

V.

Διὰ τὴν 'Αργεντινὴν Δημοκρατίαν.

'Η 'Αργεντινὴ Δημοκρατία δηλώνει :

'Η Διεθνὴς Σύμβασις τῶν τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραὶ 1965) καθορίζει εἰς τὸν ἀριθμὸν 4 ὅτι εἶναι μέλος τῆς 'Ενώσεως πᾶσα χώρα ἡ ὁμὰς ἐδαφῶν, ἐκ τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ παραρτήματι 1.

Τὸ παράρτημα 1 ἀναφέρει, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, «Τὰ ὑπερπόντια ἐδάφη τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις διασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου 'Ιρλανδίας» 'Η προαναφερθεῖσα Κυβέρνησις συνηθίζει νὰ περιλαμβάνῃ εἰς τὸ σύνολον αὐτὸ τὸ ἔδαφος τὸ ὁποῖον ὀνομάζει αἱ « Νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξαρτήσεις των » καὶ τὰ «Βρεττανικὰ ἐδάφη ἀνταρκτικῆς».

'Η 'Αργεντινὴ ἀντιπροσωπεία δηλώνει ρητῶς ὅτι τὸ γεγονὸς αὐτὸ οὐδόλως θίγει τὴν Κυριαρχίαν τῆς 'Αργεντινῆς ἐπὶ τῶν νήσων MALOUINES, τὰς νήσους SANDUICH DU SUD καὶ τὰς νήσους DE LA GEORGIE DU SUD.

Τὸ 'Ηνωμένον Βασίλειον κατέχει τὰς νήσους ταύτας διὰ τῆς βίας, πρᾶγμα τὸ ὁποῖον οὐδέποτε ἐδέχθη ἡ Κυβέρνησις τῆς 'Αργεντινῆς, ἡ ὁποία ἐπιβεβαιώνει ἐκ νέου τὰ ἀπαράγραπτα δικαιώματα τῆς 'Αργεντινῆς Δημοκρατίας καὶ δηλώνει ὅτι τὰ ἐδάφη ταῦτα καὶ αἱ περιλαμβανόμεναι γαῖαι ἐντὸς τοῦ 'Αργεντινοῦ τομέως τῆς ἀνταρκτικῆς δὲν εἶναι οὔτε ἀποικία, οὔτε κατοχὴ οἱουδήποτε ἔθνους καὶ ὅτι ἀποτελοῦν ἐνιαῖον τμῆμα τοῦ ἀργεντινοῦ ἐδάφους. Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν χρησιμοποιουμένην ὀνομασίαν εἰς τὸ ἐν λόγῳ κείμενον διὰ τὴν ὑπόδειξιν τῶν νήσων MALOUINES ἡ ἀργεντινὴ ἀντιπροσωπεία κρίνει ἐπίκαιρον νὰ ὑπομνήσῃ τὴν ἀπόφασιν τῆς εἰδικῆς 'Επιτροπῆς τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν τῆς ἐπιφορτισμένης νὰ μελετήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς δηλώσεως τῆς σχετικῆς μὲ τὴν παραχώρησιν τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς λαούς των.

'Η ἐπιτροπὴ αὕτη δεχθεῖσα διὰ γενικῆς ἐγκρίσεως τὴν ἔκθεσιν τῆς ὑποεπιτροπῆς III ἐπὶ τῶν νήσων MALOUINES μὲ ἡμερομηνίαν 13 Νοεμβρίου 1964, ἀπεφάσισε κατὰ πλειοψηφίαν ὅτι ἡ λέξις MALOUINES θὰ ἐνεφανίζετο συνδεδεμένη μὲ τὸ ὄνομα FALKLAND εἰς ὅλα τὰ ἔγγραφα τῆς εἰδικῆς ἐπιτροπῆς τῆς προτάσεως γενομένης ὅτι αὐτὴ ἡ λύσις συμβιβασμοῦ θέλει υἱοθετηθεῖ δι' ὅλα τὰ ἔγγραφα τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

'Η ἀνωτέρω δήλωσις δέον νὰ θεωρεῖται ὡς ἔχουσα ἐφαρμογὴν εἰς οἱανδήποτε ἄλλην ἐγγραφὴν τῆς ἰδίας τάξεως ἥτις θὰ περιεῖχετο εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

VI

Διὰ τὴν 'Αργεντινὴν Δημ. τὴν Βολιβίαν, τὴν Βραζιλίαν, τὴν Χιλήν, Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας, Κόστα, Ρίκα, τὸν 'Ισημερινόν, τὴν Γουατεμάλαν, τὸ Μεξικόν, τὴν Νικαράγουαν, Παναμᾶ, Παραγουάη, Περοῦ καὶ τὴν

Δημοκρατίαν τῆς Βενεζουέλας αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι δὲν δέχονται τὴν ἀρχὴν τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς διασκέψεις καὶ περιοχικὰς συνόδους, μετὰ δικαιώματος ψήφου, τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἅτινα δὲν ἀνήκουν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχήν.

VII

Διὰ τὴν Κοινοπολιτείαν τῆς Αὐστραλίας, τὴν Μάλταν τὸ Μαλάουϊ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων, τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, ὡς καὶ τὸ Τρινιτὲ καὶ Τομπάγκον.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἔκριναν ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των, κατὰ τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διοθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν πρωτοκόλλων ἅτινα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρεκώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

VIII

Διὰ τὴν Αὐστρίαν, τὸ Βέλγιον, τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὸ Πριγκηπᾶτον τοῦ Λιχτενστάϊν, τὸ Λουξεμβοῦργον τὴν Νορβηγίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν, τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σουηδίαν καὶ τὴν Ἑλβετικὴν ὁμοσπονδίαν :

Εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 15 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) αἱ Ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω ἀναφερομένων χωρῶν δηλώνουν ρητῶς ὅτι διατηροῦν τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς ὁποίας διετύπωσαν ἐν ὀνόματι τῶν Διευθύνσεών των κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 15 Κανονισμῶν.

IX

Διὰ τὸ Βέλγιον :

Ὑπογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπία τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐπιφυλάξεων αἵτινες θὰ προεκάλουν αὔξησιν τοῦ ἀναλογοῦντος μεριδίου συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

X

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας καὶ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν, δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των.

1. Ὅτι ἡ ληφθεῖσα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς Διοθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἀπόφασις ἀναγνωρίσεως τῶν διαπιστευτηρίων τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ TCHANG-GAI-CHEK διὰ συμμετοχὴν εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ δι' ὑπογραφὴν τῶν τελικῶν Πράξεών της, ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας εἶναι παράνομος, διότι οἱ νόμιμοι ἐκπρόσωποι τῆς Κίνας εἰς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, ὅπως καὶ εἰς ἑτέρους διοθνεῖς ὀργανισμούς, δὲν δύνανται νὰ εἶναι παρὰ ἐκεῖνοι οἵτινες ὑποδεικνύονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας.

2. Ὅτι αἱ ἀρχαὶ τῆς Σαϊγκὸν δὲν ἐκπροσωποῦν πράγματι τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ δὲν δύνανται συνεπῶς νὰ ὁμιλοῦν ἐξ ὀνόματός του εἰς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφὴ τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Ἀρχῶν αὐτῶν, ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὰς Πράξεις αὐτὸς ἐν ὀνόματι τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ στερεῖται οἱασδήποτε νομιμότητος.

3. Ὅτι ὑπογράφουσαι τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἡ Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας, ἡ Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας καὶ ἡ Ἕνωσις τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν δηλοῦσιν ὅτι ἀφήνουν ἀνοικτὸν τὸ θέμα τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν (GENEVE 1959)

XI

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Ρουμανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρ. τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὅτι θεωροῦν ὡς ἀπολύτως ἀδικαιολόγητον καὶ ὡς στερούμενον πάσης νομικῆς ἀξίας, τὸν ἰσχυρισμὸν τῶν ἐκπροσώπων τῆς Ν. Κορέας νὰ ὁμιλοῦν εἰς τοὺς Κόλπους τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐξ ὀνόματος ὁλοκλήρου τῆς Κορέας διότι τὸ καθεστὼς νευρόσπαστον τῆς Ν. Κορέας δὲν ἀντιπροσωπεύει καὶ δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὸν Κορεατικὸν λαόν.

XII

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῆς Βιρμανίας: Ὑπογράφουσα τὴν παρούσαν σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἑνώσεως τῆς Βιρμανίας δηλώνει ὅτι διαφυλάττει τὸ δικαίωμα διὰ τὴν Κυβέρνησίν της νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἐπιφυλάξεις θὰ προεκάλουν αὔξησιν τῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XIII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λ. Δημ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας τὴν Λαϊκήν, Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα διὰ τὰς Κυβερνήσεις των νὰ ἀποδεχθοῦν ἢ ὄχι τὸν Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν, εἴτε ἐν τῷ συνόλῳ του, εἴτε ἐν μέρει.

XIV

Διὰ τὴν Λαϊκήν, Δημ. τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Τσεχοσλοβακίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν θεωροῦν ὡς παράνομον καὶ ἄνευ δικαιώματος τὴν ὑπογραφὴν ἐπ' ὀνόματι τῆς Κίνας ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τοῦ TCHANG GAI-CHEK τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), διότι οἱ μόνοι νόμιμοι ἐκπρόσωποι τῆς Κίνας ἔχοντες τὸ δικαίωμα τοῦ ὑπογράφειν τὰς Διεθνεῖς Συμφωνίας ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας εἶναι οἱ ὑποδεικνυόμενοι ἐκπρόσωποι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημ. τῆς Λαϊκῆς Κίνας.

Συνάμα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι, δεδομένης τῆς παρούσης καταστάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Νοτίου Βιετ-Νάμ καὶ τῶν Συμφωνιῶν τῆς Γενεύης, αἱ Κυβερνήσεις των δὲν δύνανται νὰ θεωρήσουν τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σαϊγκὸν ὡς ἐκπροσωποῦσαν τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τοῦ Ν. Βιέτ-Νάμ.

XV

Διὰ τὴν ὁμόσπονδον Δημ. τοῦ Καμερούν.

Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς ὁμοσπόνδου Δημοκρ. τοῦ

Καμερούν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι αὕτη διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν αἱ τιθέμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἑτέρων ἀντιπροσωπειῶν ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεών των ἢ ὁ μὴ σεβασμὸς τῆς Συμβάσεως θὰ προεκάλει δυσχερείας εἰς τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

Ἐξ ἄλλου ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημ. τοῦ Καμερούν δὲν δέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων γενομένων ἐπιφυλάξεων, ἔχουσαν ὡς συνέπειαν τὴν αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XVI

Διὰ τὸν Καναδᾶ :

Ἡ ὑπογραφὴ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ὑπὸ τοῦ Καναδᾶ ὑπόκειται εἰς τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ χώρα αὐτὴ δὲν δέχεται νὰ δεσμευθῇ μὲ τὸν τηλεφωνικὸν Κανονισμόν.

Ἐν τούτοις δέχεται νὰ δεσμεύεται ὑπὸ τῶν ἄλλων Διοικητικῶν Κανονισμῶν, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς ρηταὶ ἐπιφυλάξεις διατυποῦνται.

XVII

Διὰ τὴν Χιλήν :

Ἡ Χιλιανὴ ἀντιπροσωπεία ἐπισημαίνει ὅτι ὁσάκις γίνονται εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἰς τὰ παραρτήματα αὐτῆς, εἰς τοὺς κανονισμούς της, ἢ καὶ εἰς ἔγγραφα οἱασδήποτε φύσεως, μνεῖαι ἢ ἀναφοραὶ «εἰς ἐδάφη τῆς ἀνταρκτικῆς» ὡς ἐξηρτημένων ἐξ οἱουδήποτε Κράτους αἱ μνεῖαι αὐταὶ ἢ ἀναφοραὶ δὲν ἐφαρμόζονται οὔτε δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν διὰ τὸν χιλιανὸν τομέα τῆς ἀνταρκτικῆς, ὅστις ἀποτελεῖ τμῆμα ἑνιαίου τοῦ Ἐθνικοῦ ἐδάφους τῆς Χιλιανῆς Δημοκρ. καὶ ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἡ Δημ. αὕτη κέκτηται ἀπαράγραπτα δικαιώματα.

XVIII

Διὰ τὴν Κίνα :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας εἰς ἣν Διάσκεψιν τῶν πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ὡς καὶ εἰς ATLANTIC CITY, εἰς BUENOS AIRES καὶ εἰς Γενεύην, εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσώπευσις τῆς Κίνας εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην καὶ ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς ἀναφερθείσης Διασκέψεως.

Ὅλαι αἱ δηλώσεις ἢ ἐπιφυλάξεις αἵτινες ἐγένοντο ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ εἶναι συνημμέναι εἰς αὐτὴν καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι μὲ τὴν θέσιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας τὴν ἐκτεθεῖσαν ἀνωτέρω, εἶναι παράνομοι καὶ συνεπῶς ἀνύπαρκτοι καὶ μὴ γενόμεναι.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Δημοκρατία τῆς Κίνας δὲν δέχεται ἔναντι αὐτῶν τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀπορρέουσαν ἀπὸ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) οὔτε ἀπὸ οὐδὲν πρωτόκολλον ἀναφερόμενον εἰς ταύτην.

XIX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κύπρου δηλώνει ὅτι ἡ κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τῆς Κύπρου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ οὐδεμίαν οἰκονομικὴν παρέμπτωσιν ἥτις ἐνδεχομένως θὰ ἠδύνατο νὰ προκύψῃ ἀπὸ ἐπιφυλάξεις γενομένας ἐκ μέρους ἑτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MONTREUX 1965)

XX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας καὶ τὴν Ἱσπανίαν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Δημοκρατίας τῆς Κολομβίας καὶ τῆς Ἱσπανίας δηλώνουν ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐξ ἐπιφυλάξεων αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ ἔχουν ὡς ἀποτέλεσμα αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κορέας δηλώνει ὅτι ὡς καὶ καθ' ὅλας τὰς Διασκέψεις τὰς γενομένας ἀφ' ὅτου ἡ Κορέα προσεχώρησεν εἰς τὴν ἕνωσιν εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσωπεία δι' ὅλην τὴν Κορέαν καὶ ὅτι ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως.

Ὅλαι αἱ δηλώσεις ἢ ἐπιφυλάξεις αἱ γενόμεναι ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἢ εἶναι συνημμέναι τῇ παρούσῃ Συμβάσει, καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι μὲ τὴν θέσιν τῆς Δημ. τῆς Κορέας τὴν ἐκτεθεῖσαν ἀνωτέρω εἶναι παράνομοι καὶ κατὰ συνέπειαν ἀνύπαρκτοι καὶ μὴ γενόμεναι.

XXII

Διὰ τὴν Κόστα Ρίκα.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κόστα Ρίκα δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάττει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀπορρίψῃ τὰς συνεπείας τῶν ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων γενομένων ἐπιφυλάξεων, αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ συνεπάγωνται αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ ἠδύναντο νὰ ζημιώσουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

XXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάττει διὰ τὴν κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἢ νὰ ἀρνεῖται τὰς συνεπείας τῶν γενομένων ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἄλλων κυβερνήσεων καὶ αἱ ὁποῖαι θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ συνεπάγωνται αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXIV

Διὰ τὴν Κούβαν:

Ὑπογράφουσα τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἐν ὀνόματι τῆς Δημοκρατίας τῆς Κούβας, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κούβας, διατυπώνει ρητὴν ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ προσθέτου Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν παρατιθεμένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 203 καὶ ἑπομένους (ἄρθρον 15) τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

XXV

Διὰ τὴν Κούβαν τὴν Λαϊκὴν Δ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας καὶ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἤθελον κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων των ἐὰν διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις παρ' ἄλλων χωρῶν θὰ συνεπήγοντο αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς ἑνώσεως, ἢ ἐὰν μέλη τινὰ τῆς Ἑνώσεως δὲν καταβάλλουν τὴν μερίδα των διὰ τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXVI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημ. τῆς Δαχομέης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα:

1. νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπισύρῃ αὔξησιν τῆς μερίδος τῆς συνεισφορᾶς εἰς τὴν Ἕνωσιν.

2. νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπι-

κοινωνιῶν εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX1965)

XXVII

Διὰ τὴν Δανίαν τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν καὶ τὴν Σουηδίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων αἵτινες θὰ προεκάλουν αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXVIII

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς:

Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς δηλώνουν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπ' ὀνόματί των αἱ Ἡνωμ. Πολ. τῆς Ἀμερικῆς δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναφορικῶς μὲ τὸν τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν ἢ τὸν Πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965)

XXIX

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Αἰθιοπίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ συνεργαζόμενα Μέλη θὰ παρέλιπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν ἤθελον δυσχεράνει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XXX

Διὰ τὴν Ἑλλάδα.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐξ ἐπιφυλάξεων γενομένων παρ' ἑτέρων Κυβερνήσεων, αἵτινες θὰ συνεπήγοντο αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως. Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησίν της νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα πρὸς προστασίαν τῶν συμφερόντων της καθ' ἣν περίπτωσιν μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ κατέβαλον τὴν μερίδα των διὰ τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλιπον κατ' ἄλλον τινὰ τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων της, ἢ τῶν συνημμένων αὐτῇ πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν θὰ ἐδυσχέραινον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XXXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουϊνέας καὶ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα διὰ τὰς ἀντιστοίχους κυβερνήσεις των νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἔκριναν ἀναγκαῖα διὰ νὰ διασφαλίσουν τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των, ἐὰν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ βλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τῶν Τηλεπικοινωνιῶν των.

XXXII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας :

1. Ὑπογράφουσα τὰς ὁριστικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν οἰκονομικὴν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων, αἱ ὁποῖαι ἔγιναν ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν οἰκονομικῶν τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ οἱασδήποτε ἀντιπροσωπείας λαβούσης μέρος εἰς τὴν ἐν λόγῳ Διάσκεψιν.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφὴ τῆς Συμβάσεως ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ ἀντιπροσωπείας ὑπόκειται ἐπίσης εἰς τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας θὰ δύναται ἢ ὄχι νὰ εὑρεθῇ εἰς θέσιν νὰ δέχεται μερικὰς διατάξεις τοῦ τηλεγραφικοῦ κανονισμοῦ καὶ τοῦ τηλεφωνικοῦ κανονισμοῦ (GENEVE 1958) τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως.

3. Ἐπὶ πλέον ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημ. Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἐνδεχομένως τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα διὰ τὴν διασφάλισιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν Μονίμων ὀργανισμῶν της, ὡς καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν παρατιθεμένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως Κανονισμῶν, ἐὰν μία οἱαδήποτε χώρα κάμνῃ ἐπιφυλάξεις ἢ δὲν δέχεται τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν προαναφερθέντων Κανονισμῶν.

XXXIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας :

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφή, ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ ἀντιπροσωπείας τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) καὶ ἡ ἐνδεχομένη μεταγενεστέρα ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως ταύτης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεώς της δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθῇ ὡς ἀναγνώρισις ὑπὸ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας τῆς «Ὁμοσπόνδου Μαλαισίας», τῆς «Κίνας» καὶ ἄλλων χωρῶν μὴ ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντα της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν δυσχεραίνουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XXXIV.

Διὰ τὸ Ἰράν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἰρὰν ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν τὰ Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ βλάψουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

XXXV.

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ :

Αἱ γενόμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἀλγερίας (Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας, Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς) τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας ,τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἰράκ, τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς Ἰορδανίας, τοῦ Κράτους τοῦ Κουβέϊτ, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Συρίας, τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Δημοκρ. τοῦ Σουδὰν καὶ τῆς Τυνησίας εὑρίσκονται εἰς φανερὰν ἀντίθεσιν μὲ τὰς ἀρχὰς καὶ τὰ ἀντικείμενα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, καὶ συνεπῶς στεροῦνται οἱασδήποτε νομικῆς ἀξίας. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσραὴλ καθιστᾶ γνωστὸν ἐπισήμως ὅτι ἀπορρίπτει τὰς ἐπιφυλάξεις ταύτας τελείως καὶ ἁπλῶς καὶ θεωρεῖ ὅτι δὲν δύνανται νὰ ἔχουν οὐδεμίαν ἀξίαν ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσραὴλ θὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν δικαιωμάτων ἅτινα τῆς ἀνήκουν

διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν αἱ Κυβερνήσεις, τῆς 'Αλγερίας ('Αλγερινῆς Δημοκρατίας Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς) τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς 'Αραβίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ 'Ιράκ, τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς 'Ιορδανίας, τοῦ Κράτους τοῦ Κουβέϊτ, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Βασιλείου, τοῦ Μαρόκου, τῆς 'Αραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Συρίας, τῆς 'Ηνωμένης 'Αραβικῆς Δημοκρατίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδὰν καὶ τῆς Τυνησίας, ἤθελεν καθ' οἱονδήποτε τρόπον παραβιάσει ἓν οἱονδήποτε ἄρθρον τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν.

XXXVI.

Διὰ τὴν 'Ιταλίαν :

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς 'Ιταλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει, καθ' ἣν Μέλη τινα ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς 'Ενώσεως, δὲν ἤθελον καταβάλει τὴν μερίδα των συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώσεως, ἢ θὰ παρέλιπον καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι παρ' ἄλλων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἰδίων της ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

XXXVII.

Διὰ τὴν 'Ιαμαϊκήν :

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς 'Ιαμαϊκῆς ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰς μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ κατέβαλον τὴν μερίδα συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώσεως, ἢ θὰ παρέλιπον κατ' ἄλλον τινὰ τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς 'Ιαμαϊκῆς.

XXXVIII.

Διὰ τὴν Κένυα.

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Κένυα ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα, θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της, ἐάν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις, τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν παραρτημάτων καὶ κανονισμῶν οἱ ὁποῖοι εἶναι προσηρτημένοι εἰς ταύτην ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἐπιφυλάξεις θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XXXIX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας.

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας, ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις αὐτῶν τῶν χωρῶν δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

XL

Διὰ τὴν Μαλαισίαν :

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαλαισίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς 'Ενώσεως θὰ παρέλιπον, καθ' οἱονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν. (MONTREUX 1965)

XLI

Διὰ τὴν 'Ισλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας :

'Η ἀντιπροσωπεία, τῆς 'Ισλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέονησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτοα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντα τῶν τηλεπικοινωνιῶν της ἐὰν Μέλη τινά ἢ συνεογαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ νὰ μὴ δέχεται οὐδεμίαν ἐπιφύλαξιν γινομένην ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων, δι' ἧς θὰ ἠδύνατο νὰ αὐξηθῇ τὸ ποσὸν τῆς μερίδος της συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώσεως.

XLII

Διὰ τὸ Νεπάλ :

'Η ἀντιπροσωπεία τοῦ Βασιλείου τοῦ Νεπάλ ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ Μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της καθ' ἣν περίπτωσιν ἐπιφυλάξεις διατυπούμενοι ὑπὸ ἄλλων χωοῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XLIII

Διὰ τὴν ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας.

'Υπογράφουσα τὴν παοοῦσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέονησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ Μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὸ προφυλάξῃ τὰ συμφεοντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς 'Ενώσεως δὲν θὰ κατέβαλον τὸ μερίδιον των εἰς τὰς δαπάνας τῆς 'Ενώσεως ἢ θὰ παρέλιπον κατ' ἄλλον τινα τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατόξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν παραοτημάτων της ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἤθελον παραβλάψει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας.

XLIV

Διὰ τὴν Οὐγκάντα.

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Οὐγκάντα ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὸ λσμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὸ νὰ προφυλόξῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν παραρτημάτων καὶ Κανονισμῶν τῶν συνημμένων εἰς ταύτην ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

XLV.

Διὰ τὸ Πακιστάν :

'Η Κυβέρνησις τοῦ Πακιστὰν δηλώνει ὅτι κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἐπ' ὀνόματί της τῆς Συμβάσεως ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ προσχωρήσῃ εἰς ὅλας ἢ τινὰς τῶν διατάξεων τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν. 'Η Κυβέρνησις τοῦ Πακιστὰν δηλώνει ἐπὶ πλέον ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἢ ὄχι τὰς συνεπείας τὰς ὁποίας θὰ ἦτο δυνατὸν νὸ προκαλέσῃ ἡ μὴ προσχώρησις ἄλλης χώρας Μέλους τῆς 'Ενώσεως εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην κανονισμῶν.

XLVI.

Διὸ τὸν Παναμᾶ :

'Η ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμᾶ εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς 'Ενώ-

σεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμᾶ δὲν δέχεται οὐδεμίαν οἰκονομικὴν παρέμπτωσιν ἡ ὁποία θὰ ἦτο ἐνδεχόμενον νὰ προκύψῃ ἐκ τῶν διατυπουμένων ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἄλλων μετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν Κυβερνήσεων, ἐπὶ οἱουδήποτε ζητήματος σχετικοῦ μὲ τὰ οἰκονομικὰ τῆς Ἑνώσεως.

XLVII.

Διὰ τὸ Περού :

Ἡ Δημοκρατία τοῦ Περοῦ ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα :

1. Νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα ἅτινα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη θὰ παρέλιπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν συνημμένων παραρτημάτων ἢ πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ τῶν Μελῶν της ἢ συνεργαζομένων μελῶν θὰ προεκάλουν αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

2. Νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῇ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως.

XLVIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :

Δεδομένου ὅτι αἱ γενόμεναι ἐκ μέρους χωρῶν τινων ἐπιφυλάξεις εἶναι φύσεως δυναμένης νὰ παραβλάψῃ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἐπιφυλάσσει ρητῶς εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς Κυβεονήσεώς :ης, νὰ δέχεται ἢ νὰ ἀρνῆται ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὰς διατάξεις τῶν τηλεγραφικῶν καὶ τηλεφωνικῶν κανονισμῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν οἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) καὶ οἵτινες τὴν συμπληρώνουν.

XLIX.

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :

Ἡ Πορτογαλικὴ ἀντιπροσωπεία παρὰ τῇ Διασκέψει Πληρεξουσίων τῆς U.I.T. (MONTREUX 1965).

Κρίνουσα:

α) Ὅτι ἡ ἀπόφασις ὑπ' ἀριθμ. 46 ἥτις υἱοθετήθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἔχει σχέσιν μὲ ζητήματα ἀποκλειστικῶς πολιτικοῦ χαρακτῆρος καὶ εὑρισκόμενα τελείως ἐκτὸς τοῦ πλαισίου τῆς Ἑνώσεως,

β) ὅτι ἡ ἀπόφασις αὕτη υἱοθετήθη χωρὶς νὰ ἀποφανθῇ ἡ Διάσκεψις σύμφωνα μὲ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 611 τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης (1959) Γενικοῦ κανονισμοῦ ἐπὶ τοῦ ζητήματος τῆς ἁρμοδιότητος τὸ ὁποῖον γραπτῶς ἐτέθη ὑπὸ τῆς Πορτογαλικῆς ἀντιπροσωπείας (Πρακτικὸν τῆς Ἑβδόμης Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς 21ης Σεπτεμβρίου 1965, ἔγγραφον ὑπ' ἀριθ. 153) :

Δηλώνει :

Ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν θεωρεῖ τὴν ὑπ' ἀριθμ. 46 ἀπόφασιν ὡς παράνομον καὶ κατὰ συνέπειαν ἀνύπαρκτον.

L.

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας :

—Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλειου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας δηλώνει ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν ὑπὸ τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπείας γενομένην δήλωσιν διότι ἡ δήλωσις αὕτη ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν, τῆς Κυβερνήσεως τῆς αὐτῆ ς Μεγαλειότητος ἐπὶ τῶν νήσων FALKLAND καὶ τὰς ἐξαρτήσεις των, ὡς ἐπίσης καὶ ἐπὶ τοῦ ἀνταρκτικοῦ Βρεττανικοῦ ἐδάφους καὶ ἐπιθυμεῖ ρητῶς νὰ ἐπιφυλάξῃ τὰ δικαιώματα διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς αὐ τῆς Μεγαλειότητος ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου. Αἱ νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξαρτήσεις των καθὼς καὶ τὸ Βρεττανικὸν ἔδαφος τῆς ἀνταρκτικῆς εἶναι καὶ συνεχίζουν νὰ εἶναι τμῆμα ἑνιαίων τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων τὸ σύνολον συγκροτεῖ τὸ Μέλος της Ἑνώσεως τὸ γνωστὸν ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν «ὑπερπόντια ἐδάφη τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις διασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας», ἐν ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας προσεχώρησε εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Γενεύης (1959) τὴν 9ην Δεκεμβρίου 1961 καὶ τὸ ὁποῖον ὁρίζεται κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον εἰς τὸ παράρτημα 1 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965)

—Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται ἐξ ἄλλου νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐκφρασθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπείας γνώμην συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν δέον νὰ προστεθῇ ὁ ὅρος «MALOUINES» εἰς τὴν ἔνδειξιν τῶν νήσων FALKLAND καὶ τὰς ἐξαρτήσεις των.

Ἡ ἀπόφασις νὰ ἀκολουθῆται ἡ τελευταία αὕτη ἔνδειξις μὲ τὸν ὅρον «MALOUINES» ἀφορᾶ μόνον τὰ ἔγγραφα τῆς εἰδικῆς ἐπιτροπῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἥτις εἶναι ἐπιφορτισμένη μὲ τὴν μελέτην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς δηλώσεως τῆς σχετικῆς μὲ τὴν παραχώρησιν τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς χώρας ἀποικίας καὶ εἰς τοὺς λαοὺς των δὲν υἱοθετήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν δι' ὅλα αὐτῶν τὰ ἔγγραφα.

Ἡ ἀπόφασις λοιπὸν αὕτη συνεπῶς οὐδόλως ἀφορᾶ τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) οὔτε τὰ παραρτήματα αὐτῆς ἢ ἄλλα ἔγγραφα ἐκδιδόμενα ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾶ τὴν δήλωσιν τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπείας διὰ τὸ θέμα τῆς κυριαρχίας ἐπὶ τοῦ Βρεττανικοῦ ἐδάφους τῆς Ἀνταρκτικῆς, ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπισύρῃ τὴν προσοχὴν τῆς Ἀργεντινῆς Κυβεονήσεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου IV τῆς Συμφωνίας τῆς Ἀνταρκτικῆς, εἰς τὴν ὁποίαν ἡ Ἀργεντινὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβεον,ισις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου εἶναι μέρη καὶ ἡ μία καὶ ἡ ἄλλη.

LI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουάντας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέονησιν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν παραρτημάτων καὶ κανονισμῶν, ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν γενομένων ἐκ μέρους ἑτέρων Κυβερνήσεων ἐπιφυλάξεων ἐχουσαν ὡς ἀποτέλεσμα αὔξησιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

Ἐξ ἄλλου ἡ δημοκρατία τῆς Σενεγάλης ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε χρήσιμα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν ἢ ὁ μὴ σεβασμὸς τῆς Συμβάσεως θὰ ἠδύναντο νὰ παραβλάψουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

LIII.

Διὰ τὴν Σιέρρα Λεόνε :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σιέρρα Λεόνε δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη ἢ Συν-εργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἐτήρουν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν Μελῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LIV.

Διὰ τὴν Σιγκαπούρην :

Ὑπογράφοντας τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σιγκαπούρης ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της το δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν χῶραι δὲν τηροῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν ἢ νὰ ἔχουν ὡς συνέπειαν αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της το δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινα ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη θὰ παρέλιπον καθ' οἱονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραστημάτων ἢ τῶν Κανονισμῶν τὰ ὁποῖα εἶναι συνημμένα εἰς ταύτην ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

LVI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδὰν ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει, καθ' ἣν μία χώρα δὲν θὰ ἐτήρει καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ὑπὸ οἱασδήποτε χώρας ἐπιφυλάξεις θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LVII.

Διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Ὁμοσπονδίαν :

Ἐπειδὴ ὁ σεβασμὸς τοῦ δικαίου ἀποτελεῖ σταθερὰν ἀρχὴν τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας ἀκολουθουμένης πολιτικῆς, ἡ ἀντιπροσωπεία της δηλοῖ ὅτι δὲν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ τὰς ὑπ' ἀριθ. 44,45 καὶ 46 ἀποφάσεις, αἱ ὁποῖαι τῆς φαίνονται ἀντίθετοι πρὸς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 4 τῆς Συμβάσεως.

Διὰ τῆς τοιαύτης θέσεως, ἡ ἀντιπροσωπεία δὲν ἀποφαίνεται ἐπὶ τῆς οὐσίας τῶν ἐν λόγῳ ἀποφάσεων, ἀλλὰ νομίζει ὅτι αἱ διαφοραὶ πολιτικῆς φύσεως, θὰ ἔδει κατ' ἀρχήν, νὰ μένουν αὐστηρῶς μακρὰν τῶν τεχνικῶν ἱδρυμάτων.

LVIII.

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τῆς Τανζανίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην παραρτημάτων καὶ κανονισμῶν ἢ ἐὰν αἱ διατυπούμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

LIX.

Διὰ τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς:

Τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς δηλώνουν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ὀνόματι των τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς δὲν δέχονται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀφορῶσαν εἰς τὸν Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν ἢ τὸν πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ ἄρθρον 15 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965).

LX.

Διὰ τὴν Ταϋλάνδην :

Ἡ Ταυλάνδη ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ ὁδήγουν εἰς αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXI.

Διὰ τὴν Τσγκολεζικὴν Δημοκρατίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Τσγκολεζικῆς Δημοκρατίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε κατάλληλα ἐὰν μία χώρα δὲν ἐσέβετο τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις γενόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ὑπὸ Μελῶν τινων ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν θὰ συνεπήγοντο καταστάσεις ἀντιθέτους πρὸς τὰς ὑπηρεσίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν της ἢ αὔξησιν θεωρουμένην ἀρκούντως μεγάλην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXII.

Διὰ τὴν Τουρκίαν :

Ἡ Τουρκία ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ὡς ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπούμεναι ὑπὸ ἑτέρων χωρῶν θὰ ὁδήγουν εἰς αὔξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βενεζουέλας :

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Βενεζουέλας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ ὄχι τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 204 τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τοὺς διοικητικοὺς Κανονισμούς.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Βενεζουέλας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα, νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν μία ἄλλη χώρα δὲν θὰ ἐτήρει τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. Ἡ Δημοκρατία τῆς Βενεζουέλας δὲν δέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐκ διατυπουμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν παραρτημάτων της αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ ὁδηγήσουν εἰς ἄμεσον ἢ ἔμμεσον αὔξησιν τῆς μερίδος συμμετοχῆς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

LXIV.

Διὰ τὴν Ὁμόσπονδον Σοσιαλιστικὴν Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαβίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπόνδου Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι θεωρεῖ :

α) ὅτι οἱ ἐκπρόσωποι τῆς TAIWAN δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράφουν τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλε-

πικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας.

β) ὅτι οἱ ἐκπρόσωποι τοῦ Ν. Βιέτ - Νὰμ δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ὁλοκλήρου τοῦ Βιετ - Νάμ.

γ) ὅτι οἱ ἐκπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ὁλοκλήρου τῆς Κορέας.

LXV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ζαμβίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ζαμβίας δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησίν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ ἔκρινε, ἀναγκαῖον διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἱονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν της.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ τελικὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικήν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν. Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12 Νοεμβρίου 1965.

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ
συνημμένα εἰς τὴν
Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
(MONTREUX, 1965)

Οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ ἑπόμενα Πρόσθετα Πρωτόκολλα τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

(MONTREUX, 1965).

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ Ι.

Δαπάναι τῆς Ἑνώσεως διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1966 ἕως 1971.

1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ καταρτίζῃ τὸν ἐτήσιον Προϋπολογισμὸν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε αἱ ἐτήσιαι δαπάναι.

— τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου
— τῆς Γενικῆς Γραμματείας
— τῆς Διεθνοῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.
— τῶν Γραμματειῶν τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.
— τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Ἑνώσεως,

νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὰ κατωτέρω ποσὰ διὰ τὰ ἔτη 1966 καὶ ἑπόμενα, μέχρι τῆς ἑπομένης Διασκέψεως τῶν Πληρεξουσίων :

17.900.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1966
18.125.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1967
18.610.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1968
19.185.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1969
19.955.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1970
20.400.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1971

Διὰ τὰ μεθεπόμενα τοῦ 1971 ἔτη, οἱ ἐτήσιοι προϋπολογισμοὶ δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνουν πλέον τοῦ 3 ο]ο ἐτησίως τὸ καθορισμένον ποσὸν διὰ τὸ προηγηθὲν ἔτος.

2) Τὰ ὁριζόμενα ὅρια διὰ τὰ ἔτη 1966 καὶ 1967 περιλαμβάνουν ἕκαστον ἓν ποσὸν 500.000 φράγκων Ἑλβετίας διὰ πληρωμὰς αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ ἀποδειχθοῦν ἀληθῶς ἀναγκαῖαι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀποφάσεως ὑπ' ἀριθμ. 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἱαδήποτε πραγματοποιουμένη οἰκονομία εἰς αὐτὸ τὸ κονδύλιον τῶν πληρωμῶν δὲν θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιῆται δι' ἄλλους σκοπούς.

3) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ὑπερβαίνῃ τὰ καθοριζόμενα ἐν τῇ ὡς ἄνω παραγράφῳ 1 ὅρια διὰ νὰ καλύψῃ τὰς δαπάνας ἀναφορικῶς μὲ τὴν δημιουργίαν ἑνὸς σχεδίου καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Ἑνώσεως (βλέπε ἀπόφασιν ὑπ' ἀριθμ. 35 τῆς παρούσης Συμβάσεως)

4) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς δαπάνας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς Διασκέψεις καὶ συνόδους τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 208 καὶ 209 τῆς Συμβάσεως.

4. 1 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1966 ἕως 1971, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβανομένων, ἐνδεχομένως ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρου ἐδαφίου 4, 3 θὰ διατηρήσῃ τὰς δαπάνας ταύτας ἐντὸς τοῦ ὁρίου τῶν ἑπομένων ποσῶν :

4.185.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1966
2.815.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1967
4.985.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1968
5.035.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1969
1.555.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1970
5.310.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1971.

4. 2 Ἐὰν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων, μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις διὰ θέματα τηλεγραφίας ἢ τηλεφωνίας ἢ μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις διὰ θέματα ραδιοεπικοινωνιῶν δὲν θὰ ἐλάμβανον χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1968 ἕως 1971, τὸ σύνολον τῶν ἐγκεκριμένων διὰ τὰ ἔτη αὐτὰ ποσῶν θὰ ἐμειώνετο κατὰ 2.500.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ κονδύλιον τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων, κατὰ 1.500.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ κονδύλιον τῆς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἐπὶ ζητημάτων τηλεγραφίας ἢ τηλεφωνίας καὶ 2.000.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ μίαν παγκοσμίαν διοικητικὴν διάσκεψιν ἐπὶ θεμάτων ραδιοεπικοινωνιῶν Ἐὰν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων δὲν συνέλθῃ κατὰ τὸ 1971 τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἔτος πρὸς ἔτος διὰ τὰ μετὰ τὸ 1971 ἔτη, θέλει ἐγκρίνῃ τὰς πιστώσεις τὰς ὁποίας θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖον νὰ παράσχῃ διὰ τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων καὶ συνόδων τῶν προβλεπομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 208 καὶ 209 τῆς Συμβάσεως.

4. 3 Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγκρίνῃ μία ὑπέρβασιν τῶν ἐτησίων ὁρίων τῶν ὁρισμένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον 4. 1 ἐὰν ἡ ὑπέρβασις αὕτη δύναται νὰ συμψηφισθῇ διὰ πιστώσεων :

— παραμενουσῶν διαθεσίμων κατὰ ἓν προηγούμενον ἔτος,
— ἢ διὰ προαφαιρέσεως ἐπὶ ἑνὸς μελλοντικοῦ ἔτους.

5) Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἐξουσιοδοτεῖται ἐπίσης νὰ ὑπερβῇ τὰ καθορισθέντα ὅρια εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 καὶ 4, διὰ νὰ ἀντιμετωπίσῃ:

5. 1 Αὐξήσεις τῆς κλίμακος ἀποδοχῶν, παροχὰς ὑπὸ μορφὴν συντάξεων ἢ ἀποζημιώσεων, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀποζημιώσεων θέσεως αἵτινες γίνονται δεκταὶ ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ εἰς Γενεύην ὑπηρετοῦν προσωπικόν των.

5. 2 Διακυμάνσεις τῆς τιμῆς συναλλάγματος μεταξὺ τοῦ Ἑλβετικοῦ φράγκου καὶ τοῦ δολλαρίου Ἡνωμ. Πολιτειῶν αἵτινες θὰ συνεπήγοντο συμπληρωματικὰς δαπάνας διὰ τὴν Ἕνωσιν.

6) Τὸ Συμβούλιον διοικήσεως ἔχει ὡς ἀποστολὴν νὰ πραγματοποιῇ ὅλας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὀφείλει νὰ ὁρίζῃ τὰς ἐγκρινομένας δαπάνας κατ' ἔτος εἰς τὸ πλέον χαμηλὸν ἐπίπεδον σύμφωνον μὲ τὰς ἀνάγκας τῆς Ἑνώσεως ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν ὁριζομένων εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους 1 καὶ 4, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 5.

7) Ἐὰν αἱ πιστώσεις τὰς ὁποίας δύναται τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως νὰ ἐγκρίνῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν δια-

τάξεων τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἕως 5, ἀποδεικνύονται ἀνεπαρκεῖς νὰ διασφαλίσουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς πιστώσεις αὐτὰς μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως τῶν ὁποίων δεόντως ζητεῖται ἡ συμβουλή.

Οἱαδήποτε αἴτησις συμβουλῆς τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως δέον νὰ συνοδεύεται μὲ πλήρη ἔκθεσιν τῶν δεδομένων τὰ ὁποῖα δικαιολογοῦν μίαν τοιαύτην αἴτησιν.

8) Πρὸ τῆς ἐξετάσεως προτάσεων δυναμένων νὰ ἔχουν οἰκονομικὰς ἐπιπτώσεις αἱ Παγκόσμιοι Διοικητικαὶ διασκέψεις καὶ αἱ Γενικαὶ συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν θὰ πρέπῃ νὰ διαθέτουν μίαν πλήρη ἐκτίμησιν τῶν σχετικῶν συμπληρωματικῶν δαπανῶν.

9) Συνέχεια δὲν θὰ δοθῇ εἰς καμμίαν ἀπόφασιν διοικητικῆς διασκέψεως ἢ Γενικῆς συνελεύσεως μιᾶς διεθνοῦς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἐχούσης ὡς συνέπειαν ἄμεσον ἢ ἔμμεσον αὔξησιν τῶν δαπανῶν πέραν τῶν πιστώσεων τὰς ὁποίας δύναται τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως νὰ διαθέτῃ κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ὡς ἄνω παραγράφων 1 ἕως 5 ἢ ἐντὸς τῶν προβλεπομένων ἐν παραγράφῳ 7 προϋποθέσεων.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ II.

Ἀκολουθητέα Διαδικασία ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν, πρὸς ἐκλογὴν τῆς τάξεως συνεισφορᾶς των.

1) Ἕκαστον Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος δέον νὰ γνωστοποιήσῃ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1966 πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, τὴν ὑπ' αὐτοῦ ἐκλεγεῖσαν τάξιν συνεισφορᾶς ἀπὸ τὸν πίνακα τάξεων συνεισφορᾶς τὸν ἐμφαινόμενον εἰς τὸν ἀριθμὸν 212 τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965).

2) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἅτινα θὰ παραλείψουν νὰ γνωστοποιήσουν πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1966 τὴν ἀπόφασίν των, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ὅρων τῆς ὡς ἄνω παραγράφου, 1, θὰ ὑποχρεωθοῦν νὰ συνεισφέρουν κατὰ τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑπ' αὐτῶν δηλωθεισῶν μονάδων ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ III.

Ἡμερομηνία ἀναλήψεως καθηκόντων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς οἵτινες ἐξελέγησαν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων τοῦ (MONTREUX 1965) κατὰ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης ὅρους θὰ ἀναλάβουν τὰ καθήκοντά των τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1966.

Εἰς ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ πρόσθετα, ταῦτα πρωτόκολλα εἰς ἓν ἀντίτυπον, καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικήν.

Τὰ πρωτόκολλα ταῦτα θὰ παραμείνουν κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν. Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12ην Νοεμβρίου 1965.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ IV.

Μεταβατικαὶ Συμφωνίαι.

Ἡ Διάσκεψις τῶν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἀπεφάσισε ὅπως αἱ ἑπόμεναι διατάξεις ἐφαρμοσθοῦν προσωρινῶς μέχρι τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (1965).

1. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θὰ ἀπαρτισθῇ ἐξ εἰκοσιἑνέα Μελῶν ἅτινα θὰ ἐκλεγοῦν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως συμφώνως τῇ ὁριζομένῃ ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως διαδικασίᾳ. Τὸ Συμβούλιον θὰ δυνηθῇ νὰ συνέλθῃ εὐθὺς μετὰ τὴν ἐκλογήν του καὶ νὰ ἐκτελῇ τὰ καθήκοντα ἅτινα τοῦ ἐμπιστεύεται ἡ Σύμβασις.

(2) Ὁ Πρόεδρος καὶ Ἀντιπρόεδροι τοὺς ὁποίους θὰ ἐκλέξῃ τὸ Συμβούλιον διοικήσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πρώτης συνόδου του θέλουν παραμείνει ἐν ἐνεργείᾳ μέχρι τῆς ἐκλογῆς τῶν διαδόχων των ἥτις θὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἐτησίας συνόδου 1967 τοῦ Συμβουλίου.

2. Ἡ Διεθνὴς ἐπιτροπὴ καταγραφῆς συχνοτήτων θὰ ἀπαρτισθῇ ἐκ πέντε Μελῶν ἅτινα θὰ ἐκλεγοῦν ὑπὸ τῆς παρούσης Διασκέψεως, κατὰ τρόπον ὁριζόμενον ὑπ' αὐτῆς.

Τὰ Μέλη τῆς ἐπιτροπῆς θὰ ἀναλάβουν καθήκοντα τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1967.

Εἰς ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρόσθετον Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον, καὶ εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικήν.

Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 21ην Ὀκτωβρίου 1965.

Πρόσθετον Προαιρετικὸν Πρωτόκολλον εἰς τὴν Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965)

Ἀναγκαστικὸς διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ ἀκόλουθον Πρόσθετον Προαιρετικὸν Πρωτόκολλον ἀναφερόμενον εἰς τὸν ἀναγκαστικὸν διακανονισμὸν τῶν διαφορῶν καὶ ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν πράξεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων (MONTREUX 1965) τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, Μέρη τοῦ παρόντος προσθέτου Προαιρετικοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965):

Ἐκφράζουν τὴν ἐπιθυμίαν νὰ καταφεύγουν, εἰς ὅ,τι τὰ ἀφορᾷ, εἰς τὴν ὑποχρεωτικὴν διαιτησίαν διὰ τὴν ἐπίλυσιν ὅλων τῶν διαφορῶν σχετικῶς μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 15 αὐτῆς Κανονισμῶν,

Συμφωνοῦν ἐπὶ τῶν ἑπομένων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιλεγῇ δι' ἀπὸ κοινοῦ συμφωνίας εἷς τῶν τρόπων δικανονισμοῦ τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 28 τῆς Συμβάσεως, αἱ διαφοραὶ ἀναφορικῶς μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 15 αὐτῆς Κανονισμῶν, ὑπάγονται, κατ' αἴτησιν ἑνὸς τῶν μερῶν, εἰς ὑποχρεωτικὴν διαιτησίαν. Ἡ διαδικασία εἶναι ἐκείνη τοῦ Παραρτήματος 3 τῆς Συμβάσεως, τῆς ὁποίας ἡ παράγραφος 5 τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως :

«5. Ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς κοινοποιήσεως αἰτήσεως διαιτησίας, ἕκαστον τῶν ἐν λόγῳ δύο Μερῶν ὑποδεικνύει ἕνα διαιτητήν.

Ἐὰν μετὰ παρέλευσιν τῆς προθεσμίας ταύτης, τὸ ἕν μέρος δὲν ὑπέδειξε τὸν διαιτητήν του ἡ ὑπόδειξις αὕτη γίνεται, τῇ αἰτήσει τοῦ ἑτέρου μέρους ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ὁ ὁποῖος ἐνεργεῖ συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῶν παραγράφων 3 καὶ 4 τοῦ παραρτήματος 3 τῆς Συμβάσεως».

Ἄρθρον 2.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν δι' ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τὰ ὁποῖα θὰ ὑπογράψουν τὴν Σύμβασιν, θὰ ἐπικυρωθῇ κατὰ τὴν προβλεπομένην διὰ τὴν Σύμβασιν διαδικασίαν καὶ θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν διὰ προσχώρησιν τῶν Κρατῶν ἅτινα θὰ γίνουν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 3.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἰδίαν

μὲ τὴν Σύμβασιν ἡμέραν, ἢ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καταθέσεως τοῦ δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἀλλὰ τὸ ἐνωρίτερον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Δι' ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὁποῖον θὰ ἐπικυρώσῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἢ θέλει προσχωρήσει μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος του, τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν, μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 4.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ ἀνακοινώσῃ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη,

α) τὰς τεθείσας εἰς τὸν παρὸν Πρωτόκολλον ὑπογραφὰς καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

β) τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ.

Εἰς πίστιν τοῦ ὁποίου οἱ ἀντίστοιχοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικήν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ἐπικρατοῦντος ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεων. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἡ ὁποία θὰ παραδώσῃ ἓν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12ην Νοεμβρίου 1965

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 153

Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Μενεμένης — Θεσσαλονίκης ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 145 καὶ 224 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικος καὶ 2, παρ. 3, ἐδάφιον δεύτερον τοῦ ὑπ' ἀριθ. 65)1967 Α. Ν. «περὶ τροποποιήσεως, συμπληρώσεως καὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον τῶν ἀναγκαστικῶν νόμων 4)1967 καὶ 19)1967 «περὶ ἀποκαταστάσεως εὐρυθμίας εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν, Ν.Π.Δ.Δ. κλπ.».

2) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 78773)23.8.1967 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Συντονισμοῦ καὶ Ἐσωτερικῶν «περὶ τῆς συνθέσεως τῶν ὀργάνων διοικήσεως τῶν δημοτικῶν καὶ κοινοτικῶν νομικῶν προσώπων, τῶν ἱδρυμάτων καὶ τῶν συνδέσμων Δήμων καὶ Κοινοτήτων», καὶ

3) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 53 τῆς 24 Ἰανουαρίου 1968, γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνεται ἡ ὑπ' ἀριθ. 72 τῆς 18 Ὀκτωβρίου 1967 ἀπόφασις τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Μενεμένης — Θεσσαλονίκης, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 91)13.11.1967 ὁμοίας αὐτοῦ, ἔχουσα ὡς ἀκολούθως:

1. Συνιστᾶται παρὰ τῇ Κοινότητι Μενεμένης ἴδιον νομικὸν πρόσωπον ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».

2. Σκοπὸς τοῦ συνιστωμένου νομικοῦ προσώπου εἶναι ἡ ἀνάπτυξις τοῦ ἀθλητικοῦ πνεύματος τόσον εἰς τοὺς νέους ὅσον καὶ εἰς ἅπαντας τοὺς κατοίκους καὶ ἡ ἀποπεράτωσις, ὀργάνωσις καὶ συντήρησις τοῦ ὑπάρχοντος γυμναστηρίου.

3. Πόροι αὐτοῦ εἶναι: α) Ἐτησία ἐπιχορήγησις τῆς Κοινότητος εἴκοσι χιλιάδων (20.000) δραχμῶν, β) αἱ πάσης φύσεως εἰσφοραί, δωρεαί, κληρονομίαι καὶ κληροδοσίαι, γ) αἱ πρόσοδοι ἐκ τῆς ἰδίας αὐτοῦ περιουσίας καὶ δ) αἱ εἰσπράξεις ἐκ τοῦ ἀντιτίμου τῶν παρεχομένων ὑπὸ τοῦ νομικοῦ προσώπου πραγμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν.

4. Ἡ ὑπὲρ αὐτοῦ ἀφιερουμένη περιουσία ἀποτελεῖται ἐκ τοῦ ὑπάρχοντος κοινοτικοῦ γυμναστηρίου, ἐκτάσεως 32.390 τ. μ. κειμένου ἐν τῇ ἀγροτικῇ περιοχῇ τῆς Κοινότητος καὶ συνορευομένου ἀνατολικῶς μὲ τὰ ὑπ' ἀριθ. 150 καὶ 151 κληροτεμάχια Ζαχαροπούλου Μιχ. καὶ Καμπούρη Ἰωάννου, δυτικῶς μὲ ἀγροτικὴν ὁδόν, βορείως μὲ ρεῦμα καὶ 149 τεμάχιον Κώτσου Δημητρίου καὶ νοτίως μετὰ τοῦ 147 τεμαχίου Ἀναστασίας χήρας Ἐμμ. Ζαχαροπούλου.

5. Τὸ συνιστώμενον νομικὸν πρόσωπον διοικεῖται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Α. Ν. 65)1967 καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 78773)23.8.1967 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Συντονισμοῦ καὶ Ἐσωτερικῶν, ὑπὸ πενταμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ Προέδρου τῆς Κοινότητος, ὡς Προέδρου καὶ τεσσάρων μελῶν ὁριζομένων, ἐπὶ τριετεῖ θητείᾳ, δι' ἀποφάσεως τοῦ Νομάρχου, ὑποκειμένης εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐσωτερικῶν. Τὸ ἓν τῶν μελῶν ὁρίζεται Ἀντιπρόεδρος.

6. Τὸ νομικὸν πρόσωπον ἐκπροσωπεῖται ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων καὶ πάσης Ἀρχῆς ὑπὸ τοῦ Προέδρου καὶ τούτου κωλυομένου ἢ ἀπόντος ὑπὸ τοῦ Ἀντιπροέδρου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 6 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΑΙ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 154

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἄργει φιλανθρωπικοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις: 1) Τῆς ἀπὸ 29 Ἰανουαρίου 1954 διαθήκης τοῦ Γεωργίου Δ. Μαρίνου, δημοσιευθείσης καὶ κηρυχθείσης κυρίας ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου Κληρονομιῶν τῆς Πολιτείας Ἀλαμπάμα τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς τὴν 31 Ὀκτωβρίου 1955, 2) τῶν ἄρθρων 108 καὶ 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, 3) τῶν ἄρθρων 95 καὶ 98 τοῦ Α. Ν. 2039)1939, 4) τοῦ ὑπ' ἀριθ. 579)4.8.1960 Βασ. Διατάγματος «περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως Φιλανθρωπικοῦ Ἱδρύματος ἐν Ἄργει ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου», ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἄργει Φιλανθρωπικοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου» καὶ 5) τὴν ἀπὸ 21 Σεπτεμβρίου 1967 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληροδοτημάτων, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργῶν, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ ὑπ' ἀριθ. 2 περίπτωσις τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126 ἀπὸ 17 Φεβρουαρίου 1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἄργει Φιλανθρωπικοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου», ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«2. Εἰρηνοδίκου Ἄργους, ὡς μέλους, ἀναπληρουμένου ἑκάστοτε ἐν ἐλλείψει, ἀπουσίᾳ ἢ κωλύματι, ὑπὸ τοῦ Πταισματοδίκου Ἄργους».

Εἰς τοὺς Ἡμετέρους ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργούς, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ **ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ**

ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝΩΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ **ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ**

(4)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 155

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ 13.4.1955 Β. Δ. «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσυρμάτου» (ΦΕΚ 102)27.4.1955, τεῦχος Α'), ὡς ἐτροποποιήθη κλπ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν. Δ. 2625)1953 «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσυρμάτου» (ΦΕΚ 292)29.10.1953, τεῦχος Α'), γνωμοδότησιν τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν κατὰ τὴν συνεδρίασιν αὐτοῦ τῆς 11ης Ἰανουαρίου καθὼς καὶ τὸ ὑπ' ἀριθ. 83)1968 Πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Τὸ πρῶτον ἐδάφιον τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

4. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μετάσχωσι τῶν ἐξετάσεων δέον νὰ ὑποβάλωσι, δέκα τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐξεταστικῆς περιόδου, αἴτησιν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν (Γενικὴν Διεύθυνσιν Τηλεπικοινωνιῶν) περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐξετάσεις εἰς ἣν δέον νὰ προσδιορίζηται σαφῶς τὸ πτυχίον πρὸς ἀπόκτησιν τοῦ ὁποίου ἐπιθυμεῖ νὰ προσέλθῃ εἰς τὰς ἐξετάσεις ὁ αἰτῶν, ἡ ἐξεταστικὴ περίοδος καθ' ἣν ἐπιθυμεῖ οὗτος νὰ προσέλθῃ πρὸς ἐξέτασιν καθὼς καὶ ἡ γλῶσσα (Γαλλικὴ ἢ Ἀγγλικὴ) εἰς ἣν ἐπιθυμεῖ νὰ ἐξετασθῇ.

Ἄρθρον 2.

1. Τὸ ἐδάφιον δ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

δ) Νὰ ἔχῃ ἀποφοιτήσει ἐπιτυχῶς, ἀπὸ Κρατικὴν Σχολὴν Ἐκπαιδεύσεως Ραδιοτηλεγραφητῶν ἢ ἀπὸ νομίμως λειτουργοῦσαν ἰδιωτικὴν Σχολὴν Ραδιοτηλεγραφητῶν ἢ Ραδιοτηλεφωνητῶν ἢ νὰ ἔχῃ ἐκπαιδευθῇ ἐπιτυχῶς ὡς Ραδιοτηλεγραφητὴς εἰς Τηλεπικοινωνιακὴν Σχολὴν τοῦ Ο.Τ.Ε. ἢ εἰς Σχολὴν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων ἢ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας.

2. Τὸ εἰς τὸ τέλος τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. πρῶτον ἐδάφιον ἐκ τῶν δύο προστεθέντων τοιούτων διὰ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ ἀπὸ 21.6.1958 Β. Δ. συμπληρούμενον, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Οἱ ἀπόφοιτοι τῆς Σχολῆς ΤΤΤ ἢ τῆς Τηλεπικοινωνιακῆς Σχολῆς τοῦ ΟΤΕ ὑπηρετοῦντες ὡς μόνιμοι ὑπάλληλοι τοῦ Δημοσίου ἢ τοῦ ΟΤΕ, οἱ κάτοχοι διπλώματος ραδιοτηλεγραφητοῦ τοῦ Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ, οἱ κάτοχοι πτυχίου ἱπταμένου τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας χορηγηθέντος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Β. Δ. τῆς 7.6.1952 «περὶ Κανονισμοῦ ἐναερίου κυκλοφορίας», οἱ κάτοχοι πτυχίου ἱπταμένου τῆς Βασιλικῆς Ἀεροπορίας, οἱ κάτοχοι πτυχίου Ραδιοτηλεγραφητοῦ ἢ Ραδιοτηλεφωνητοῦ τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, οἱ ἐν ἐνεργείᾳ ἢ ἐφεδρείᾳ ἀξιωματικοὶ ἢ ὑπαξιωματικοὶ Διαβιβάσεων τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων ἢ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας δύνανται ἀντὶ τῶν ὑπὸ στοιχεῖα β', γ', δ', ε' καὶ στ' δικαιολογητικῶν νὰ ὑποβάλωσιν βεβαίωσιν τῆς ἁρμοδίας Κρατικῆς Ὑπηρεσίας, πιστοποιούσης τὴν ἰδιότητά των ταύτην καὶ τὴν κατοχὴν ὑπ' αὐτῶν τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀντιστοίχως ὁριζομένων προσόντων.

Ἄρθρον 3.

1. Ὁ τίτλος «Ἐξετάσεις» τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., συμπληροῦται ὡς ἀκολούθως:

Ἐξετάσεις — Πρόγραμμα ἐξετάσεων.

2. Ἐν τέλει τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται παράγραφος, ἔχουσα οὕτω:

6. Πρόγραμμα ἐξετάσεων:

Καθ' ἑκάστην ἐξεταστικὴν περίοδον καὶ 5 τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμέρας ἐνάρξεως τῶν ἐξετάσεων καταρτίζεται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν τὸ πρόγραμμα τῶν ἐξετάσεων ὅπερ ἀνακοινοῦται διὰ τοιχοκολλήσεως εἰς τὴν εἴσοδον τοῦ κτιρίου τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Τὸ πρόγραμμα τοῦτο περιλαμβάνει:

α) Τὰς ἡμέρας, τὰς ὥρας καὶ τὰς αἰθούσας ἐξετάσεως ἑκάστου τῶν μαθημάτων τῆς γραπτῆς ἢ πρακτικῆς δοκιμασίας.

β) Τὰ ὀνόματα τῶν γινομένων δεκτῶν εἰς τὰς ἐξετάσεις, ὡς καὶ τὰ ὀνόματα τῶν ἀποκλεισμένων τῶν ἐξετάσεων.

γ) Ἄλλας πληροφορίας ἀφορώσας τὴν διενέργειαν τῶν ἐξετάσεων, ὡς ἡ κατανομὴ τῶν ἐξεταζομένων εἰς ὁμάδας διὰ τὴν πρακτικὴν ἐξέτασιν κλπ.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐν τέλει τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται ἐδάφιον, ἔχον οὕτω:

Βασικὰ καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ διενέργεια τῶν ἐξετάσεων καὶ ἡ ἔκδοσις τῶν ἀποτελεσμάτων ὡς εἰδικώτερον καθορίζεται διὰ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος.

2. Ἐν τέλει τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται ἐδάφιον, ἔχον οὕτω:

Ἐν περιπτώσει ἀπουσίας ἔκ τινος συνεδριάσεως, τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς, προεδρεύει ταύτης ὁ κατὰ βαθμὸν ἀνώτερος ἢ μεταξὺ ἰσοβάθμων ὁ ἀρχαιότερος ἐκ τῶν παριστάμενων τακτικῶν μελῶν αὐτῆς.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. ὡς ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ἀπὸ 11.11.1959 Β. Δ., τροποποιουμένη, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

1. α) Οἱ ὑποψήφιοι ἐξετάζονται κατὰ τὴν πρώτην ἡμέραν τῶν ἐξετάσεων εἰς τὰ μαθήματα λήψεως ραδιοτηλεγραφίας καὶ λήψεως ραδιοτηλεφωνίας. Ἡ ἐξέτασις εἰς τὰ ἄλλα μαθήματα ἐνεργεῖται μετὰ τὴν διόρθωσιν τῶν γραπτῶν καὶ τὴν ἔκδοσιν τῶν ἀποτελεσμάτων εἰς τὰ δύο ταῦτα μαθήματα.

β) Ἡ σειρὰ ἐξετάσεως τῶν ἄλλων μαθημάτων καθορίζεται διὰ τοῦ προγράμματος ἐξετάσεων.

γ) Πᾶς μὴ προσερχόμενος εἰς τὴν γραπτὴν ἐξέτασιν οἱουδήποτε μαθήματος κατὰ τὴν καθοριζομένην ἡμερομηνίαν καὶ ὥραν μηδενίζεται εἰς τὸ μάθημα τοῦτο, μὴ δυνάμενος νὰ ἐξετασθῇ ἰδιαιτέρως.

2. Ἡ εἰς τὸ τέλος τῶν παραγράφων 8 καὶ 14 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. φράσις «καὶ ἀριθμοῦνται κατ' αὔξοντα ἀριθμόν», διαγράφεται.

3. Ἐν τέλει τῆς παραγράφου 18 τοῦ μέρους Β τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται δεύτερον ἐδάφιον, ἔχον οὕτω:

Κατὰ τὴν βαθμολογίαν τοῦ μαθήματος Λῆψις διὰ Μόρς διὰ 3 ἀλλοιώσεις γραμμάτων, ἀριθμῶν ἢ σημείων τοῦ ληφθέντος κειμένου ἀφαιρεῖται μία μονάς. Διὰ 4 παραλείψεις γραμμάτων, ἀριθμῶν ἢ σημείων τοῦ ληφθέντος κειμένου ἀφαιρεῖται μία μονάς. Διὰ ὀλιγωτέρας τῶν 3 ἀλλοιώσεων ἢ τῶν 4 παραλείψεων ἀφαιρεῖται κλάσμα βαθμοῦ κατὰ τὴν κρίσιν τῶν ἐξεταστῶν, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν ὅλην ἐμφάνισιν τοῦ γραπτοῦ καὶ τὰ ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ κριτήρια.

4. Ἡ παράγραφος 20 τοῦ Μέρους Γ τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. τροποποιουμένη, ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

20. α) Μετὰ τὴν διενέργειαν κατὰ τὴν πρώτην ἡμέραν τῆς ἐξετάσεως εἰς τὴν λῆψιν ραδιοτηλεγραφίας καὶ εἰς τὴν λῆψιν ραδιοτηλεφωνίας, γίνεται ἡ διόρθωσις καὶ ἡ βαθμολογία τῶν γραπτῶν τὸ συντομώτερον δυνατὸν καὶ πάντως οὐχὶ βραδύτερον τῶν 4 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς ἐξετάσεως εὐθὺς δὲ μετὰ ταῦτα συνέρχεται ἡ Ἐπιτροπή, ἥτις προβαίνει εἰς τὴν ἀποκάλυψιν τῶν γραπτῶν καὶ τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ ἐπιτυχόντων εἰς τὰ δύο ταῦτα μαθήματα, οἵτινες καὶ μόνον δικαιοῦνται νὰ συνεχίσουν τὰς ἐξετάσεις. Πίναξ τῶν δικαιουμένων νὰ συνεχίσουν τὰς ἐξετάσεις ἀνακοινοῦται διὰ τοιχοκολλήσεως εἰς τὴν εἴσοδον τοῦ κτιρίου τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

β) Μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐξετάσεων καὶ τῶν λοιπῶν μαθημάτων καὶ τὴν διόρθωσιν καὶ βαθμολογίαν τῶν γραπτῶν δοκιμίων, συνέρχεται καὶ αὖθις ἡ Ἐπιτροπὴ καὶ προβαίνει εἰς τὴν ἀποκάλυψιν τῶν γραπτῶν καὶ εἰς τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ ἐκδόσεως τῶν τελικῶν ἀποτελεσμάτων τῶν ἐξετάσεων τῆς περιόδου.

5. Τὸ δεύτερον ἐδάφιον τῆς παρ. 21 τοῦ Μέρους Γ τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. διαγράφεται.

6. Αἱ παράγραφοι 22 καὶ 23 τοῦ Μέρους Γ τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. τροποποιούμεναι, ἀντικαθίστανται ὡς ἑξῆς:

22. Θεωρεῖται ἐπιτυχὼν καὶ κρίνεται ἱκανὸς διὰ νὰ λάβῃ τὸ γενικὸν πτυχίον ραδιοτηλεγραφητοῦ πᾶς ἐξετασθεὶς ὅστις ἤθελε συγκεντρώσει τοὺς κάτωθι βαθμούς:

α) Εἰς τὴν γραπτὴν ἐξέτασιν συνολικὸν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

β) Εἰς τὴν λῆψιν διὰ ραδιοτηλεγραφίας ὡς καὶ εἰς τὴν λῆψιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

γ) Εἰς τὴν μεταβίβασιν διὰ ραδιοτηλεγραφίας ὡς καὶ εἰς τὴν μεταβίβασιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

δ) Εἰς τὴν συνεννόησιν εἰς ξένην γλῶσσαν (Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν) βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

ε) Εἰς τὴν ἐξέτασιν διὰ τὴν ρύθμισιν κλπ. ραδιοτηλεγραφικῶν συσκευῶν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

23. Θεωρεῖται ἐπιτυχὼν καὶ κρίνεται ἱκανὸς διὰ νὰ λάβῃ τὸ γενικὸν πτυχίον ραδιοτηλεφωνητοῦ, πᾶς ὅστις λαβὼν μέρος εἰς τὰς ἐξετάσεις πρὸς ἀπόκτησιν γενικοῦ πτυχίου ραδιοτηλεφωνητοῦ ἤθελε συγκεντρώσει τοὺς κάτωθι βαθμούς:

α) Εἰς τὴν γραπτὴν ἐξέτασιν συνολικὸν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

β) Εἰς τὴν λῆψιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

γ) Εἰς τὴν μεταβίβασιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

δ) Εἰς τὴν συνεννόησιν εἰς ξένην γλῶσσαν (Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν) βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

ε) Εἰς τὴν ἐξέτασιν διὰ τὴν ρύθμισιν κλπ. ραδιοτηλεφωνικῶν συσκευῶν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΛ. ΤΟΤΟΜΗΣ

(5)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 156

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ. (Φ.Ε.Κ. 201)62 τ. Α') περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959 Β.Δ. περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Λεσινίου (ΦΕΚ 260)τ. Α').

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει: 1) Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου δευτέρου τοῦ Ν.Δ. 3863)58 «περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 28.7.55 Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Α.Τ.Ε. «Γεωργικὴ Ἑταιρεία Λεσίνι» διὰ τὴν τροποποίησιν καὶ λύσιν τῆς ἀπὸ 3.7.1930 Συμβάσεως, περὶ παραχωρήσεως τῆς ἀποξηράνσεως τοῦ ἕλους Λεσίνι». 2) Τὸ Ν. Δ. 2488)53 «περὶ συστάσεως Ὀργανισμοῦ Κωπαΐδος». 3) Τὸ Ν. Δ. 3784)57 «περὶ καταργήσεως τοῦ Ὑδραυλικοῦ Ταμείου Βοιωτικοῦ Κηφισσοῦ, ὑπαγωγῆς τῶν Ἔργων Βοιωτικοῦ Κηφισσοῦ εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Κωπαΐδος καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων». 4) Τὴν ἐν ὑπ' ἀριθ. 28)24.8.67 πρακτικῷ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὀργανισμοῦ Λεσινίου διατυπωθεῖσαν ἀπόφασιν καὶ 5) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 697)1967 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν, ἀποφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Τροποποιοῦμεν τὸ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β.Δ. «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959 Βασιλικοῦ Διατάγματος «περὶ συμπληρώσεως Ὀργανισμοῦ Λεσινίου» ὡς κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Καταργοῦνται αἱ κάτωθι διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792) 1962 Β. Δ.:

α) Τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 7.

β) Τοῦ πρώτου ἐδαφίου τῆς παραγράφου Γ3ε τοῦ ἄρθρου 25.

γ) Τῆς παραγράφου 9 τοῦ ἄρθρου 27.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παράγραφος ΓΙ τοῦ ἄρθρου 25 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ., ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

Γ) Πάγιαι προκαταβολαί.

Ι. Πρὸς μείζονα διευκόλυνσιν τῶν πληρωμῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ καθιεροῦται ἡ λειτουργία παγίας προκαταβολῆς εἰς τὴν ἐν Λεσινίῳ ἕδραν τοῦ Ὀργανισμοῦ ἧς τὸ ποσὸν καὶ ὁ ὑπόλογος διαχειριστὴς αὐτῆς, ὁρίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας ἐκδιδομένης μετ' ἀπόφασιν τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ πρότασιν τῆς Ὑπηρεσίας Ε.Β.

Τηρήσει τῆς αὐτῆς διαδικασίας δύναται νὰ ὁρισθῇ καὶ ἡ λειτουργία ἑτέρας παγίας προκαταβολῆς.

Ἄρθρον 3.

Οἱ ὑπηρετοῦντες σήμερον ἐν τῷ Γραφείῳ Ἀθηνῶν ἐντάσσονται εἰς τὴν δύναμιν τοῦ προσωρινοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τοὺς Ἡμετέρους ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργούς, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ

(6)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 157

Περὶ τροποποιήσεως Καταστατικοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰ ἄρθρα 108—110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος.

2) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 2)1967 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας, «περὶ τροποποιήσεως τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ ὡς ἄνω Φιλοπτώχου Ταμείου».

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνομεν τὸ ὑποβληθὲν ἡμῖν Καταστατικὸν τοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 2)67 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ καὶ ἔχον ὡς κατωτέρω:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Α'.

Σύστασις — Σκοπὸς — Ἕδρα.

Ἄρθρον 1.

Ἐν τῇ Ἱερᾷ Μητροπόλει Πέτρας συνιστᾶται εἰδικὴ Φιλανθρωπικὴ Ὀργάνωσις ὑπὸ τὴν νομικὴν μορφὴν τοῦ Ἱδρύματος καὶ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Φιλόπτωχον Ταμεῖον τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας».

Ἄρθρον 2.

Σκοπὸς τῆς Ὀργανώσεως ταύτης εἶναι ἡ φιλανθρωπία ἐν γένει καὶ εἰδικώτερον ἡ παροχὴ πάσης ὑλικῆς κλπ. βοηθείας, ἐκτάκτου ἢ τακτικῆς: 1) Εἰς τοὺς δεομένους τοιαύτης ἀπόρους, ἀσθενεῖς ἐν φυλακῇ τῆς πόλεως καὶ τῆς μητροπολιτικῆς περιφερείας καὶ ξένους διαβάτας.

2) Εἰς ἀπόρους καὶ ἄνευ θέσεως ὑπαργήρους ἢ ἀνικάνους καὶ ἀπροστατεύτους Ἐφημερίους τῆς Μητροπόλεως.

3) Εἰς φιλανθρωπικὰ Ἱδρύματα τῆς Μητροπολιτικῆς περιφερείας, τακτικὰ καὶ ἰδίως ἔκτακτα συνιστώμενα ἐν περιπτώσει διαφόρων θεομηνιῶν.

4) Εἰς ἀπόρους μαθητὰς καὶ μαθητρίας καὶ εἰς Ἐκκλησιαστικὰ Κατηχητικὰ Σχολεῖα καὶ

5) Εἰς ἐπαίτας πραγματικῶς ἀναξιοπαθοῦντας καὶ οὐχὶ ὡς ἐπάγγελμα τὴν ἐπαιτείαν μετερχομένους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Β'.

Ὀργάνωσις καὶ Διοίκησις τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου ἀποτελεῖται:

1) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ ἑκάστοτε Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ.

2) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Νεαπόλεως.

3) Ἐκ τῶν μελῶν τῶν Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων Νεαπόλεως.

4) Ἐκ τῶν Προέδρων τῶν ἐν Νεαπόλει ἐπαγγελματικῶν Σωματείων, τὰ ὁποῖα θὰ συνεισφέρωσιν ἐτησίως πεντακοσίας δρχ. ἕκαστον.

5) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Πατριωτικοῦ Ἱδρύματος Προστασίας τοῦ Παιδιοῦ, καὶ

6) Ἐκ τῶν Συνδρομητῶν τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, τοὺλάχιστον τῶν μονίμως κατοικούντων ἐν τῇ Ἕδρᾳ αὐτοῦ.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται τακτικῶς κατ' ἔτος τὴν τελευταίαν Κυριακὴν τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου καὶ λαμβάνει γνῶσιν τῶν πεπραγμένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀσκεῖ ἔλεγχον δι' Ἐπιτροπῆς ὑπὸ ταύτης ἐκλεγομένης, καὶ προτείνει ἐνδεικνυόμενα τυχὸν μέτρα πρὸς ἀρτιωτέραν καὶ καρποφορωτέραν λειτουργίαν τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

Μὴ ἐπιτυγχανομένης ἀπαρτίας κατὰ τὴν ἀνωτέρω Κυριακὴν ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται τὴν ἀμέσως ἐπομένην Κυριακὴν καὶ ἄνευ προσκλήσεως, θεωρεῖται δὲ ἐν ἀπαρτίᾳ ὅσα δήποτε μέλη καὶ ἂν προσέλθωσιν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ, ὅταν παρίστανται εἰς αὐτὴν τὸ ἓν τρίτον πλέον τοῦ ἑνὸς τῶν τῆς Συνελεύσεως μελῶν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ Φιλόπτωχον Ταμεῖον διοικεῖται ὑπὸ ἑξαμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ Σεβασμιωτάτου Μητροπολίτου Πέτρας, ὡς Προέδρου, ἢ τοῦ Ἐπιτρόπου αὐτοῦ, ἢ ἄλλου Κληρικοῦ ὑπ' αὐτοῦ διοριζομένου, ἐκ τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐκκλησιαστικοῦ Συμβουλίου τοῦ Καθεδρικοῦ Ναοῦ, ἐκ τοῦ ἑκάστοτε Δημάρχου Νεαπόλεως καὶ ἑνὸς ἀναπληρωτοῦ, ἐκλεγομένου ὑπὸ τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου, ἐκ τριῶν λαϊκῶν μελῶν ἀμφοτέρων τῶν φύλων, διοριζομένων ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου.

Ἡ περίοδος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὁρίζεται τριετής. Ληξάσης τῆς τριετίας δὲν ἀποκλείεται ὁ ἐπαναδιορισμὸς τῶν ἰδίων μελῶν. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἑδρεύει καὶ συνεδριάζει ἐν τῷ γραφείῳ τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως.

Ἄρθρον 5.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκλέγει μεταξὺ τῶν μελῶν αὐτοῦ ἕνα Ἀντιπρόεδρον, ἕνα Ταμίαν καὶ τὸν Γραμματέα.

Ἄρθρον 6.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συνέρχεται τακτικῶς μὲν κατὰ μῆνα ἐν ἡμέρᾳ καὶ ὥρᾳ ὁριζομένῃ ὑπὸ τοῦ Προέδρου, ὁσάκις ἤθελε παραστῇ ἀνάγκη, ἢ τῇ αἰτήσει τριῶν τοὐλάχιστον μελῶν. Πρὸς ὕπαρξιν ἀπαρτίας δέον νὰ παρίστανται 4 τοὐλάχιστον μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν οἷς καὶ ὁ Πρόεδρος ἢ ὁ νόμιμος ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ. Τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει διὰ σχετικῆς πλειοψηφίας. Ἐν ἰσοψηφίᾳ νικᾷ ἡ ψῆφος τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον 7.

Πᾶν ἐκλεῖπον ἢ παραιτούμενον μέλος τοῦ Συμβουλίου, ἢ ἀπουσιάζον ἀδικαιολογήτως ἐπὶ τέσσαρας ἐκ τῶν Συνεδριάσεων, εἴτε τακτικῶν εἴτε ἐκτάκτων τοῦ Συμβουλίου, ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου.

Ἄρθρον 8.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποφασίζει περὶ πάσης ὑποθέσεως ἀφορώσης τὴν ὀργάνωσιν, εἰδικώτερον δέ: 1) μελετᾷ καὶ ἀποφασίζει διάφορα μέτρα ὑπὲρ τῆς ὑλικῆς ἐνισχύσεως τοῦ Ἱδρύματος καὶ εὐοδώσεως τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ, 2) καταρτίζει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων, ὡς καὶ τὸν Ἀπολογισμόν.

Τὸ Οἰκονομικὸν ἔτος ἄρχεται ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου καὶ λήγει τὴν 31 Δεκεμβρίου ἑκάστου ἔτους.

Ἄρθρον 9.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀντιπροσωπεύει τὸ Ταμεῖον εἰς πάσας τὰς ἐννόμους αὐτοῦ σχέσεις καὶ ἀπέναντι παντὸς δικαστηρίου καὶ πάσης ἀρχῆς. Καθορίζει τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου καὶ ὑπογράφει τὴν σχετικὴν ἀλληλογραφίαν.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Ἱδρύματος, εἶναι ὁ ἑκάστοτε Μητροπολίτης Πέτρας. Τὸν Πρόεδρον ἀπόντα ἢ κωλυόμενον ἀναπληροῖ ὡς μέλος, ὁ Ἐπίτροπος αὐτοῦ, ἢ ἄλλος Κληρικὸς ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου διοριζόμενος, ὡς Πρόεδρον δὲ ὁ Ἀντιπρόεδρος ἀσκῶν πάντα τὰ κατὰ τὸ προηγούμενον ἄρθρον δικαιώματα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 11.

Ὁ Ταμίας ἄμισθος ὤν, διαχειρίζεται τὴν περιουσίαν τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

Ἡ χρηματικὴ περιουσία τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, δέον νὰ κατατίθεται εἰς τὸ Ταχυδρομικὸν Ταμιευτήριον Νεαπόλεως (μὴ ὑπάρχοντος ἐν τῇ ἕδρᾳ Ὑποκαταστήματος Τραπέζης). Διὰ πᾶσαν ἀνάληψιν μέχρι χιλίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἐντολὴ τοῦ Προέδρου, ἄνω δὲ τῶν χιλίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἀπόφασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Ταμίας δὲν δύναται νὰ κρατῇ εἰς χεῖράς του ἄνω τῶν χιλίων δραχμῶν. Τὸν Ταμίαν ἀπόντα ἢ κωλυόμενον ἀναπληροῖ ὁ ὑπὸ τοῦ Προέδρου ὁριζόμενος.

Ὁ Ταμίας ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τοῦ Γραμματέως καταρτίζει κατὰ τετραμηνίαν κατάστασιν τῶν εἰσπράξεων καὶ δαπανῶν, τηρεῖ τὰ ἀπαιτούμενα λογιστικὰ βιβλία, οὐδεμίαν ἐνεργεῖ πληρωμὴν ἄνευ ἐντάλματος τοῦ Προέδρου, εἶναι δὲ ἀτομικῶς ὑπεύθυνος διὰ τὰ διαπεπιστευμένα αὐτῷ.

Ἄρθρον 12.

Ὁ Γραμματεὺς τηρεῖ τὰ πρακτικὰ τοῦ Συμβουλίου, διεξάγει ἅπασαν τὴν ἀλληλογραφίαν, δι' ἣν τηρεῖ πρωτόκολλον, καταρτίζει δὲ στατιστικὴν καὶ ἐν γένει ἐκτελεῖ καὶ διευθύνει τὴν γραφικὴν ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 13.

Πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἔργου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁ Γραμματεὺς δύναται νὰ ἔχῃ εἰς χεῖρας αὐτοῦ ποσόν, μὴ ὑπερβαῖνον τὰς χιλίας δραχμὰς πρὸς παροχὴν βοηθήματος, διατιθεμένων ἐπὶ διπλοτύπῳ ἀποδείξει τῇ ἐγκρίσει καὶ τῇ ἐντολῇ τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον 14.

Διὰ τὴν παροχὴν βοηθήματος εἰς τινα πτωχὸν ἄνω τῶν διακοσίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἀπόφασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Πρόεδρος δικαιοῦται καὶ ἄνευ ἐγκρίσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου νὰ παρέχῃ χρηματικὴν βοήθειαν εἰς οἰκογενείας ἢ ἄτομα μέχρι 200 δραχμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ'.

Πόροι καὶ διάθεσις αὐτῶν.

Ἄρθρον 15.

1) Τὰ ἐν ἐτησίοις Προϋπολογισμοῖς τῶν Ἱερῶν Ναῶν τῆς Ἱ. Μητροπόλεως ἀναγραφόμενα κονδύλια, ὑπὸ τῶν Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων, ἢ ὑπὸ τοῦ Μητροπολιτικοῦ Συμβουλίου.

2) Αἱ κατὰ τὰς ἐν τοῖς Ναοῖς συνάξεις τῶν πιστῶν εἰσπράξεις τοῦ ὑπὲρ τῶν πτωχῶν κυτίου ἢ δίσκου ἐπιστατουμένου ἢ περιφερομένου ἐκ περιτροπῆς ὑπὸ κυριῶν ἐν ἑκάστῃ Ἐνορίᾳ, διοριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἢ ὑπὸ τῶν Ἐνοριακῶν Ἐπιτρόπων.

3) Δικαίωμα ἐγγραφῆς ἐκ 15 δραχμῶν ἐφάπαξ καὶ αἱ συνδρομαὶ τῶν συνδρομητῶν ἐκ 5 δραχμῶν μηνιαίως.

4) Αἱ προαιρετικαὶ εἰσφοραὶ ἢ δωρεαὶ ἢ κληροδοτήματα.

5) Αἱ εἰσπράξεις τοῦ γενικοῦ ἐράνου κατὰ τὴν ἡμέραν τῶν πτωχῶν, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καθοριζομένην.

6) Ἡ τυχὸν ἀρωγὴ τοῦ Δημοσίου, ὡς καὶ πάσης φύσεως νομικῶν προσώπων Δημοσίου καὶ Ἰδιωτικοῦ Δικαίου.

7) Αἱ ἐκ διαλέξεων, σεμνοπρεπῶν ἑορτῶν λαχειοφόρων ἀγορῶν κλπ. ὑπὲρ τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, γενόμεναι εἰσπράξεις, καθοριζομένων ἐκ τῶν προτέρων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

8) Αἱ εἰσφοραὶ τοῦ Ο.Δ.Μ.Η. Νομοῦ Λασιθίου τοῦ Δήμου Νεαπόλεως, τοῦ Δήμου Ἁγίου Νικολάου καὶ τῶν λοιπῶν Κοινοτήτων τῆς Μητροπολιτικῆς περιφερείας, ἐκ τοῦ φιλανθρωπικοῦ κονδυλίου καὶ ἰδίᾳ ἐκείνων, ἐν αἷς δὲν ἱδρύθη Παράρτημα τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

9) Ποσόν τι κατὰ τὴν εἴσπραξιν τῶν δικαιωμάτων τῶν διαφόρων ἱεροτελεστιῶν ὡς π. χ. γάμων, βαπτίσεων κλπ. καθοριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 16.

Οἱ πόροι τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου διατίθενται:

1) Διὰ τὴν παροχὴν τακτικοῦ ἢ ἐκτάκτου βοηθήματος εἰς πτωχὰς καὶ ἀπροστατεύτους οἰκογενείας ἢ ἄτομα, ξένους διαβάτας καὶ φυλακισμένους.

2) Διὰ τὴν παροχὴν ἐνδυμάτων καὶ ὑποδημάτων εἰς ὀρφανά, ἄπορα, μαθητὰς ἢ μαθητρίας καθοριζομένων δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

3) Διὰ τὴν παροχὴν φαρμάκων καὶ ἰατρικῆς περιθάλψεως εἰς ἐνδεεῖς.

4) Ὑπὲρ οἱασδήποτε ἄλλης μερίμνης περὶ τῶν πτωχῶν, ὀρφανῶν καὶ ἀναπήρων καὶ τῶν περιφερομένων ἐπαιτῶν.

5) Διὰ παροχὴν τακτικοῦ ἢ ἐκτάκτου βοηθήματος εἰς ὑπεργήρους ἢ ἀνικάνους κληρικοὺς τῆς Μητροπόλεως, στερουμένους συντάξεως ἢ οἱασδήποτε ἄλλης ἐνισχύσεως.

6) Ὑπὲρ μαθητῶν ἢ συσσιτίων, ἐφ' ὅσον παρέχεται παρὰ τοῦ Δημοσίου εἰδικὴ ὑπὲρ τοῦ σκοποῦ ἐνίσχυσις.

Ἄρθρον 17.

Ἡ ἀπορία ἑκάστου πτωχοῦ δέον νὰ ἐξακριβώνηται κατὰ τὸν ἀσφαλέστερον τρόπον καὶ νὰ ἐνεργῆται ἡ ἐγγραφὴ αὐτοῦ ἐν Ἰδιαιτέρῳ Βιβλίῳ μετὰ τῆς διευθύνσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διορίζει δι' ἑκάστην Ἐνορίαν Ἐπιτροπὴν ἐκ κυριῶν πρὸς διενέργειαν ἐράνων, εἴσπραξιν αὐτῶν καὶ διανομὴν μετὰ τοῦ Ἐφημερίου καὶ ἑνὸς διδασκάλου εἰς τοὺς ἀπόρους καὶ ἀσθενεῖς βοηθημάτων ὑπ' αὐτοῦ ἐγκρινομένων.

Ἄρθρον 19.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἀναθέσῃ εἴς τινα τῶν μελῶν αὐτοῦ, βοηθουμένου ὑπὸ τοῦ Γραμματέως καὶ τῶν Ἐφημερίων τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς ἀληθείας τῶν ἰσχυρισμῶν τοῦ αἰτοῦντος τὴν ἀρωγὴν καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἀποδεδειγμένως δικαιουμένων βοηθείας ἐπαιτῶν, ἀπαγορευομένης τῆς κυκλοφορίας αὐτῶν καὶ τῆς ἐντεῦθεν ὀχλήσεως τῶν πολιτῶν, ὥστε νὰ ἐξαλειφθῇ τὸ στίγμα καὶ ἡ κοινωνικὴ αὕτη μάστιξ.

Ἄρθρον 20.

Παραρτήματα τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου εἶναι δυνατὸν νὰ ἱδρυθῶσι τῇ ἐγκρίσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐν τῇ πρωτευούσῃ τοῦ Νομοῦ (Ἅγιος Νικόλαος), ἐν ταῖς πρωτευούσαις τῶν Ἐπαρχιῶν, ἐν κωμοπόλεσιν ἢ χωρίοις ἢ Ἐνορίας τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας, ἐφ' ὅσον παρὰ τούτου ἤθελε ζητηθῇ τοῦτο παρ' αὐτῶν διὰ τῶν ἁρμοδίων ἱερέων ἢ Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων, λειτουργοῦντα κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἄρθρα, μετὰ τῆς διαφορᾶς, ὅτι τὴν προεδρίαν τῶν Παραρτημάτων τούτων θὰ ἔχῃ ὁ ἑκασταχοῦ Ἀρχιερατικὸς Ἐπίτροπος, ἢ τοιούτου μὴ ὑπάρχοντος ὁ Ἐφημέριος, ὅστις θὰ προτείνῃ τῷ Μητροπολίτῃ τὸν διορισμὸν τῶν ἐπὶ μέρους Διοικητικῶν Συμβουλίων, ἅτινα θὰ διορίζῃ ὁ Μητροπολίτης. Τὰ παραρτήματα ταῦτα αὐτοτελῶς δρῶντα καὶ οἰκονομικῶς ἐνισχυόμενα ὑπὸ τοῦ Κεντρικοῦ ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας, θὰ ὑποβάλωσι τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ τοῦ ἐν Νεαπόλει Κεντρικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, καθ' ἑξαμηνίαν κατάστασιν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων αὐτῶν καὶ κατὰ μῆνα Ἰανουάριον τὸν Ἀπολογισμὸν τοῦ λήξαντος οἰκονομικοῦ ἔτους μετὰ σχετικῆς ἐγκρίσεως αὐτοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Παραρτήματος καὶ ἐκθέσεως τῶν πεπραγμένων, ἅτινα πάντα θὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῆς Προνοίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Δ'.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 21.

Τὸ Φιλόπτωχον Ταμεῖον καταργεῖται μετ' ἀπόφασιν τῶν 5)6 τοῦ ὅλου ἀριθμοῦ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 22.

Μετὰ τὴν κατάργησιν τοῦ Ἱδρύματος ἡ περιουσία αὐτοῦ περιέρχεται εἰς τὸ Μητροπολιτικὸν Συμβούλιον, διατιθεμένης διὰ φιλανθρωπικοὺς σκοποὺς τῆς Μητροπόλεως.

Ἄρθρον 23.

Ἑορτὴ τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου ὁρίζεται ἡ τῆς Κοιμήσεως τῆς Θεοτόκου, τελουμένη τὴν 15 Αὐγούστου.

Ἄρθρον 24.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου ὑποχρεοῦται, ὅπως κατ' ἔτος ὑποβάλῃ εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῆς Προνοίας τὰ κάτωθι στοιχεῖα καὶ πᾶν ἕτερον τοιοῦτον, ὅπερ ἠθελε ζητηθῇ παρὰ τοῦ Ὑπουργείου.

1) Ἀντίγραφον τοῦ πρακτικοῦ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου περὶ ἐγκρίσεως τοῦ Ἀπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου μετὰ σχετικῆς ἐκθέσεως τῶν πεπραγμένων καὶ ἀντίγραφον τοῦ ἀνωτέρω Ἀπολογισμοῦ. 2) Πίνακα τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

(7)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 158

Περὶ ἀνασυγκροτήσεως, παρατάσεως καὶ συμπληρώσεως Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς κατασκευῆς προτομῆς τοῦ Μπότη Σφακιανάκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης ἐν Νεαπόλει.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὰ ἄρθρα 122 - 126 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος ὡς καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 5101)31 «περὶ διενεργείας ἐράνων, φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν κλπ.».

2) Τὸ ἀπὸ 16)10.9.59 Βασ. Διάταγμα δι' οὗ συνεστήθη ἐρανικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν κατασκευὴν προτομῆς τοῦ Μπότη Σφακιανάκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης.

3) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 29713)30.12.67 ἔγγραφον τῆς Νομαρχίας Λασιθίου περὶ ἀνασυγκροτήσεως καὶ παρατάσεως τῆς ὑπάρξεως τῆς ὡς ἄνω Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Ι. Ἀνασυγκροτοῦμεν τὴν διὰ τοῦ ἀπὸ 16)10.9.59 Βασ. Διατάγματος συσταθεῖσαν Ἐρανικὴν Ἐπιτροπὴν διὰ τὴν κατασκευὴν προτομῆς τοῦ Μπότη Σφακιανάκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης, ὁριζόντες ὅπως αὕτη ἀποτελῆται ἐκ τῶν κάτωθι:

1) Τοῦ ἑκάστοτε Δημάρχου Νεαπόλεως Λασιθίου.

2) Δημητρίου Φινοκαλιώτου, Γυμνασιάρχου.

3) Ἐμμανουὴλ Διαλυνᾶ, Συνταξιούχου.

4) Ἰωάννου Λουμπούνη, Δικηγόρου.

5) Νικολάου Π''Εὐαγγέλου Κριτσωτάκη.

ΙΙ. Ἡ θητεία τῆς κατὰ τὴν ἀνωτέρω παράγραφον ἀνασυγκροτηθείσης Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζεται μέχρι τῆς 31.12.1968.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ι. Συμπληροῦντες τὸ ἀπὸ 16)10.9.59 Βασ. Διάταγμα ὁρίζομεν ὅπως ἡ ἀνάθεσις ὡς καὶ ἡ παρακολούθησις τῆς ἐκτελέσεως τοῦ κατὰ ἄνω ἔργου θὰ γίνῃ ὑπὸ Ἐπιτροπῆς ἐξ εἰδικῶν προσώπων συγκροτουμένης παρὰ τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων (Δ)νσις Καλῶν Τεχνῶν) ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν τοῦ ὁποίου θὰ τελῇ ἡ Ἐπιτροπὴ ὡς πρὸς τὴν καλυτέραν ἐκτέλεσιν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 8 τοῦ Νόμου 6409)34.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(8)

Μεταξὺ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, περὶ διαχειρίσεως τῶν πόρων τοῦ Λ)σμοῦ Λαϊκῆς Στέγης.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἐν Ἀθήναις σήμερον τὴν 3 τοῦ μηνὸς Φεβρουαρίου τοῦ ἔτους 1968, οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, ἀφ' ἑνὸς οἱ: Ι. Ροδινὸς—Ὀρλάνδος, Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτὴς ἐπὶ τοῦ Συντονισμοῦ, Ἀδαμάντιος Ἀνδρουτσόπουλος, Ὑπουργὸς ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Εὐστάθιος Πουλαντζᾶς, Ὑπουργὸς ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας, ὡς ἐκπρόσωποι τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ ἀφ' ἑτέρου ὁ Κάρολος Ἀρλιώτης, Διοικητὴς τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος Α. Ε., ἐνεργῶν ὡς ἐκπρόσωπος τῆς Τραπέζης ταύτης, ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: α) Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ ἀπὸ 27ης Ἰανουαρίου 1951 ὑπ' ἀριθ. 1667 Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας», κυρωθέντος διὰ τοῦ Νόμου 2063 τῆς 18ης Ἀπριλίου 1952 «περὶ κυρώσεως, τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Α.Ν. 1667)1951 «περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας», ὡς αὗται ἐκωδικοποιήθησαν διὰ τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ ἀπὸ 10ης Δεκεμβρίου 1964 ὑπ' ἀριθμὸν 775 Βασιλικοῦ Διατάγματος «περὶ κωδικοποιήσεως διατάξεων περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας» (Φ.Ε.Κ. 254)30.12.1964, τεῦχος Α'), β) τὴν ὑπ' ἀριθ. 38750)30.6.1953 Ὑπουργικὴν ἀπόφασιν (Φ.Ε.Κ. 156)16.7.1953, τεῦχος Β'), γ) τὴν ὑπ' ἀριθ. 648)14.7.1953 Πρᾶξιν τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, δ) τὴν ἀπὸ 2ας Σεπτεμβρίου 1953 σύμβασιν μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος (ὡς αὕτη συνεπληρώθη διὰ τῆς ἀπὸ 12ης Ἰουνίου 1954 ὁμοίας), δυνάμει τῆς ὁποίας ἀνετέθη ὑπὸ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου εἰς τὴν Ἐθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος Α. Ε. ἡ διαχείρισις τῶν πόρων τῆς Λαϊκῆς Στέγης, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 τοῦ, διὰ τοῦ Νόμου 2063)1952 κυρωθέντος ὑπ' ἀριθ. 1667)1951 Ἀναγκ. Νόμου, ὡς καὶ ἡ διαχείρισις τῶν κεφαλαίων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν πιστώσεων τοῦ εἰδικοῦ προϋπολογισμοῦ τῶν δημοσίων ἐπενδύσεων καὶ προοριζομένων διὰ τὴν ἀνέγερσιν Λαϊκῶν Κατοικιῶν, ἢ διὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Κράτους παροχὴν στεγαστικῆς συνδρομῆς, πλὴν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν στέγασιν τῶν ἀστῶν προσφύγων, ε) τὴν ἀνάγκην τῆς ἀναθέσεως εἰς τὴν Ἐθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος τῆς διαχειρίσεως τῶν ὡς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων μέχρι καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969 καὶ στ) τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ ὡς ἀνωτέρω σύμβασις παρετάθη, διὰ τῶν ἀπὸ 8ης Δεκεμβρίου 1958, 23ης Αὐγούστου 1963, 11ης Μαΐου 1965 καὶ 20ῆς Μαρτίου 1967 ὁμοίων, μέχρι τῆς πλήρους διαθέσεως ὑπὸ τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος τῶν εἰς τὴν διαχείρισιν ταύτης ὑπαχθέντων ὡς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων μέχρι καὶ τοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1967, ἀποφασίζουν ὅπως:

α) Εἰς τὴν ὑπὸ τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος Α. Ε. ἀσκουμένην διαχείρισιν, κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἰδίας (ἀπὸ 2ας Σεπτεμβρίου 1953) συμβάσεως, τῶν πόρων τῆς Λαϊκῆς Στέγης τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ Νόμου 2063)1952 ὑπ' ἀριθ. 1667)1951 Ἀναγκ. Νόμου «περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας», ὡς καὶ τῶν κεφαλαίων τῶν προερχομένων ἐκ τῶν πιστώσεων τοῦ Εἰδικοῦ Προϋπολογισμοῦ Δημοσίων Ἐπενδύσεων, τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἀνέγερσιν Λαϊκῶν Κατοικιῶν ἢ διὰ παροχὴν

στεγαστικῆς συνδρομῆς ὑπὸ τοῦ Κράτους, πλὴν τῶν διὰ τὴν στέγασιν τῶν ἀστῶν προσφύγων προοριζομένων, ὑπαχθῶσι καὶ οἱ ὡς ἀνωτέρω πόροι καὶ τὰ κεφάλαια μέχρι καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969, καὶ

β) Ἡ ἀπὸ 2ας Σεπτεμβρίου 1953 ὡς ἄνω σύμβασις ὡς αὕτη συνεπληρώθη διὰ τῆς ἀπὸ 12ης Ἰουνίου 1954 ὁμοίας, καὶ παρετάθη διὰ τῶν ἀπὸ 8ης Δεκεμβρίου 1958, 23ης Αὐγούστου 1963, 11ης Μαΐου 1965 καὶ 20ῆς Μαρτίου 1967 ὁμοίων), παραταθῇ περαιτέρω μέχρι τῆς πλήρους διαθέσεως ὑπὸ τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος τῶν ὡς ἄνω εἰρηται πόρων καὶ κεφαλαίων μέχρι καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969, ὑπὸ τοὺς ἀρχικῶς προβλεφθέντας ὅρους.

Κατ' ἀκολουθίαν τούτων ἀνατίθεται εἰς τὴν Ἐθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος Α. Ε. καὶ αὕτη ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συνεχίσῃ τὴν χορήγησιν, διὰ λογαριασμὸν τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου, τῶν δανείων ἐκ τῶν ὡς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς ὡς εἴρηται ἀπὸ 2ας Σεπτεμβρίου 1953 συμβάσεως μέχρι καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969, νὰ εἰσπράττῃ τὰ δάνεια ταῦτα παρὰ τῶν ὀφειλετῶν μέχρις ὁλοσχεροῦς ἐξοφλήσεώς των, ἔτι δὲ νὰ συνεχίσῃ χορηγοῦσα καὶ πᾶσαν ἑτέραν στεγαστικὴν ἐνίσχυσιν ἢ δαπάνην δι' οἰκιστικοὺς σκοπούς, προερχομένας ἐκ τῶν ἐν λόγῳ ἢ ἄλλων πόρων, πιστώσεων καὶ κεφαλαίων, μέχρις ὁλοκληρώσεως τοῦ ἰδίου στεγαστικοῦ Προγράμματος.

Ἡ παροῦσα σύμβασις συνετάγη εἰς τέσσαρα πρωτότυπα, ἑκάστου τῶν ὑπογραψάντων λαβόντος ἀνὰ ἓν ἀντίτυπον.

Ὁ Ὑπουργὸς
Ἀναπληρωτὴς
Ἐπὶ τοῦ Συντονισμοῦ
Ι. ΡΟΔΙΝΟΣ – ΟΡΛΑΝΔΟΣ

Ὁ Ὑπουργὸς	Ὁ Ὑπουργὸς
Ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν	Ἐπὶ τῆς Κοιν. Προνοίας
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ	Ε. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

Ὁ Διοικητὴς τῆς Ἐθνικῆς Κτηματικῆς
Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος Α. Ε.
Κ. ΑΡΑΙΩΤΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ